



L'actualité bibliographique de l'agriculture biologique et durable

Production animale



Production végétale



Marché



Écologie et ruralité



Vie professionnelle



Recherche et système spécifique



« Même si vous ne le voyez pas d'un bon œil, le paysage n'est pas laid, c'est peut-être votre œil qui est mauvais. »

J. Prévert

AGENDA – FRANCE – EUROPE

Le 29 avril 2014, à Anjou (38)

Journée technico-économique fraises bio
T : 04 75 61 19 35 / www.corabio.org/

Du 8 au 11 mai 2014, Barcelone (Espagne)

BioCultura Barcelona 2014
www.biocultura.org

Du 16 au 18 mai 2014, à Lyon - Eurexpo (69)

Salon Votre Nature
www.vivez-nature.com

Le 20 mai 2014, à la Maison de l'Agriculture, à Rennes (35)

Vers une alimentation 100 % AB en élevage porcin biologique :
Restitution des programmes de recherche ICOPP, PORC BIO,
ProtéAB, MONALIM Bio
www.itab.asso.fr/

Du 1^{er} au 15 juin 2014, dans toute la France

Printemps BIO
www.printempsbio.com/
www.agencebio.org/agenda/printemps-bio-0

Le 10 juin 2014, dans le cadre du Printemps BIO

Rencontres Professionnelles de la Bio
www.agencebio.org/agenda/rencontres-professionnelles-de-la-bio-printemps-bio

Les 7 et 8 juin 2014, à Pau (64)

Salon Asphodèle de Printemps
www.utovie.com/asphodele-printemps.htm

Du 13 au 16 juin 2014, à Paris – Expo - Porte de Versailles

Salon Naturally
www.vivez-nature.com

Du 20 au 22 juin 2014, à Zofingen (Suisse)

Bio Marché
www.biomarche.ch/

Le 10 juillet 2014, à Amboise (37)

Le Rendez-vous Tech&Bio Viticulture
www.rdv-tech-n-bio.com

Du 6 au 9 septembre 2014, à Bologna (Italie)

Salon SANA
www.sana.it

Du 3 au 5 octobre 2014, Bilbao (Espagne)

BioCultura Bilbao 2014
www.biocultura.org

Du 13 au 15 octobre 2014, à Istanbul (Turquie)

IFOAM Organic World Congress 2014
www.owc2014.org

Le 14 octobre 2014, à La Pugère (13)

Le Rendez-vous Tech&Bio Cultures pérennes
www.rdv-tech-n-bio.com

Les 17 et 18 novembre 2014, à Paris

3^{ème} Conférence IFOAM EU sur la Transformation Bio " Trans-
formation alimentaire bio : Nouveaux challenges :
Développement durable, qualité, intégrité et nouvelle
réglementation »
<http://organicfoodprocessing.eu>

Pour plus d'informations sur les événements bio de l'année :

www.abiodoc.com

AGENDA – QUEBEC - AMERIQUE DU NORD

Le 24 mai 2014 à Saint-Élie-de-Caxton

Bazar végétal de St-Élie-de-Caxton
Tél : (819) 247-8779
www.cetab.org/sites/www.cetab.org/files/pdf-agenda-bio/com-munique_bazar.pdf

Du 29 au 30 mai 2014 à Montréal

Colloque 2014 : De la rive au talus, la stabilisation des sols
Télec. : (514) 343-2288 / info@phytotechno.com
<http://phytotechno.com/colloque2014/index.php?page=colloque.html>

Du 27 Septembre 2014 au 28 Septembre 2014 à La Pocatière

Formation: Démarrage d'une culture de raisin de table à petite et
moyenne échelle
Tél. : 418 856-1110, poste 1252 / Sans frais : 1 800 383-6272,
poste 1
Télec. : 418 856-3053 / formation.continue@mapaq.gouv.qc.ca
[www.cetab.org/sites/www.cetab.org/files/pdf-agenda-bio/formation-demarrage_dune_culture_de_raisins_de_table.pdf](http://www.cetab.org/sites/www.cetab.org/files/pdf-agenda-bio/formation_demarrage_dune_culture_de_raisins_de_table.pdf)

Les 18 et 25 Novembre 2014 à Victoriaville

Formation: Transition vers la production laitière biologique
Tél. : (819) 758-6401 poste 2702
gmartin@formationagricole.com
www.formationagricole.com/detailformation.asp?qCours=174

Pour plus d'informations :

www.cetab.org

SOMMAIRE

Agendas Bio.....	2
Productions animales	4
Elevage	4
Productions végétales	8
Arboriculture	8
Autres cultures	9
Contrôle des adventices	10
Fertilisation	11
Grandes cultures.....	11
Horticulture	12
Jardinage biologique	13
Maraîchage.....	14
Petits fruits.....	16
Plantes aromatiques et médicinales	17
Protection phytosanitaire	17
Sol.....	21
Viticulture.....	21
Marché.....	23
Filière	23
Qualité.....	29
Santé.....	29
Statistiques	29
Ecologie & ruralité.....	32
Agriculture durable	32
Agriculture-environnement.....	33
Développement rural	36
Energie.....	38
Environnement.....	41
Vie professionnelle	42
Economie	42
Formation	42
Généralités	43
Organisation de l'AB.....	44
Politique agricole.....	44
Réglementation.....	45
Recherche & système spécifique	46
Agriculture biodynamique	46
Agroforesterie	46
Biotechnologies.....	46
Recherche	47
Ressources génétiques	49
BRÈVES ABIODOC.....	51
Bulletin d'Abonnement.....	59
Tarif du Service Documentaire.....	59
Bon de commande.....	61
Coordonnées des Éditeurs des ouvrages cités.....	64

Directeur de publication
Etienne JOSIEN
Directeur général adjoint de VetAgro Sup

Rédactrice en chef
Sophie VALLEIX

Réalisation
Esméralda RIBEIRO & Geoffroy MENARD

Ont collaboré à ce numéro :
Mirella AOUN, Aurélie BELLEIL,
Wilbène CENATUS, Benoît CROISEL,
Geoffroy MENARD, Esméralda RIBEIRO,
Myriam VACHER-VALLAS, Sophie VALLEIX



Revue éditée et imprimée par ABioDoc
Centre National de Ressources en
Agriculture Biologique,
avec le soutien du ministère de l'Agriculture, de
l'Agroalimentaire et de la Forêt, du Commissariat de
Massif - Massif Central et du Conseil Régional d'Au-
vergne

VetAgro Sup – Campus agronomique de Clermont –
89, Avenue de l'Europe - BP 35 - 63370 LEMPDES
(France)

Tél : 04.73.98.13.99 – Fax : 04.73.98.13.98
abiiodoc@educagri.fr - www.abiodoc.com



Revue réalisée en collaboration avec le CETAB+
Centre d'expertise et de transfert en agriculture
biologique et de proximité,
avec le soutien du programme Innovbio du ministère
de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du
Québec

Agriculture, Pêcheries
et Alimentation



Cégep de Victoriaville
475 Rue Notre-Dame Est, Victoriaville
Québec, G6P 4B3
(Canada)

Tél : 819-758-6401 poste 2772
veille@cetab.org – www.cetab.org

PRODUCTIONS ANIMALES

Elevage

Portes-ouvertes : Le réseau bio relance les Fermes ouvertes d'automne

BIO NORMANDIE

Le réseau GAB-GRAB de Basse-Normandie a organisé, en octobre 2013, sa deuxième session de fermes ouvertes. Sept fermes biologiques ont ouvert leurs portes à leurs collègues, en bio, en conversion ou en projet de conversion, et à des étudiants. Malgré l'invitation, les agriculteurs conventionnels sans projet de conversion à l'AB ont été peu nombreux à se déplacer. Ces visites thématiques restent tout de même un succès, avec 105 visiteurs. Trois des fermes participantes sont présentées dans cet article :

- Hubert Jouandet conduit un troupeau de vaches allaitantes biologiques et mise sur la complémentarité des circuits de commercialisation pour la valorisation de ses produits (vente directe, filière bio organisée) ;
- Franck Leboulanger a un troupeau laitier mixte, avec un croisement trois voies (croisement de trois races), le lait et la crème, transformés sur place, sont vendus à la ferme et sur un marché ;
- Cécile et Jean-François, au Mas du Yogui, ont converti leur exploitation laitière à la bio en 2011, et sont passés depuis à un système tout herbe.

Mots clés : ELEVAGE BIOLOGIQUE / BOVIN VIANDE / BOVIN LAIT / SYSTEME TOUT HERBE / COMMERCIALISATION / VISITE DE FERME / TEMOIGNAGE / BASSE NORMANDIE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / TRANSFORMATION A LA FERME / VENTE DIRECTE / REFERENCE TECHNICO-ECONOMIQUE / SELECTION

BIO NORMANDIE n° 121, 01/11/2013, 5 pages (p. 10-14)

réf. 198-008 ; Rédaction : ABioDoc

Que dit la réglementation : Soigner son troupeau avec des huiles essentielles

GAUTHIER Emmanuelle

Tout vise à diminuer l'usage des antibiotiques : volonté de l'Etat, demande des consommateurs... Mais paradoxalement, la réglementation sur l'usage de traitements à base de plantes est devenue plus dure ces derniers mois. Ainsi, un règlement européen a été publié en mars 2013, amenant au retrait du marché des additifs pour l'alimentation animale de certaines d'extraits aromatiques végétaux. Ces retraits ne sont pas liés à un problème de dangerosité. Pour qu'un additif sensoriel reste inscrit au registre européen des additifs pour l'alimentation animale, il faut qu'un dossier complexe soit monté et une redevance de 3000 euros payée. En l'absence d'un tel dossier, la substance est retirée du marché. Par ailleurs, l'Agence nationale de sécurité de l'alimentation a publié, en août dernier, une circulaire dont il découle que tout produit à base de plantes doit disposer d'une autorisation de mise sur le marché et d'une prescription vétérinaire. Ne pas respecter ce point conduit à se mettre dans l'illégalité et à courir le risque de ne plus toucher certaines aides de la PAC soumises à conditionnalité, notamment en lien avec les règles sur le "paquet hygiène". Ainsi, l'absence d'un statut cohérent pour les produits à base de plantes utilisés en santé animale (à ce jour, ces produits ne peuvent être classés qu'en "additif" ou en "médicaments vétérinaires") pose réellement problème.

Mots clés : REGLEMENTATION / SANTE ANIMALE / HUILE ESSENTIELLE / ELEVAGE BIOLOGIQUE / ELEVAGE / FRANCE / PLANTE / PHYTOTHERAPIE / LEGISLATION / EUROPE / DROME / AROMATHERAPIE

SYMBIOSE n° 187, 01/02/2014, 2 pages (p. 6-7)

réf. 198-036 ; Rédaction : ABioDoc

Bio-portrait : Bienvenue à la ferme des cabrioles

DEBLOIS Sandrine

La ferme biologique présentée dans cet article compte un troupeau caprin de 42 têtes élevé selon un système extensif (notamment grâce à une convention pluriannuelle de pâturage gérée par l'ONF concernant 82 hectares de forêts communales). Elle est axée sur la fabrication de fromages pour la vente directe, mais a aussi une activité d'accueil. Visant la cohérence du système et l'autonomie, le couple exploitant maintient un contact étroit avec son troupeau, sélectionnant les chèvres autant sur leur capacité de production que sur leur comportement social ou alimentaire. Ces deux exploitants ont développé un système qui répond à leur vision du métier d'éleveur. Mais ils s'inquiètent de l'évolution des demandes administratives qui se veulent de plus en plus contraignantes et normatives, comme la pose de puces électroniques.

Mots clés : GARD / ELEVAGE BIOLOGIQUE / PORTRAIT / TEMOIGNAGE / CAPRIN / FORET / TRANSFORMATION A LA FERME / VENTE DIRECTE / ACCUEIL A LA FERME / PARCOURS

NATURE & PROGRES n° 96, 01/02/2014, 2 pages (p. 8-9)

réf. 198-051 ; Rédaction : ABioDoc

Quels besoins de recherche en élevage porcin bio ?

FERCHAUD Stéphane / MAUPERTUIS Florence / ROINSARD Antoine

La filière porcine biologique reste marginale en France, avec 432 exploitations en 2012 (0,6 % du cheptel national). Cette filière possède pourtant un potentiel fort, bloqué aujourd'hui par divers freins techniques. Afin de mieux identifier ces freins, l'unité GenESI de l'Inra (Génétique, Expérimentation et Système Innovants) et les Chambres d'agriculture des Pays-de-la-Loire ont réalisé des enquêtes auprès d'une vingtaine d'éleveurs porcins bio. Les besoins identifiés concernent : - la reproduction (mieux gérer l'hyperprolificité, synchroniser les chaleurs de manière compatible avec l'AB, limiter l'écrasement des porcelets) ; - les soins (trouver des alternatives à la castration, mieux gérer le parasitisme, proposer des solutions pour une alimentation 100 % bio et développer de nouvelles matières premières) ; - et la production de références technico-économiques. D'autres programmes de recherche, des groupes d'échanges mis en place par la Chambre d'agriculture des Pays-de-la-Loire, et la commission élevage de l'Itab travaillent également sur ces besoins en recherche/développement pour la filière porcine biologique.

Mots clés : ELEVAGE BIOLOGIQUE / PORCIN / FILIERE PORCINE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / BESOIN / ENQUETE / RECHERCHE-DEVELOPPEMENT / PAYS DE LA LOIRE / POITOU-CHARENTES / REPRODUCTION ANIMALE / HYGIENE VETERINAIRE / REFERENCE TECHNICO-ECONOMIQUE / ALIMENTATION DES ANIMAUX / FRANCE

ALTER AGRI n° 123, 01/01/2014, 3 pages (p. 20-22)

réf. 198-065 ; Rédaction : ABioDoc

Des systèmes durables pour dynamiser l'aviculture bio

BELLEIL Aurélie / BOUVAREL Isabelle / POTTIEZ Eve / et al

Bien que la France soit leader européen en poulets de chair et œufs bio, ces deux productions sont encore marginales et ne représentent que 1 et 5 % des productions totales françaises. Afin de pouvoir répondre à la demande croissante des consommateurs pour ces produits, le projet Avibio a étudié les conditions nécessaires à un développement durable de ces filières. Pour cela, les filières françaises et européennes ont été analysées, des stratégies de développement durable ont été élaborées pour différents bassins de production, et les résultats du projet ont été communiqués et validés auprès des filières, de la recherche et du développement. Les principaux freins au développement des filières avicoles biologiques sont aujourd'hui liés à la disponibilité des matières premières. Les opportunités, quant à elles, semblent plutôt se trouver du côté de la restauration collective ou de l'industrie de transformation. Un outil d'évaluation de la durabilité des filières avicoles biologiques a été construit afin d'évaluer les marges de progrès et de proposer des pistes d'amélioration.

Mots clés : AVICULTURE / ELEVAGE BIOLOGIQUE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / FRANCE / EUROPE / FILIERE / POULET DE CHAIR / OEUF / RECHERCHE / AGRICULTURE DURABLE / DEVELOPPEMENT DE L'AB / VOLAILLE

ALTER AGRI n° 123, 01/01/2014, 4 pages (p. 23-26)

réf. 198-066 ; Rédaction : ABioDoc

Elevage caprin : A l'herbe, faites tourner !

RIPOCHE Frédéric

L'élevage caprin, pour sa réussite, notamment en AB, doit prendre en compte divers grands principes : prévention, notamment face à la sensibilité de la chèvre au parasitisme, gestion rigoureuse de l'alimentation et du pâturage, viser l'autonomie alimentaire... Le pâturage tournant est nécessaire et il faut tenir compte du comportement alimentaire de la chèvre, qui a tendance à avoir de nettes préférences pour certaines plantes. L'alternance prairies et zones boisées peut être un plus. Par ailleurs, l'agriculteur peut choisir ou non de désaisonner. Deux témoignages d'agriculteurs présentent d'abord un système saisonné puis un système désaisonné, mais tout deux visant une utilisation optimale de l'herbe.

Mots clés : ELEVAGE BIOLOGIQUE / CAPRIN / SANTE ANIMALE / MALADIE PARASITAIRE / ALIMENTATION DES ANIMAUX / PATURAGE / DESAISONNEMENT / REPRODUCTION ANIMALE / TEMOIGNAGE / LAIT DE CHEVRE / HERBE / CONDUITE D'ELEVAGE / ILLE ET VILAINE / FRANCE / TOURAINE / AUTONOMIE / PREVENTION / GESTION DU PATURAGE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 4 pages (p. 36-39)

réf. 198-048 ; Rédaction : ABioDoc

Passage à une alimentation 100 % AB en élevage de monogastrique à partir du 1er janvier 2015 : quelles conséquences ?

ROINSARD Antoine / JUIN Hervé / GERMAIN Karine / et al

La fin de la dérogation permettant d'incorporer 5 % de matières premières alimentaires conventionnelles dans l'alimentation des monogastriques biologiques doit s'achever à partir du 1er janvier 2015. Divers programmes de recherche sont en cours pour travailler sur les solutions possibles. Cette note présente leurs premiers résultats. Ainsi, techniquement, des formules alimentaires 100 % bio sont possibles. Cela sous-entend une augmentation de la consommation de tourteau de soja et de levures (pour les porcins). Des alternatives à ces matières premières sont possibles, comme le tourteau de chanvre ou le concentré protéique de luzerne. Cela peut aider à cette transition, mais, globalement, se pose la question de l'approvisionnement. A ce jour, une consommation plus élevée de tourteau de soja veut dire augmentation des importations. Si des formulations 100 % bio sont techniquement faisables avec globalement un maintien des performances, les coûts de production vont augmenter (environ 10 %), du moins dans un premier temps. Quelles conséquences pour les marges des producteurs ? Vue l'augmentation de la demande à prévoir, l'approvisionnement pourra-t-il suivre ? Il est donc important de travailler au développement de filières de production de matières premières innovantes pour l'alimentation protéique au niveau national et local, à l'accroissement de la sole en protéagineux et oléagineux biologiques (plus de conversions, travail sur les verrous techniques...) et de continuer les actions de recherche sur ces thématiques.

Mots clés : ELEVAGE BIOLOGIQUE / RECHERCHE / REGLEMENTATION / MONOGASTRIQUE / ALIMENTATION DES ANIMAUX / PORCIN / VOLAILLE / PROGRAMME DE RECHERCHE / FRANCE / EUROPE / PERFORMANCE / DEROGATION / PROTEINE / AVICULTURE / PERFORMANCE ZOOTECHNIQUE / PERFORMANCE ECONOMIQUE / IMPACT / SOJA / TOURTEAU DE SOJA / APPROVISIONNEMENT / MATIERE PREMIERE / LEVURE DE BIERE / IMPORTATION / PROTEAGINEUX / MATIERE PREMIERE INNOVANTE

2014, 4 p., éd. ITAB (Institut Technique de l'Agriculture Biologique)

réf. 198-047 ; Rédaction : ABioDoc

Contrôler efficacement les parasites internes des bovins par la gestion de la pâture

HECKENDORN Felix / FRUTSCHI MASCHER Véronique / WEIDMANN Gilles

Les parasites internes sont parmi les agents pathogènes les plus importants pour les bovins au pâturage, en particulier les strongles gastro-intestinaux, les strongles pulmonaires et la grande douve. Les résistances aux molécules antiparasitaires chimiques se développent et sont irréversibles. La prévention, le développement d'une bonne immunité des animaux sont primordiaux pour gérer le parasitisme ainsi qu'une bonne gestion du pâturage. Il faut distinguer le cas des jeunes bovins, non encore immunisés, et celui des adultes, peu ou beaucoup moins sensibles aux parasites, d'autant plus que l'immunité acquise en première année de pâturage est bonne (surtout pour les strongles digestifs). Les jeunes bovins doivent donc être au contact des parasites tout au long de leur première saison de pâturage, mais pas soumis à une forte pression car ils développeraient des pathologies préjudiciables. Divers facteurs de risques sont à prendre en compte : les pâturages humides, un chargement élevé, la pâture continue ou encore une pâture réservée aux jeunes animaux. Cette fiche technique présente les principaux éléments à connaître sur le cycle des principaux parasites, des repères en termes de suivi du parasitisme de son troupeau (symptômes, analyses...) et des outils pour évaluer les risques parasitaires, notamment à la parcelle, ainsi que les mesures de gestion de pâture mobilisables (alternance fauche et pâture, pâture mixte ou en alternance animaux jeunes et adultes ou avec d'autres espèces, pâturage tournant, gestion du chargement...). Cette fiche technique est éditée par le FiBL (Institut de Recherche de l'agriculture biologique), Bio Suisse et la Fondation Rurale Interjurassienne (FRI).

<https://www.fibl.org/fr/boutique/publication/c/bovins/p/1631-parasites-des-paturages.html>

Mots clés : ELEVAGE / ELEVAGE BIOLOGIQUE / BOVIN / SANTE ANIMALE / MALADIE PARASITAIRE / PARASITE INTERNE / PATURAGE / PREVENTION / STRONGLE GASTRO-INTESTINAL / PATURE / DOUVE / VER PULMONAIRE / STRONGLE / GESTION / SUISSE / CONTROLE

2014, 12 p., éd. FiBL (Institut de recherche de l'agriculture biologique) / BIO SUISSE

réf. 198-053 ; Rédaction : ABioDoc

ADARTH, GEDA DE L'AVESNOIS : L'herbe, toute une culture en Avesnois

LESCHIERA Christophe / JANSEN Marion / CARLIER Damien

Cet article relate, dans le département du Nord, des projets menés par l'ADARTH (Geda de l'Avesnois) sur la valorisation et la culture de l'herbe. L'un de ces projets, Inter'herbe, était mené avec les éleveurs belges voisins, de 2010 à 2013, et ce sont principalement ses résultats qui sont présentés ici. Le constat était que, malgré les surfaces importantes en herbe (50 à 70% de la SAU est en prairie), l'herbe est peu considérée par les éleveurs qui sous-estiment ses apports nutritifs (il est courant d'entendre qu'on ne peut faire du lait seulement avec l'herbe). Mais le contexte est favorable à une revalorisation de l'herbe, avec notamment l'augmentation du prix des céréales et des matières premières, et les nouvelles contraintes environnementales (chargement, plan d'épandage, etc.). Le groupe a travaillé sur une meilleure connaissance de l'herbe : typologie commune, qualité floristique, conduite du troupeau au pâturage, suivi des récoltes d'herbe, observatoire de la pousse... et vulgarisation des résultats. Le suivi des fermes a permis d'établir des fiches techniques selon les systèmes de production (bovins laitiers, allaitants, mixtes et bio) et de modéliser la pousse de l'herbe en fonction du climat et des sols. Le résultat devrait être à terme une meilleure utilisation du potentiel des prairies, grâce notamment aux fiches techniques téléchargeables sur www.herbeavesnois.fr.

Mots clés : NORD / HERBE / ELEVAGE / PROJET / PROGRAMME EUROPEEN / RECHERCHE / SYSTEME FOURRAGER / DIAGNOSTIC FLORISTIQUE / RECOLTE / PRAIRIE / BOVIN / BELGIQUE / FRANCE / ALIMENTATION DES ANIMAUX / FOURRAGE / AISNE / BOVIN LAIT / BOVIN VIANDE

TRAVAUX ET INNOVATIONS n° 203, 01/12/2013, 4 pages (p. 37-40)

réf. 198-094 ; Rédaction : ABioDoc

PRODUCTIONS VEGETALES

Arboriculture

Les beaux fruits des Burri

FAURE Isabelle

Jean-François et Katarina Burri ont installé leur pépinière de variétés anciennes il y a 34 ans, dans l'Aude. Depuis, ils ont reproduit plus de 150 variétés d'arbres fruitiers sans utilisation de pesticides, en sélectionnant les plus goûteuses et les plus résistantes aux maladies. Habités à partager leurs savoirs et leurs pratiques auprès de stagiaires, salariés, etc., ils ont accompagné l'installation de Juliette et David Watson, en 2008, puis de Sébastien Grange. Juliette et David multiplient des variétés fruitières sur 0,3 hectare de pépinière, et cultivent ces mêmes variétés sur 4 hectares. De par leur position géographique, à 1000 m d'altitude, ils se sont spécialisés en plantes de montagne. En plus de leur certification AB, ils ont fait le choix d'adhérer à Nature & Progrès. Sébastien Grange a, quant à lui, poussé la notion de diversité variétale, initiée par les Burri, jusqu'à celle de diversité écologique dans ses pépinières, en associant les cultures et en travaillant également sur les éléments du paysage (haies, fossés...). Ces pépiniéristes travaillent aujourd'hui ensemble, permettant de satisfaire la demande locale. La préservation de variétés anciennes et leur transmission sont ainsi assurées.

Mots clés : ARBORICULTURE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / PEPINIERE / AUDE / TRANSMISSION / TEMOIGNAGE / INSTALLATION AGRICOLE / VERGER CONSERVATOIRE / BIODIVERSITE CULTIVEE / ASSOCIATION DE CULTURES / RESSOURCE GENETIQUE / VARIETE RESISTANTE / ARBRE FRUITIER
NATURE & PROGRES n° 95, 01/11/2013, 2 pages (p. 8-9)

réf. 198-004 ; Rédaction : ABioDoc

Verger de pommier en agriculture biologique : Impact des conduites sur les bioagresseurs

VERPONT Florence / ZAVAGLI Franziska / GIRAUD Michel / et al

Les vergers biologiques sont traditionnellement conduits en axe, forme proche du port naturel du pommier. Dans l'objectif de réduire les coûts de production via l'augmentation de la mécanisation, des travaux de recherche s'intéressent à la conduite en Mur fruitier. C'est le cas notamment au centre Ctifl de Lanxade, qui s'est interrogé sur l'impact de ces deux types de conduites sur les bioagresseurs, critère moins étudié que l'incidence sur la floraison, le rendement ou encore la qualité des fruits. Les résultats montrent que les deux types de conduites, en axe et en Mur fruitier, présentent des avantages et des inconvénients, et ce, selon le bioagresseur considéré. En Mur fruitier, par exemple, la tavelure est limitée, mais les populations d'acariens rouges se développent. Les effets liés à l'année et aux variétés cultivées marquent cependant plus la présence de bioagresseurs.

Mots clés : ARBORICULTURE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / VERGER / POMMIER / RAVAGEUR / MALADIE DES VEGETAUX / CONDUITE DU VERGER / MUR FRUITIER / RECHERCHE / ESSAI / DORDOGNE / TAVELURE / PUCERON / ACARIEN / CARPOCAPSE / RENDEMENT / CONDUITE TECHNIQUE / PROTECTION DES VEGETAUX

INFOS CTIFL n° 298, 01/01/2014, 6 pages (p. 30-35)

réf. 198-026 ; Rédaction : ABioDoc

Eclaircissage mécanique du pommier : Premiers résultats du prototype Eclairfel®

HENNION Bernard / ROCHE Laurent / PICARD Loïc / et al

Aussi bien en agriculture conventionnelle, avec la diminution des spécialités chimiques homologuées, qu'en agriculture biologique, avec des coûts de main-d'œuvre particulièrement élevés, la question de l'éclaircissage mécanique des vergers se pose. Le prototype Eclairfel® a été développé au centre Ctifl de Lanxade, et évalué en 2013. Cet outil a été conçu pour pouvoir agir à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur de l'arbre, contrairement à la machine " Darwin », plus adaptée à une conduite en mur fruitier. Les fleurs en excès sont éliminées par des fils en polyéthylène, qui viennent les frapper à grande vitesse. Les essais réalisés ont permis de définir le nombre de fils le plus efficace, le stade d'intervention le plus opportun, ainsi que de finaliser les réglages en termes de vitesses de rotation et d'avancement. Globalement, l'outil Eclairfel® s'est révélé être une solution intéressante d'éclaircissage mécanique.

Mots clés : ARBORICULTURE / ECLAIRCISSEMENT MECANIQUE / POMMIER / VERGER / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / AGRICULTURE CONVENTIONNELLE / PROTOTYPE / ESSAI / RECHERCHE / DORDOGNE

INFOS CTIFL n° 298, 01/01/2014, 7 pages (p. 36-42)

réf. 198-027 ; Rédaction : ABioDoc

Garance : Une nouvelle pomme pour la bio

GOULETTE Myriam

Après dix ans d'existence, un projet, mené par le Grab d'Avignon, le Gabnor, Invenio et l'Inra, a permis notamment d'identifier une variété de pomme particulièrement adaptée aux conditions de culture du sud de la France : Garance. Cette pomme bicolore a une faible sensibilité aux maladies et ravageurs (tavelure, oïdium, anthracnose, puceron cendré, puceron lanigère), et produit des fruits de bonne qualité, y compris en conditions de culture à faibles intrants. Désormais inscrite au catalogue, Garance est disponible auprès du Grab pour la saison de plantation 2014-2015.

Mots clés : ARBORICULTURE / POMMIER / SYSTEME A FAIBLES INTRANTS / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / VARIETE DE POMME / SUD FRANCE / QUALITE ORGANOLEPTIQUE / RESISTANCE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 1 page (p. 47)

réf. 198-071 ; Rédaction : ABioDoc

Le cerisier en agriculture biologique

STEVENIN Sophie

Le réseau des référents techniques régionaux agriculture biologique des Chambres d'Agriculture de Rhône-Alpes a réalisé un ensemble de fiches technico-économiques. Ces fiches sont des outils d'accompagnement des projets d'installation et de conversion. Cette fiche porte sur "Le cerisier en agriculture biologique" et traite notamment des points suivants : - Les principaux aspects techniques (Mouche de la cerise ; Drosophila suzukii ; Puceron noir ; Monilia sur fleurs ; Coryneum, Gnomonia ; Bactériose ; Phytophthora ; Anthracnose (Cylindrosporiose)) ; - Guide des interventions en verger ; - Coût moyen d'un programme de traitement ; - Références technico-économiques / ha ; - Coût de plantation.

<http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-economiques-ab>

Mots clés : ARBORICULTURE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / CERISIER / ITINERAIRE TECHNIQUE / PROTECTION DES VEGETAUX / RAVAGEUR / MOUCHE DE LA CERISE / MALADIE / RHONE ALPES / DROSOPHILA SUZUKII / PUCERON NOIR / MONILIA / CORYNEUM / GNOMONIA / BACTERIOSE / PHYTOPHTE / ANTHRACNOSE / VERGER / COÛT / TRAITEMENT / REFERENCE TECHNICO-ECONOMIQUE / PLANTATION / FRANCE

2013, 8 p., éd. AGRICULTURES ET TERRITOIRES - CHAMBRES D'AGRICULTURE RHÔNE-ALPES

réf. 198-052 ; Rédaction : ABioDoc

Autres cultures

Essais visant l'amélioration de la qualité du semis et l'optimisation des rendements dans la culture du chanvre industriel biologique

VILLENEUVE Sara

Les petites céréales connues au sud du Québec sont inaptes à s'implanter dans les régions nordiques du Québec. Les producteurs nordiques doivent chercher et trouver des alternatives afin d'améliorer leur technique de production et leur rentabilité financière. Depuis quelques années, le chanvre industriel pour l'alimentation humaine est cultivé par certains producteurs biologiques. Cette culture permet une bonne rotation, mais les techniques de cette production méritent d'être améliorées afin de stabiliser le rendement et ainsi augmenter l'offre régionale. Ces dernières années, le principal problème de la culture du chanvre est le pourcentage de levée des grains obtenu dans la région qui est généralement faible. En 2012 et 2013, des essais ont été conduits sur 4 sites différents afin d'améliorer la levée du chanvre dans les entreprises agricoles. Selon les résultats observés, les dates de semis habituelles des producteurs de la région ont donné de meilleures levées que les nouvelles dates qui ont été testées. Les semis hâtifs ont, par contre, donné de rendements très intéressants. Le passage d'un rouleau en présemis n'a pas amélioré la levée en 2013, même si le rouleau est reconnu pour favoriser la levée par un meilleur contact du sol avec la semence et une meilleure uniformité du semis. Les essais de fertilisation n'ont pas donné d'effets significatifs pour les quatre doses testées 30, 70,

100 et 130 unités d'azote. Même si le chanvre est exigeant en fertilisation, il semble être davantage sensible à la fertilité du sol qu'à la fertilisation. Les essais concernant l'incidence d'un semis à 5 ou 10 pouces avec ou sans sarclage devraient être reconduits en 2014 à cause de la variabilité des résultats et de la très faible levée sur un des sites.

[www.agrireseau.qc.ca/agriculturebiologique/documents/Rapport%20final%20-%20Projet%2012-INNO3-11%20\(chanvre\).pdf](http://www.agrireseau.qc.ca/agriculturebiologique/documents/Rapport%20final%20-%20Projet%2012-INNO3-11%20(chanvre).pdf)

Mots clés : CHANVRE / RENDEMENT / LEVEE / FERTILISATION / DATE DE SEMIS / ESSAI AU CHAMP / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / QUEBEC 2014, 15 p., éd. GROUPE CONSEIL AGRICOLE SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

réf. 198-305 ; Rédaction : CETAB+

Contrôle des adventices

Mulching for Weed Management in Organic Vegetable Production

Le paillage pour la gestion des mauvaises herbes en production maraîchère biologique (Anglais)

SCHONBECK Mark

Les paillis contribuent à la gestion des mauvaises herbes dans les cultures biologiques en réduisant la germination des graines de mauvaises herbes, en bloquant leur croissance, en favorisant la conservation de l'humidité du sol et parfois en modifiant la température du sol. Cet article examine les usages, les avantages et les limites des différents systèmes de paillage dans le contrôle des mauvaises herbes en production maraîchère biologique. Le paillis synthétique opaque comme le plastique noir sont posés sur un lit de semence préparé juste avant la transplantation ou avant l'ensemencement d'une culture de légumes. Ils fournissent une barrière efficace contre la plupart des mauvaises herbes. Des équipements mécaniques permettent à l'agriculteur de les poser rapidement et de planter en une journée. Malgré les coûts, le plastique demeure l'option de gestion de mauvaises herbes la plus économique pour de nombreux producteurs biologiques. Les paillis organiques tels que le foin, les feuilles sont généralement appliqués lorsque la culture maraîchère est bien établie, et le sol réchauffé à des températures proches de l'optimum. Ils détruisent la semence des mauvaises herbes, conservent l'humidité, et ajoutent de la matière organique, mais la mise en place demande beaucoup de main-d'œuvre. Dans certaines circonstances, le paillage peut aggraver les problèmes. Les paillis organiques peuvent transporter des graines de nouvelles espèces de mauvaises herbes dans le champ. Les paillis de plastique non poreux peuvent entraver l'infiltration de l'eau de pluie ou d'irrigation par aspersion. Ainsi, presque tous les producteurs qui utilisent le plastique installent un système d'irrigation goutte à goutte afin de fournir de l'eau aux cultures. Le paillage prématuré ou l'utilisation du mauvais paillis pour une culture donnée peut ralentir sa croissance et la laisser plus vulnérable à la concurrence des mauvaises herbes. Il est recommandé de combiner le paillage à d'autres pratiques de gestion biologique de mauvaises herbes.

www.extension.org/pages/62033/mulching-for-weed-management-in-organic-vegetable-production

Mots clés : PAILLIS / PRODUCTION LEGUMIERE / MAUVAISE HERBE / MATIERE ORGANIQUE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / ETATS UNIS D'AMERIQUE 2012, 4 p., éd. eXtension

réf. 198-303 ; Rédaction : CETAB+

Response of Seven Weed Species to Corn Gluten Meal and White Mustard (Sinapis alba) Seed Meal Rates

Réponse de 7 espèces de mauvaises herbes à l'application de la farine de gluten de maïs et à la farine de moutarde blanche. (Anglais)

YU Jialin / MORISHITA Don W.

La farine de gluten de maïs (CGM) et la farine de graines de moutarde blanche (MSM) peuvent libérer des substances allélochimiques biologiquement actives. L'objectif de cette étude était de comparer les effets de la CGM et de la MSM sur l'émergence et le poids sec de cinq espèces de mauvaises herbes de dicotylédones et de graminées. Les expériences ont été réalisées en utilisant des plateaux en plastique de 26 par 53 cm remplis d'un mélange de terre et de terreau (4 : 1). De la CGM et de la MSM ont été mélangées avec 1,5 kg de mélange de terre et appliqués à des taux équivalents à 2,240; 4,480; et 6,720 kg/ha. Dans l'ensemble, la MSM était plus efficace que la CGM pour contrôler les mauvaises herbes. Dans le sol modifié CGM, les taux d'émergence étaient en moyenne de 17, 27 et 34 % respectivement pour la kochia, le chénopode blanc, et le pied de coq, contre 14, 13 et 6 % respectivement pour la kochia, le chénopode blanc et le pied de coq dans le sol modifié MSM, par rapport au témoin non traité. La biomasse aérienne de la sétaire verte et du chénopode blanc était respectivement de 40 et 25 % du témoin non traité dans le sol modifié CGM, et de 13 et 5 % pour la sétaire verte et le chénopode blanc commune dans le sol modifié MSM comparée au témoin non traité. Dans l'ensemble, cette étude indique que la MSM est plus efficace ou au moins égale à la CGM pour le contrôle de mauvaises herbes des dicotylédones et des graminées au même taux d'application.

www.bioone.org/doi/abs/10.1614/WT-D-13-00116.1

Mots clés : GLUTEN / MOUTARDE / MAIS / MAUVAISE HERBE / CHENOPODE BLANC / DICOTYLEDONES / GRAMINEE / ETUDE / ETATS UNIS D'AMERIQUE / PIED DE COQ

WEED TECHNOLOGY volume 28, 01/03/2014, 7 pages (p. 259-265)

réf. 198-313 ; Rédaction : CETAB+

Fertilisation

Do cover crop species and residue management play a leading role in pepper productivity?

Les cultures de couvertures et la gestion des résidus jouent-elles un rôle de premier plan dans la productivité du poivron? (Anglais)

CAMPIGLIA E. / RADICETTI E. / BRUNETTI R. / et al

Les cultures de couverture sont de plus en plus utilisées dans les systèmes de productions durables. Une expérience de terrain de 2 ans a été réalisée dans le but d'évaluer l'effet des cultures de couverture et la gestion de leurs résidus sur la productivité d'une culture de poivron. Les traitements consistaient en une combinaison de cultures de couverture de vesce velue, d'avoine avec différents systèmes de gestion de résidus (labourés, ou tondus et placés dans des bandes en rang de la culture comme paillis). Ces méthodes ont été comparées à une parcelle sans culture de couverture. Les cultures de couverture ont été semées au début septembre et détruites mécaniquement en mai environ une semaine avant le repiquage du poivron. Le poivron a été transplanté dans des rangées paires qui ont été placées au milieu des bandes de paillis. Après la récolte des cultures de couverture, la vesce velue a montré la biomasse aérienne et la teneur en azote total les plus élevées, tandis que l'avoine a permis la meilleure réduction de mauvaises herbes. La vesce velue a permis un rendement du poivron plus élevé comparé à l'avoine et à la parcelle sans culture de couverture indépendamment de la gestion des résidus, probablement en raison d'une disponibilité abondante de nitrates dans le sol tout au long de la saison de croissance du poivron. Les résidus de cultures de couverture mis en bandes ont supprimé plus efficacement les mauvaises herbes que les résidus incorporés. Une meilleure nutrition azotée et le contrôle des mauvaises herbes ont conduit à une augmentation de la productivité du poivron cultivé dans le cas de la vesce en bandes de paillage. Par conséquent, une combinaison de cultures de couverture de légumineuses et une technique bande de paillage pour gérer les résidus de culture de couverture pourraient contribuer à accroître efficacement la productivité des cultures.

www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0304423813006468

Mots clés : POIVRON / COUVERTURE ORGANIQUE / ENGRAIS VERT / MAUVAISE HERBE / AZOTE / VESCE / AVOINE / PRODUCTIVITE / ITALIE / AGRICULTURE DURABLE

Scientia Horticulturae volume 166, 13/02/2014, 8 pages (p. 97-104)

réf. 198-309 ; Rédaction : CETAB+

Grandes cultures

Tournesol biologique

CHAMPION Jean

Le réseau des référents techniques régionaux agriculture biologique des Chambres d'Agriculture de Rhône-Alpes a réalisé un ensemble de fiches technico-économiques. Ces fiches sont des outils d'accompagnement des projets d'installation et de conversion. Cette fiche porte sur le "Tournesol biologique" et traite notamment des points suivants : - Choix de la parcelle et préparation du sol ; - Choix variétal ; - Semis ; - Fertilisation ; - Désherbage ; - Irrigation ; - Maladies et ravageurs ; - Récolte ; - Approche économique (Marge brute tournesol biologique en sec ; Marge brute tournesol biologique irrigué).

<http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-economiques-ab>

Mots clés : TOURNESOL / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / ITINERAIRE TECHNIQUE / RHONE ALPES / SEMIS / FERTILISATION / DESHERBAGE / CONTROLE DES ADVENTICES / IRRIGATION / PROTECTION DES VEGETAUX / RAVAGEUR / MALADIE / RECOLTE / DONNEE ECONOMIQUE / MARGE BRUTE / DROME / FRANCE

2013, 6 p., éd. AGRICULTURES ET TERRITOIRES - CHAMBRES D'AGRICULTURE RHÔNE-ALPES

réf. 198-043 ; Rédaction : ABioDoc

Pierre Pujos, lauréat des Trophées de l'agriculture durable : La priorité au sol avant la rentabilité économique à court terme

POUPEAU Jean-Martial

Pierre Pujos, céréalier biologique dans le Gers, a été récompensé en 2013 par les Trophées de l'agriculture durable. Le jury a ainsi voulu saluer le travail de l'agriculteur dans la lutte contre l'érosion des sols et la perte de biodiversité. A son installation, en 1998, Pierre Pujos a été choqué par la quantité de terre déplacée après les orages de printemps. Il a alors fait plusieurs choix : travail en travers des pentes, arrêt du labour, implantation de bandes enherbées et de haies... Il lui aura fallu plusieurs autres adaptations, notamment face à des problèmes de compaction des sols ou de salissement par le chardon, pour mettre au point un système performant, techniquement mais aussi économiquement (EBE de 30 000 à 35 000 euros/an). Parmi ses techniques particulières : l'absence de fertilisation, le semis de blé dans un couvert de luzerne... La rotation des cultures peut évoluer selon les conditions, essentiellement en fonction du niveau de salissement des parcelles. Depuis 2006, Pierre Pujos s'est également lancé dans l'agroforesterie.

Mots clés : GRANDE CULTURE / GERS / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / TEMOIGNAGE / AGRICULTURE DURABLE / PROTECTION DES SOLS / NON LABOUR / BIODIVERSITE / LUTTE CONTRE L'EROSION / AGROFORESTERIE / ROTATION DES CULTURES / SEMIS SOUS COUVERT / CONTROLE DES ADVENTICES BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 4 pages (p. 40-43)

réf. 198-069 ; Rédaction : ABioDoc

SARL du Mail dans le Gers : Une ETA 100 % bio

POUPEAU Jean-Martial

Responsable d'une exploitation de grandes cultures et de viticulture biologique de 600 ha, dans le Gers, Nicolas Meliet est également co-gérant de la SARL du Mail. Celle-ci est spécialisée dans le travail à façon en agriculture biologique et intervient dans le Gers, le Lot-et-Garonne et les Landes. Les 14 clients, tous en bio, et qui représentent environ 700 ha, sont généralement des doubles-actifs ou des propriétaires qui ont fait le choix de laisser la gestion de leurs terres entre les mains de la SARL du Mail. Les prestations de services vont, au champ, du semis à la récolte, mais peuvent aussi concerner le choix de l'assolement, la commercialisation des produits ou encore la déclaration Pac. Pour faciliter ce lourd travail, une seule culture par site et par an est implantée (blé ou soja le plus souvent). L'important parc matériel devrait évoluer vers plus de technologies, avec l'investissement dans des bineuses à caméra. L'objectif : travailler vite et bien. Ce modèle ne plaît pas à tous les acteurs de l'agriculture bio, mais pour Nicolas Meliet, la création d'emplois est un bon argument, avec 2 co-gérants et 8 salariés pour 1 300 hectares travaillés.

Mots clés : GRANDE CULTURE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / GERS / LOT ET GARONNE / LANDES / MECANISATION / ENTREPRISE AGRICOLE / AGROFORESTERIE / TRAÇABILITE / CONTROVERSE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 3 pages (p. 57-59)

réf. 198-076 ; Rédaction : ABioDoc

Agri-Structures : Bineuse autoguidée par skis

RIPOCHE Frédéric

Le fabricant de matériel agricole Agri-Structures a mis au point une bineuse autoguidée par skis glissants. Au nombre de 3 ou 4, placés sur la bineuse, ces skis suivent des sillons d'une profondeur de 5 à 6 cm, creusés dans le sol lors du semis. Cet outil relativement basique n'en est pas moins polyvalent et performant. Vincent Philippon, éleveur biologique en Touraine, en témoigne. Pour lui, cette bineuse présente également les avantages d'être moins coûteuse que d'autres systèmes de guidage, facile d'utilisation, et facilement réparable.

Mots clés : GRANDE CULTURE / BINAGE / BINEUSE / BINEUSE AUTOGUIDEE / SYSTEME DE GUIDAGE / MATERIEL AGRICOLE / INNOVATION / TEMOIGNAGE / TOURAINE / FRANCE / DESHERBAGE MECANIQUE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / AGRICULTURE CONVENTIONNELLE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 1 page (p. 64)

réf. 198-078 ; Rédaction : ABioDoc

Horticulture

Le contrôle des pucerons par les coccinelles sous filets d'exclusion dans un verger de pommiers en régie biologique au Québec : L'efficacité de la coccinelle *Adalia bipunctata* comme moyen de lutte aux pucerons sous filet

GAGNON LUPIEN Noémie / AOUN Mirella / CHOUINARD Gérald

Les filets d'exclusion pour la protection du pommier sont efficaces contre plusieurs ravageurs, mais ils contribuent à l'augmentation de la population de pucerons sous filets selon les essais réalisés en 2013 à un verger de recherche en régie biologique au Québec. Le contrôle des pucerons par les coccinelles, qui sont présentes naturellement sur le site ainsi que par l'introduction de larves de la coccinelle à deux points, a été évalué pour trois espèces de pucerons : puceron rose, vert et lanigère. Sous les conditions de l'essai (dimension et type d'installation des filets), les filets d'exclusion installés n'ont pas été des milieux complètement fermés. La dynamique de population observée au cours de la saison d'échantillonnage démontre que les coccinelles peuvent apparaître et disparaître des pommiers sous filets, selon l'abondance de proies. Le cycle de développement naturel de l'organisme et son interaction avec d'autres prédateurs présents sur le site semblent avoir été des facteurs qui sont rentrés en ligne de compte quant à l'efficacité de la coccinelle à deux points pour contrôler les populations de pucerons.

www.cetab.org/system/files/publications/cetab_fiche_efficacite_de_la_coccinelle_pour_lutter_contre_les_pucerons.pdf

Mots clés : LUTTE BIOLOGIQUE / COCCINELLE / PUCERON / FILET DE PROTECTION / POMME / RECHERCHE / QUEBEC / POMICULTURE

2014, 5 p., éd. CETAB+ (Centre d'expertise et de transfert en agriculture biologique et de proximité)

réf. 198-310 ; Rédaction : CETAB+

Évaluation de la technique d'exclusion par filets dans deux vergers de pommiers du Québec

AOUN Mirella / CHOUINARD Gérald / MARTIN Yveline

Les filets d'exclusion ont été évalués en 2012 et 2013 dans deux vergers de pommiers québécois : le verger de l'IRDA en production fruitière intégrée et le verger du CETAB+ en régie biologique. Les filets ont été efficaces pour réduire les dommages de plusieurs ravageurs, ainsi que les dommages par le gel et les bris mécaniques. L'utilisation des filets a permis de récolter une plus grande proportion de pommes saines et d'éliminer l'utilisation d'insecticides ainsi que l'utilisation de fongicides (dans le cas du cultivar Honeycrisp). De plus, l'ajout d'un toit fait d'une membrane de polyéthylène ultra-clair offrant une protection contre la pluie semble être une avenue prometteuse pour réduire la tavelure. Les parcelles sous filets ont produit autant de pommes et de calibre équivalent comparés à celles traitées aux insecticides. En revanche, certains insectes comme l'hoplocampe des pommes sont bien moins contrôlés dans certaines situations et d'autres comme les pucerons ont été plus problématiques sous les filets.

www.cetab.org/system/files/publications/irda_fiche_filets_exclusion.pdf

Mots clés : FILET ANTI-INSECTES / RAVAGEUR / TAVELURE / PROTECTION DES VEGETAUX / LUTTE BIOLOGIQUE / CALIBRE / RECHERCHE / QUEBEC / POMICULTURE

2014, 4 p., éd. IRDA (Institut de recherche et de développement en agroenvironnement)

réf. 198-311 ; Rédaction : CETAB+

Elles sont bonnes mes tomates ! : Des semis aux conserves

LECLERC Blaise / RAYNAL Jean-Jacques, Photographe

Cet ouvrage présente l'expérience de l'auteur qui a cultivé 50 variétés de tomates, toutes cultivées dans son potager au cours de l'été 2013. Son objectif : faire découvrir des variétés méconnues, aux formes et couleurs plus variées les unes que les autres et aux goûts prononcés. Pour les adopter dans son propre jardin, il suffit de suivre les conseils de culture détaillés et illustrés en photos : comment faire ses graines, réussir ses semis, entretenir ses plants, les soigner contre les maladies (dont le redouté mildiou) et les ravageurs... On pourra choisir les tomates pour leurs qualités agronomiques (rusticité, précocité, productivité), mais aussi en fonction de ses goûts. En effet, l'auteur (aidé de 30 goûteurs !) a évalué chaque variété selon sa saveur, sa texture... Et, tomate-cerise sur le gâteau, l'ouvrage propose des recettes de conservation et de cuisine fournies par des cuisiniers-jardiniers, abonnés aux 4 saisons du jardin bio. Ananas, Beauté blanche, Casaque rouge, Cerisette, brin de muguet, Miel du Mexique, Potiron écarlate... Vive la biodiversité !

Mots clés : JARDINAGE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / TOMATE / VARIETE / TECHNIQUE CULTURALE / POTAGER / PLANT / SEMIS / FERTILISATION / PLANTATION / PAILLAGE / TUTEURAGE / TAILLE / ARROSAGE / PROTECTION DES VEGETAUX / RAVAGEUR / MALADIE DES VEGETAUX / RECOLTE / PRODUCTION DE SEMENCES / RECETTE / RESSOURCE GENETIQUE

2014, 120 p., éd. EDITIONS TERRE VIVANTE

réf. 198-046 ; Rédaction : ABioDoc

Jardinage biologique

Je réussis mes plants du premier coup !

LAPOUGE-DEJEAN Brigitte / LAPOUGE Serge

Produire soi-même ses plants de légumes permet de faire d'importantes économies, mais aussi de sélectionner des variétés que l'on apprécie tout particulièrement, d'en découvrir de nouvelles, rares ou anciennes, et de les choisir adaptées à la région, au climat, au sol... Cependant, pour réussir ses plants du premier coup et éviter les écueils fréquents, il est profitable de suivre les conseils avisés et en images des auteurs de ce livre. Quelles variétés choisir ? Comment préparer un terreau adapté ? Faut-il semer à chaud dans la maison, à froid en serre, en godets, en mottes, en pleine terre ? Quand repiquer ? Comment éviter la fonte des semis ? Quels soins naturels apporter aux plants pour bien démarrer ? Autant de réponses apportées pour les 25 légumes et aromatiques présentés.

Mots clés : JARDINAGE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / PRODUCTION DE PLANTS / PLANT / TECHNIQUE / LEGUME / PLANTE AROMATIQUE ET MEDICINALE / POTAGER / SEMIS / SUBSTRAT / MATERIEL / REPIQUAGE / PROTECTION DES VEGETAUX / PLANTATION / VARIETE

2014, 120 p., éd. EDITIONS TERRE VIVANTE

réf. 198-045 ; Rédaction : ABioDoc

Ma tondeuse est silencieuse

BEUCHER Patricia

Sur un ton décalé mais non moins argumenté, l'auteure propose des solutions alternatives, écologiques et (presque) silencieuses pour la tonte du jardin. Pourquoi pas une tondeuse sans moteur ou des tondeuses électriques ou à batterie ? Ou alors des poules, ou des petits moutons ? Dans tous les cas, le livre prodigue des conseils pour l'entretien, le choix du modèle ou de la race, le mode d'emploi ou encore les précautions à prendre s'il s'agit d'un animal. En fin d'ouvrage, l'auteure liste les animaux à éviter pour la tonte du jardin, et explique pourquoi (bruit, mauvaises odeurs...).

Mots clés : JARDINAGE / POULE / MOUTON / PRATIQUE ECOLOGIQUE / PRATIQUE ALTERNATIVE / JARDIN / PELOUSE

2014, 93 p., éd. EDITIONS ALTERNATIVES

réf. 198-105 ; Rédaction : ABioDoc

Maraîchage

Culture biologique du poireau

BERRY Dominique

Le réseau des référents techniques régionaux agriculture biologique des Chambres d'Agriculture de Rhône-Alpes a réalisé un ensemble de fiches technico-économiques. Ces fiches sont des outils d'accompagnement des projets d'installation et de conversion. Cette fiche porte sur la "Culture biologique du poireau" et traite notamment des points suivants : - Paramètres de la production (Climat et sol ; Rotation ; Calendrier de production et choix variétal ; Semences) ; - Pépinière (Production de plants en racines nues ; Autres modes de production de plants) ; - Culture (Travail du sol ; Plantation ; Fertilisation ; Entretien ; Désherbage ; Irrigation ; Maladies et ravageurs - Protection des cultures ; Récolte ; Épluchage et Lavage ; Conservation) ; - Données technico-économiques.

<http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-economiques-ab>

Mots clés : AGRICULTURE BIOLOGIQUE / POIREAU / ITINERAIRE TECHNIQUE / MARAICHAGE / RHONE ALPES / FRANCE / BRETAGNE / CENTRE / BOURGOGNE / ROTATION DES CULTURES / CALENDRIER DE PRODUCTION / SOL / VARIETE / PEPINIERE / PLANT / PRODUCTION DE PLANTS / TRAVAIL DU SOL / PLANTATION / FERTILISATION / ENTRETIEN DES CULTURES / DESHERBAGE / CONTROLE DES ADVENTICES / IRRIGATION / PROTECTION DES VEGETAUX / MALADIE / RECOLTE / RAVAGEUR / CONSERVATION / DONNEE TECHNICO ECONOMIQUE

2013, 12 p., éd. AGRICULTURES ET TERRITOIRES - CHAMBRES D'AGRICULTURE RHÔNE-ALPES / SERAIL (Station d'Expérimentation Rhône-Alpes Information Légumes)

réf. 198-041 ; Rédaction : ABioDoc

Culture biologique des laitues

BERRY Dominique

Le réseau des référents techniques régionaux agriculture biologique des Chambres d'Agriculture de Rhône-Alpes a réalisé un ensemble de fiches technico-économiques. Ces fiches sont des outils d'accompagnement des projets d'installation et de conversion. Cette fiche porte sur la "Culture biologique des laitues" et traite notamment des points suivants : - Paramètres de la production (Climat et sol ; Place dans la rotation ; Semences ; Calendrier de production et choix variétal ; Planning de culture ; Production de plants) ; - Culture (Travail du sol ; Plantation ; Fertilisation ; Gestion du climat sous abri ; Désherbage ; Irrigation ; Principaux ravageurs et maladies - Protection des cultures ; Récolte et rendement ; Conservation ; Références technico-économiques).

<http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-economiques-ab>

Mots clés : SALADE / LAITUE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / ITINERAIRE TECHNIQUE / ROTATION DES CULTURES / CALENDRIER DE PRODUCTION / VARIETE / PRODUCTION DE PLANTS / PLANTATION / TRAVAIL DU SOL / FERTILISATION / DESHERBAGE / CONTROLE DES ADVENTICES / IRRIGATION / CULTURE SOUS ABRI / CULTURE DE PLEIN CHAMP / PROTECTION DES VEGETAUX / RAVAGEUR / REFERENCE TECHNICO-ECONOMIQUE / MALADIE / RECOLTE / RENDEMENT / CONSERVATION / RHONE ALPES

2013, 12 p., éd. AGRICULTURES ET TERRITOIRES - CHAMBRES D'AGRICULTURE RHÔNE-ALPES / SERAIL (Station d'Expérimentation Rhône-Alpes Information Légumes)

réf. 198-042 ; Rédaction : ABioDoc

Pomme de terre : Zoom sur l'offre en plants bio

GOULETTE Myriam

Cet article propose un point rapide sur l'offre en plants bio de pommes de terre. La résistance au mildiou et la qualité gustative (surtout pour les maraîchers qui commercialisent en circuits courts) sont les principaux critères de sélection. Une nouvelle variété, nommée Passion, productive et peu sensible au mildiou, sera commercialisée à partir de 2015. Des dérogations sont encore régulièrement demandées pour utiliser, en production biologique, des plants de pommes de terre non-traités. Pourtant, Fabris Tréhorrel, gérant de Douar Den, estime que la production actuelle de plants bio est suffisamment fiable, et qu'une évaluation des besoins pourrait suffire à développer la production de plants certifiés bio.

Mots clés : MARAICHAGE / POMME DE TERRE / PLANT DE POMME DE TERRE / PRODUCTION DE PLANTS / MILDIOU / RESISTANCE VARIETALE / QUALITE ORGANOLEPTIQUE / FRANCE / DEROGATION / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / FILIERE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 1 page (p. 53)

réf. 198-073 ; Rédaction : ABioDoc

Culture biologique : La pomme de terre

BERRY Dominique

Le réseau des référents techniques régionaux agriculture biologique des Chambres d'Agriculture de Rhône-Alpes a réalisé un ensemble de fiches technico-économiques. Ces fiches sont des outils d'accompagnement des projets d'installation et de conversion. Cette fiche porte sur la "Culture biologique : La pomme de terre" et traite notamment des points suivants : - Paramètres de la production (Climat et sol ; Rotation ; Choix variétal ; Calendrier de production et choix variétal ; Plants) ; - Culture (Les différentes phases ; Travail du sol ; Plantation ; Fertilisation ; Désherbage ; Buttage ; Irrigation ; Principaux ravageurs et maladies - Protection des cultures ; Récolte ; Conservation) ; - Références technico-économiques.

<http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-economiques-ab>

Mots clés : AGRICULTURE BIOLOGIQUE / ITINERAIRE TECHNIQUE / POMME DE TERRE / RHONE ALPES / ROTATION DES CULTURES / SOL / VARIETE / CALENDRIER DE PRODUCTION / PLANT / TRAVAIL DU SOL / PLANTATION / FERTILISATION / DESHERBAGE / CONTROLE DES ADVENTICES / BUTTAGE / IRRIGATION / PROTECTION DES VEGETAUX / RAVAGEUR / MALADIE / RECOLTE / CONSERVATION / REFERENCE TECHNICO-ECONOMIQUE / BRETAGNE 2013, 10 p., éd. AGRICULTURES ET TERRITOIRES - CHAMBRES D'AGRICULTURE RHÔNE-ALPES / SERAIL (Station d'Expérimentation Rhône-Alpes Information Légumes)

réf. 198-044 ; Rédaction : ABioDoc

Maurice Meyer, spécialiste du légume racine plein champ en biodynamie

HUBER Géraud / SCHAUB Christiane / LAMBION Jérôme

Maurice Meyer, installé en 1996 sur 21 hectares, en Alsace, a converti son exploitation biologique à l'agriculture biodynamique en 1998. Gérant dans un premier temps un système très diversifié mais peu rentable, il a ensuite fait le choix de se spécialiser en légumes racines de plein champ (carotte, céleri-rave, chou, betterave rouge, radis noir, navet, potimarron...). Ceux-ci sont cultivés en rotation avec des céréales, des protéagineux, des pommes de terre et des prairies temporaires. Les interventions sur les cultures sont limitées : semis ou plantation, fertilisation avec du compost de fumier de bovins d'une exploitation voisine et des préparations biodynamiques, binages, récolte. La production est commercialisée, pour les deux tiers, auprès de grossistes. Le tiers restant permet d'alimenter des restaurants, privés ou collectifs, ainsi qu'un magasin à la ferme. Celui-ci est ouvert seulement pendant six mois de l'année, d'octobre à mars, le printemps et l'été étant réservés aux cultures.

Mots clés : MARAICHAGE / FERMOSCOPIE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / AGRICULTURE BIODYNAMIQUE / LEGUME RACINE / TEMOIGNAGE / ALSACE / VENTE DIRECTE / PRATIQUE AGRICOLE ALTER AGRI n° 123, 01/01/2014, 2 pages (p. 30-31)

réf. 198-068 ; Rédaction : ABioDoc

Asperges bio : Trois parcours à la loupe

GOULETTE Myriam

L'asperge biologique est encore une production de niche. Pourtant, malgré des charges de production élevées, c'est une culture à forte valeur ajoutée. Nombre de producteurs du monde entier, biologiques et conventionnels, se sont réunis, les 3 et 4 décembre 2013, aux International Asparagus Days, au Barp (Gironde). Parmi eux, trois producteurs bio français, dont les témoignages sont rapportés dans cet article : - la famille Castagnède, installée dans les Landes, cultive 25 hectares d'asperges blanches ; - Frédéric Poupard cultive des asperges vertes et blanches sur 50 hectares dans le Maine-et-Loire ; - Dominique Marchal, dans l'Allier, produit 6 hectares d'asperges. Tous expliquent leurs pratiques agricoles, relatives à la conduite de la culture, la gestion des maladies et ravageurs, la commercialisation... Dominique Marchal, président de l'association Asperge Avenir, explique que le marché de l'asperge bio a encore besoin de se structurer, mais il estime qu'il y a de la place pour les conversions pour cette culture pas si difficile à mener.

Mots clés : ASPERGE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / TEMOIGNAGE / LANDES / MAINE ET LOIRE / ALLIER / PRATIQUE AGRICOLE / PROTECTION DES VEGETAUX / ITINERAIRE TECHNIQUE / DEFENSE NATURELLE DES PLANTES / CULTURE LEGUMIERE / MARCHE / FILIERE BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 5 pages (p. 48-52)

réf. 198-072 ; Rédaction : ABioDoc

Les anciennes variétés au goût du jour

DUBON Guy

Les variétés anciennes de tomates ont la côte auprès des consommateurs, notamment pour ceux qui recherchent des produits biologiques. Afin de mieux évaluer les variétés anciennes adaptées à une production biologique, et de produire des références sur celles-ci, le Grab d'Avignon a conduit des essais de 2005 à 2013. Plus de 130 variétés, de types Cœur de bœuf, Marmande, Albenga, Noire de Crimée, Cornue des Andes..., ont été testées, sous abri ou en plein champ. Pour chacune, les rendements moyens (en 1^{er} et 2nd choix), les calibres, les qualités gustatives, et autres caractéristiques, ont été évalués. Si certaines variétés sont intéressantes à tout point de vue, d'autres, plus difficiles à cultiver, ont néanmoins des qualités gustatives qui les rendent très attractives.

Mots clés : MARAICHAGE / TOMATE / VARIETE ANCIENNE / RECHERCHE / ESSAI VARIETAL / RENDEMENT / QUALITE ORGANOLEPTIQUE / VAUCLUSE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / RESSOURCE GENETIQUE REUSSIR FRUITS ET LEGUMES n° 337, 01/03/2014, 2 pages (p. 36-37)

réf. 198-081 ; Rédaction : ABioDoc

Les filets anti-insectes ou comment garder les insectes à distance de vos légumes

VILLENEUVE Christine

Les filets anti-insectes sont surtout utilisés en production maraîchère et en serriculture. En plus d'être utilisés contre les insectes, ils offrent aussi une protection contre les vents violents, la grêle, etc. La grosseur des mailles est fonction des insectes ciblés. L'identification des insectes problématiques permet de faire le choix du filet approprié. L'idée serait de ne pas viser tous les insectes si les plus petits n'affectent pas le rendement. La dimension de la maille des filets doit être inférieure à la largeur du thorax des ravageurs ciblés. Un tableau dans ce document indique les types de moustiquaires à choisir pour empêcher le passage des insectes. La porosité est aussi un facteur à considérer, car une bonne aération est primordiale pour avoir des plantes en santé. Pour les filets commerciaux anti-cécidomyie, la porosité varie de 32 % à 80 %. Plus le matériau est poreux, plus il laisse passer l'air, ce qui limite les risques de maladies. La transmission de lumière peut varier de 64 % à 92 % selon les matériaux. Une baisse marquée de luminosité peut conduire à un développement plus végétatif, mais ceci pourrait être bénéfique pour certains légumes. La durée de vie des filets varie d'un an à plus de sept ans. Elle dépend du soin apporté lors de sa manipulation et de la durée annuelle de l'exposition aux radiations solaires. En 2014, il en coûte environ 1500 \$ CAN en matériaux et en main d'œuvre pour installer des moustiquaires dans une serre ou un tunnel de 80 m de long. Avec une durée de vie de quatre ans, des revenus annuels additionnels de seulement 375 \$ suffiraient pour rembourser l'investissement de départ. En production biologique, les filets peuvent faire la différence entre une bonne et une mauvaise récolte.

www.agrireseau.qc.ca/agriculturebiologique/documents/Filets%20anti-insectes.pdf

Mots clés : FILET ANTI-INSECTES / PRODUCTION LEGUMIERE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / SERRE / PREVENTION

2014, 5 p., éd. MAPAQ, Direction régionale de la Montérégie, secteur ouest

réf. 198-300 ; Rédaction : CETAB+

Initiative : Paysans-inventeurs et machines libres

LOGLAIS Paul

Bien souvent, et d'autant plus depuis l'apparition de cultures maraîchères en planches permanentes, les agriculteurs font preuve d'innovations en construisant ou en adaptant leurs propres machines. Pour éviter les répétitions et mutualiser les idées qui peuvent germer un peu partout, ADABio-autoconstruction a été créée, dans l'Isère. Cette structure recense les innovations paysannes, les teste, les améliore si besoin, et met à disposition, de tout agriculteur intéressé, les plans et méthodes de construction, et ce, sans redevance de brevet. Un guide, présentant les plans, a été réalisé, et des stages d'autoconstruction sont organisés dans toute la France. Pour l'instant, le matériel proposé est essentiellement dédié au maraîchage. Il est, par ailleurs, adapté à l'agriculture biologique, mais n'est pas exclusivement réservé à ce mode de production.

Mots clés : MATERIEL AGRICOLE / MARAICHAGE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / AGRICULTURE CONVENTIONNELLE / FRANCE / ISERE / AUTOCONSTRUCTION / INNOVATION / STAGE / ECHANGE

ENTRAID'OC n° 363, 01/03/2014, 1 page (p. 62)

réf. 198-080 ; Rédaction : ABioDoc

Petits fruits

Le framboisier

CHEVALIER Cédric

Le réseau des référents techniques régionaux agriculture biologique des Chambres d'Agriculture de Rhône-Alpes a réalisé un ensemble de fiches technico-économiques. Ces fiches sont des outils d'accompagnement des projets d'installation et de conversion. Cette fiche porte sur "Le framboisier" et traite notamment des points suivants : - Agronomie (Conditions de culture) ; - Avant plantation (Préparation du sol ; Fumure de fond) ; - La plantation (Choix variétal ; Préparation de la parcelle ; Plantation sur butte ; Type de butte ; Irrigation ; Plantation et types de plants ; Le paillage et entretien du rang de plantation ; Le palissage) ; - Après plantation (Irrigation ; Gestion de l'herbe ; La taille du framboisier ; Le palissage des framboisiers ; Mise en place des tunnels ; Ravageurs et maladies ; La récolte). <http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-economiques-ab>

Mots clés : FRAMBOISIER / SOL / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / PETIT FRUIT / RHONE ALPES / PREPARATION DU SOL / FERTILISATION / FUMURE DE FOND / PLANTATION / VARIETE / PLANTATION SUR BUTTE / ITINERAIRE TECHNIQUE / IRRIGATION / PAILLAGE / PLANT / RANG / CONTROLE DES ADVENTICES / PALISSAGE / TAILLE / PROTECTION DES VEGETAUX / RAVAGEUR / MALADIE / TUNNEL / RECOLTE

2013, 8 p., éd. AGRICULTURES ET TERRITOIRES - CHAMBRES D'AGRICULTURE RHÔNE-ALPES

réf. 198-054 ; Rédaction : ABioDoc

Plantes aromatiques et médicinales

Produire des plantes médicinales : Les exigences de qualité

RIVRY-FOURNIER Christine

Le Grand Ouest est le premier bassin de production de plantes médicinales biologiques, avec les Pays-de-la-Loire en tête. Certains acteurs de la filière, comme le président-fondateur d'Anjou Plantes, une coopérative qui compte la moitié de ses surfaces en bio, témoignent d'une exigence de qualité croissante de la part des clients. Ainsi, les producteurs doivent faire preuve d'une grande technicité, notamment en termes de gestion des adventices, travail qui peut représenter jusqu'à 120 h/ha/an. Ces efforts sont toutefois récompensés par la forte valeur ajoutée de ces cultures, dont les débouchés sont multiples : alimentations humaine et animale, industrie pharmaceutique, cosmétique... L'implication forte des producteurs conduit à travailler en réseau.

Mots clés : PLANTE AROMATIQUE ET MEDICINALE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / QUALITE DU PRODUIT / DEMARCHE QUALITE / GRAND OUEST / DEBOUCHE / CONTROLE DES ADVENTICES / RESEAU / PAYS DE LA LOIRE / FILIERE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 1 page (p. 56)

réf. 198-075 ; Rédaction : ABioDoc

Protection phytosanitaire

Managing Diseases of Organic Tomatoes in Greenhouses and High Tunnels

Gérer les maladies en production biologique de tomates dans les serres et en grands tunnels (Anglais)

MILLER Sally

La gestion parasitaire en serres et en grands tunnels présente des problèmes très particuliers et différents par rapport à la production en champ. Certaines maladies, rares dans les champs, peuvent être très courantes en cultures abritées. C'est le cas de la pourriture grise, de la moisissure blanche et de la moisissure olive. Ces maladies peuvent être gérées par des approches de gestion phytosanitaire appropriées et des choix stratégiques comme des variétés résistantes et l'utilisation de matériaux biologiques certifiés. L'amélioration du sol est un élément critique pour améliorer la fertilité et la santé des cultures. La recherche démontre que les plants de tomates cultivées en grands tunnels dans le sol de compost modifié avaient significativement moins de moisissure blanche que ceux cultivés dans un sol non modifié. La rotation des cultures est une pierre angulaire de la gestion des maladies en culture biologique, mais elle peut être difficile à réaliser dans les serres et dans les grands tunnels. Les mauvaises herbes qui peuvent abriter des insectes nuisibles et des agents pathogènes, et également réduire la circulation d'air, doivent être retirées de la structure. Les tiges et les feuilles malades doivent être enlevées et éliminées. Les surfaces doivent être soigneusement nettoyées après chaque récolte. Les fournisseurs de semences doivent être consultés afin de savoir si des variétés résistantes à une maladie problématique sont disponibles.

www.extension.org/pages/18337/managing-diseases-of-organic-tomatoes-in-greenhouses-and-high-tunnels

Mots clés : PROTECTION DES VEGETAUX / SERRE TUNNEL / ROTATION DES CULTURES / VARIETE RESISTANTE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / MOISSURE / MALADIE CRYPTO GAMIQUE / ETATS UNIS D'AMERIQUE

2011, 3 p., éd. eXtension

réf. 198-304 ; Rédaction : CETAB+

Du sucre pour protéger les plantes ?

DERRIDJ Sylvie

Des essais sur le maïs ont montré un effet protecteur contre la pyrale de l'application de sucres en très faibles doses sur la plante. Les sucres concernés, présents naturellement dans le végétal, sont solubles, type fructose, glucose ou saccharose, et traversent facilement la cuticule des plantes. Leur application en très petite concentration à la surface d'une feuille semble induire un mécanisme de résistance à l'échelle de toute la plante qui amènerait à une baisse de la ponte des bio-agresseurs. Les mécanismes ne sont pas encore connus. Mais, des essais plutôt positifs ont été menés sur des pommiers en vergers commerciaux contre le carpocapse. Leur application permettrait notamment de réduire les traitements aussi bien en conventionnel qu'en AB. L'effet de ces sucres demande encore beaucoup de recherche, mais un programme est en cours pour tester leur impact sur d'autres plantes, maraîchères et fruitières, et définir des itinéraires techniques pour les utiliser au mieux. Des résultats préliminaires positifs ont été obtenus sur la vigne contre le mildiou, amenant à diminuer les doses de cuivre, ou encore sur le melon contre l'oïdium et la pyrale avec réduction des quantités de soufre.

Mots clés : SUCRE / PROTECTION DES VEGETAUX / MAIS / ESSAI / ARBORICULTURE / POMMIER / CARPOCAPSE / PYRALE / RESISTANCE DES VEGETAUX / EFFET ELICITEUR / BIOAGRESSEUR / RECHERCHE / VERGER / EXPERIMENTATION / STIMULATEUR DE DEFENSE NATURELLE / STIMULATION DES DEFENSES DE LA PLANTE

ARBO BIO INFOS n° 186, 01/02/2014, 2 pages (p. 1-2)

réf. 198-033 ; Rédaction : ABioDoc

Reconnaissance des principaux lépidoptères des cultures maraîchères et des fraiseraies

DELAMARRE Cécile / DASTE Nathalie / TERRASSON Cécile

Ce livret de reconnaissance, réalisé par la Chambre d'agriculture du Lot-et-Garonne et la FREDON Aquitaine, présente les principaux lépidoptères ravageurs des cultures maraîchères et des fraiseraies, à savoir : - Duponchelia fovealis ; - le légionnaire de la betterave ; - la mineuse de la tomate ; - différentes noctuelles ; - la piéride du chou ; - la pyrale du maïs ; - la sésamie du maïs ; - le sphinx tête de mort ; - la teigne des crucifères ; - les tordeuses du fraisier et de l'œillet ; - différentes autres chenilles défoliatrices ; - la petite hépiale du houblon. Classifiés selon les organes atteints (feuilles, tiges et fruits ou collet et racines), tous ces bioagresseurs sont décrits à différents stades : œuf, chenille, papillon. Une description des dégâts causés et quelques moyens de surveillance et de repérage complètent ces fiches.

Mots clés : LEPIDOPTERE / INSECTE RAVAGEUR / MARAICHAGE / FRAISIER / PETIT FRUIT / AQUITAINE / DETERMINATION / DESCRIPTION / PROTECTION DES VEGETAUX / DEGAT

2012, 46 p., éd. FREDON AQUITAINE

réf. 198-024 ; Rédaction : ABioDoc

Réduction des doses : Quel avenir pour le cuivre ?

GOULETTE Myriam

Le cuivre métal est aujourd'hui utilisé pour la protection des cultures viticoles, arboricoles et maraîchères biologiques. La dose autorisée, de 6 kg/ha/an en moyenne lissée sur 5 ans, risque d'être revue à la baisse. L'Anses préconise, en effet, une dose maximale de 4 kg/ha/an, et l'Efsa, de 4,5 kg/ha/an, préconisations qui devraient se concrétiser d'ici fin mai 2014. Or, la profession, aussi bien en agriculture conventionnelle que biologique, n'approuve pas ces doses, qu'elle estime trop faibles pour une protection efficace des cultures. Elle regrette, par ailleurs, la disparition du concept de moyenne lissée, qui permet d'adapter les doses aux contextes annuels, et est reconnue comme un outil utile à une diminution des doses par les agriculteurs eux-mêmes. Enfin, les arguments de l'Anses et de l'Efsa sont contestés, aussi bien sur la forme (difficulté de conclure, nécessité d'études supplémentaires...), que sur le fond (impact du cuivre sur les vers de terre...). La profession a construit un argumentaire pour défendre sa position. Des encarts font le point sur : - une nouvelle famille de biopesticides, les lipopeptides, produites par des bactéries ; - la prêle, qui n'a toujours pas accédé au statut de substance de base ; - une publication sur la maîtrise de l'oïdium en Languedoc-Roussillon.

Mots clés : PROTECTION DES VEGETAUX / CUIVRE / CONTROVERSE / PRÊLE / VITICULTURE / ARBORICULTURE / MARAICHAGE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / AGRICULTURE CONVENTIONNELLE / DOSE / FRANCE / REGLEMENTATION

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 2 pages (p. 54-55)

réf. 198-074 ; Rédaction : ABioDoc

Adaptation d'un outil de dépistage des adultes de la cécidomyie des atocas

FIRLEJ Annabelle / VEILLEUX Jonathan / VANOOSTUYSE Franz

La cécidomyie des atocas est un ravageur dommageable pour les cultures de canneberges en régie biologique. Elle peut affecter jusqu'à 50 % de la production des tiges affectées par rapport aux tiges non affectées. La méthode actuelle de dépistage s'avère laborieuse, car elle se fait par l'observation de 1000 pousses en vue de déterminer un seuil de contamination. Cette étude voulait développer une méthode efficace et hâtive de dépistage des adultes afin de mieux planifier la gestion de ce ravageur. Le projet a évalué l'efficacité de deux pièges d'émergence à dépister les adultes de la cécidomyie des atocas dans les atocatières québécoises. Le CETAQ a réalisé le dépistage traditionnel des pousses alors que l'équipe du laboratoire PFI de l'IRDA a réalisé les relevés de populations des adultes dans les pièges d'émergence. Selon les données recueillies, le piège d'émergence à pétri a été le plus efficace à capturer les adultes de cécidomyie en 2012. Une corrélation de 88 % a été observée entre les populations des adultes observés en 2012 et 2013 et les larves observées dans les champs la semaine suivante. Cette nouvelle méthode donne de bons résultats alors qu'elle est trois fois moins chère que la méthode de dépistage traditionnelle. La dernière étape de cette approche consiste à déterminer un seuil d'intervention pour la cécidomyie des atocas.

[www.irda.qc.ca/assets/documents/Publications/documents/firlej-et-al-](http://www.irda.qc.ca/assets/documents/Publications/documents/firlej-et-al-2014_rapport_outil_depistage_cecidomyie_atocas.pdf)

[2014_rapport_outil_depistage_cecidomyie_atocas.pdf](http://www.irda.qc.ca/assets/documents/Publications/documents/firlej-et-al-2014_rapport_outil_depistage_cecidomyie_atocas.pdf)

Mots clés : CANNEBERGE / CECIDOMYIE / RAVAGEUR / DÉPISTAGE / PIÈGE / SEUIL D'INTERVENTION / PROTECTION DES VÉGÉTAUX / ÉTUDE / QUÉBEC

2014, 29 p., éd. AAC (Agriculture et Agroalimentaire Canada) / IRDA (Institut de recherche et de développement en agroenvironnement)

réf. 198-301 ; Rédaction : CETAB+

Biology and Management of Squash Vine Borer in Organic Farming Systems

Biologie et gestion du perceur de la courge dans les systèmes de production biologique (Anglais)

SEAMAN Abby

Le perceur de la courge est un des principaux ravageurs de la courge et des citrouilles. L'infestation est caractérisée par un flétrissement de la plante entière. Ce symptôme peut être causé par d'autres maladies aussi, mais la principale caractéristique permettant de distinguer un perceur de la courge de ces maladies est la présence de déjections (excréments d'insectes) qui ressemblent à de la sciure humide dans les tunnels creusés. Les larves hivernent dans le sol et les adultes apparaissent en mai dans les États du sud et à la fin juin dans les États du Nord des É.-U. Plusieurs pratiques permettent de gérer ce ravageur. Un travail de sol permet de perturber le cycle des larves matures en les labourant avec les résidus de culture après la récolte. L'utilisation de culture piège donne de résultats intéressants, car selon une recherche de l'Université du Connecticut, le perceur de courge a diminué de 88 % dans les cultures de courgette ou de courge d'été quand une culture piège de courge bleue de Hubbard est utilisée. Des guêpes parasitoïdes peuvent être utilisées pour attaquer l'œuf du perceur de courge. L'utilisation des variétés résistantes, le contrôle visuel et les pesticides biologiques certifiés peuvent compléter les méthodes de lutte contre ce ravageur.

www.extension.org/pages/65684/biology-and-management-of-squash-vine-borer-in-organic-farming-systems

Mots clés : Perceur de la courge / RAVAGEUR / PROTECTION DES VÉGÉTAUX / BIOLOGIE / PARASITE DES VÉGÉTAUX / ÉTATS UNIS D'AMÉRIQUE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE

2014, 3 p., éd. eXtension

réf. 198-307 ; Rédaction : CETAB+

Keys to Disease Management in Organic Seed Crops

Les clés de la gestion des maladies de semences des cultures biologiques (Anglais)

JOHNSON Kenneth B. / MORTON Frank

La gestion des maladies de cultures commence tout d'abord par l'utilisation de semences saines. Pour éviter ou pour gérer les maladies de semences dans nos cultures, trois aspects sont à prendre en compte. Il s'agit de connaître l'agent pathogène susceptible d'attaquer la semence, connaître la variété de semence potentiellement attaquable par cet agent pathogène et identifier l'environnement propice au développement de la maladie. Une bonne connaissance de l'agent pathogène conduit au meilleur contrôle en empêchant son entrée dans la ferme. Les champs qui sont infestés par un agent pathogène ne doivent pas être plantés de cultures sensibles à cette maladie. Même si la rotation permet de gérer la plupart des maladies transmises par le sol, ce n'est pas le cas pour certaines maladies de semences. Il convient de dépister les agents pathogènes dans les semences et de traiter biologiquement les semences. De faibles niveaux d'infestation de semences peuvent conduire à la propagation d'une maladie dans tout le champ. La connaissance de la culture est tout aussi importante. Elle permet de choisir les traitements appropriés et de sélectionner les variétés résistantes quand elles sont disponibles, car c'est la meilleure méthode pour contrôler les maladies des plantes transmises par les semences. Les conditions environnementales qui favorisent la transmission des maladies sont à éviter. L'irrigation goutte à goutte est une bonne méthode pour empêcher la propagation des maladies, sinon l'irrigation doit être réalisée tôt les matins. Les plantations sont à réaliser soit tôt soit tard dans la saison afin d'éviter les conditions météorologiques qui favorisent le développement de la maladie. Les cultures en grands tunnels et l'utilisation des tissus géotextiles permettent d'avoir un contrôle plus important sur l'environnement des cultures.

www.extension.org/pages/18332/keys-to-disease-management-in-organic-seed-crops

Mots clés : SEMENCE VEGETALE / MALADIE DES VEGETAUX / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / VARIETE RESISTANTE / TRAITEMENT DES SEMENCES / IRRIGATION LOCALISEE

2010, 2 p., éd. eXtension

réf. 198-308 ; Rédaction : CETAB+

Cultiver et soigner les arbres

JULLIEN Elisabeth / JULLIEN Jérôme

Destiné aux jardiniers amateurs et professionnels, aux pépiniéristes, aux paysagistes, aux gestionnaires d'espaces verts et aux étudiants en horticulture, cet ouvrage est une référence sur les méthodes de culture et de soin des arbres. Paru initialement sous le titre "Guide écologique des arbres", il s'enrichit, à l'occasion de cette nouvelle édition, d'une première partie de 100 pages sur les bonnes pratiques en matière d'arboriculture : respect de la biodiversité, techniques de plantation, entretien des arbres et des sols, protection phytosanitaire. Véritable outil de diagnostic et d'aide à la décision, la seconde partie de l'ouvrage propose des fiches culturales et phytosanitaires sur 80 genres de feuillus et conifères rencontrés dans nos parcs, jardins, vergers et forêts. Chaque fiche détaille : - les exigences culturales (habitat, plantation, type de sol, exposition, arrosage, nutrition) ; - les auxiliaires (insectes, oiseaux...) ; - les sensibilités et résistances (froid, pollution, sécheresse, sel, vent, carences...) ; - les attaques parasitaires (symptômes, fréquence et gravité, identification du bioagresseur) ; - les techniques de lutte préventive, prophylactique et curative, sans recours à des traitements chimiques de synthèse. Les plus de ce guide : des fiches détaillées sur 80 genres d'arbres d'ornement, fruitiers ou forestiers ; les exigences culturales propres à chaque genre ; plus de 1000 photos et dessins pour visualiser les maladies, les ravageurs et les auxiliaires naturels ; une indication du niveau de fréquence et de gravité de chaque type d'attaque ; des traitements préventifs et curatifs sans chimie de synthèse pour chaque bioagresseur ; 4 index pour faciliter la recherche d'informations (index général, des arbres, des auxiliaires, des parasites).

Mots clés : AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT / ARBRE / ARBORICULTURE / PROTECTION DES VEGETAUX / PLANTATION / ENTRETIEN DES CULTURES / TECHNIQUE CULTURALE / FEUILLU / CONIFERES / GYMNOSPERMES / CONDUITE CULTURALE / LUTTE BIOLOGIQUE / AUXILIAIRE / TRAITEMENT / PREVENTION / LUTTE CURATIVE / LUTTE PREVENTIVE / REGLEMENTATION / DEGAT / JARDINAGE / PEPINIERISTE / PAYSAGISTE / ESPACE VERT / HORTICULTURE / ARBRE D'ORNEMENT / ARBRE FRUITIER / ARBRE FORESTIER

2014, 672 p., éd. ÉDITIONS EYROLLES / ÉDITIONS SANG DE LA TERRE

réf. 198-098 ; Rédaction : ABioDoc 

Organic options for Spotted Wing Drosophila Management

Les options de gestion biologique de la drosophile à ailes tachetées (DAT) (Anglais)
FISHER P.

La drosophile à ailes tachetées (DAT) est un ravageur envahissant des cultures de petits fruits et d'autres fruits à peau douce. En quelques années, ce ravageur a conquis toutes les grandes régions de production de fruits aux États-Unis, en Colombie-Britannique, et dans l'est du Canada. Le contrôle de ce ravageur est un défi pour les producteurs de fruits. La stratégie de gestion la plus importante pour contrôler la DAT est de récolter fréquemment et soigneusement. Idéalement, les fruits mûrs doivent être récoltés chaque jour ou tous les deux jours. Un bon ajustement du calendrier de récolte a permis une bonne maîtrise de la DAT dans les framboises, les fraises. Cependant, cette option n'est pas très pratique pour les bleuets ou les mûres qui sont récoltés une ou deux fois par semaine. Les pratiques qui favorisent la dessiccation des fruits tombés peuvent contribuer à réduire l'émergence de la DAT. Un refroidissement de 1,6 °C (35 °F) immédiatement après la récolte ralentit le développement de la DAT. Une telle température tue les œufs et les larves si les fruits y séjournent durant 3 jours. Il est possible d'autoriser l'usage d'urgence de l'insecticide ENTRUST en 2014 pour le contrôle de la DAT. Cet insecticide est très efficace et est acceptable dans la plupart des programmes biologiques. Cependant, il y aura des limitations sur le nombre d'applications par saison. Des guêpes parasitoïdes de la DAT ont été identifiées en Ontario et ailleurs en Amérique du Nord, mais les contrôles biologiques n'assurent pas une efficacité économique. Des hôtes sauvages sont un habitat important pour les pollinisateurs et autres insectes bénéfiques. Il n'est pas pratique d'enlever tous les hôtes sauvages autour de vos champs agricoles, car ils peuvent favoriser la lutte contre la DAT.

www.omafra.gov.on.ca/english/crops/organic/news/2014/2014-02a3.htm

Mots clés : MOUCHE DES FRUITS / FRUIT / FRAISE / FRAMBOISE / REFROIDISSEMENT / BIOINSECTICIDE / PARASITOÏDE

2014, 3 p., éd. MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, ET DES AFFAIRES RURALES DE L'ONTARIO (OMAFRA)

réf. 198-314 ; Rédaction : CETAB+

Sol

Managing Cover Crops Profitably, 3rd Edition
Gestion des cultures de couverture de façon rentable, 3e édition (Anglais)

CLARK Andy

Ce livre explore les différents aspects des cultures de couverture. C'est un ouvrage complet qui fournit toutes les informations nécessaires à la mise en œuvre de cultures de couverture au sein d'une exploitation agricole. Il donne des détails sur les espèces les plus couramment utilisées telles que les graminées, les choux, les moutardes et les légumineuses. Il propose également des chapitres sur le rôle des cultures de couverture dans des cas plus vastes comme la rotation des cultures, les ravageurs et les systèmes de conservation. Cette 3e édition comporte un chapitre sur les crucifères et les moutardes, 16 profils d'exploitations agricoles, et un chapitre complet sur l'utilisation de cultures de couverture dans les systèmes de conservation du sol. Ces informations sont basées sur plus de 100 nouvelles citations issues de la littérature et des consultations avec les chercheurs et les intervenants des É.-U. Cet ouvrage, téléchargeable gratuitement, est orienté pour les producteurs, car il explique scientifiquement des concepts complexes, expose les différentes options selon les systèmes et les climats, et offre des informations innovantes.

www.sare.org/Learning-Center/Books/Managing-Cover-Crops-Profitably-3rd-Edition

Mots clés : COUVERT VÉGÉTAL / LIVRE / GRAMINÉE / CHOU / MOUTARDE / AGRICULTURE DURABLE / ÉTATS UNIS D'AMÉRIQUE / ENGRAIS VERT

2007, 248 p., éd. SUSTAINABLE AGRICULTURE RESEARCH & EDUCATION (SARE)

réf. 198-302 ; Rédaction : CETAB+ 

Viticulture

Pays-de-la-Loire : La Levée de la Loire, le salon "républicain"

RIVRY-FOURNIER Christine

En parallèle du salon "officiel" des Vins de Loire, qui se tient à Angers tous les ans (début février), l'association interprofessionnelle des vins bio du Val de Loire (AIVB-VL) organise, et ce depuis 2012, un salon "off" : La Levée de la Loire, également à Angers. Celui-ci permet de donner une meilleure visibilité aux vins bio issus des 70 appellations qui longent le fleuve.

Mots clés : VIN / VIN DE LA LOIRE / VITICULTURE / VAL DE LOIRE / FILIÈRE VIN / SALON PROFESSIONNEL / PAYS DE LA LOIRE / TEMOIGNAGE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 1 page (p. 8)

réf. 198-014 ; Rédaction : ABioDoc

Pour la renaissance des cépages interdits

BISCHERI Gilbert / DUPARD Sylvie / PELLIER Garance / et al

A travers ce cahier technique, l'association Fruits Oubliés Réseau souhaite faire connaître, et ainsi faire cultiver, les cépages oubliés et, plus largement, la diversité fruitière. Les cépages dits interdits sont de très vieilles vignes, importées d'Amérique vers 1820, qui ont été utilisées comme porte-greffes pour leur tolérance aux maladies. Ces cépages ont été interdits dans les années 1930, dans le but d'assainir le marché. Ils ont toutefois pu être préservés grâce à des passionnés-résistants qui les ont maintenus en culture. Cet ouvrage donne des pistes pour les identifier (fiches variétales), les entretenir (techniques culturales) et les transformer (vinification).

Mots clés : VITICULTURE / CONSERVATION DES ESPECES / TECHNIQUE CULTURALE / VINIFICATION / CEPAGE / FRANCE / AMERIQUE / BOTANIQUE / VIGNE / TOLERANCE / VARIETE ANCIENNE / VARIETE RESISTANTE

2012, 88 p., éd. FRUITS OUBLIES RESEAU

réf. 198-010 ; Rédaction : ABioDoc

La maîtrise de l'oïdium en viticulture biologique en Languedoc-Roussillon

CONSTANT Nicolas

En Languedoc-Roussillon, les viticulteurs doivent régulièrement faire face à des attaques d'oïdium. Pour ceux qui cultivent en bio, les moyens de lutte sont relativement limités. Pour accompagner les viticulteurs biologiques dans ce contexte, ce document, réalisé par Sudvinbio, présente le champignon responsable de l'oïdium et les conditions favorables à son développement. Puis, des moyens de lutte adaptés à l'agriculture biologique sont décrits. Enfin, une foire aux questions apporte les réponses aux interrogations les plus fréquentes des viticulteurs bio de la région.

www.sudvinbio.com/home/qui-sommes-nous/nos-publications

Mots clés : VITICULTURE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / PROTECTION DES VEGETAUX / VIGNE / LANGUEDOC ROUSSILLON / OIDIUM / CEPAGE / PROPHYLAXIE / RESISTANCE VARIETALE / TRAITEMENT PHYTOSANITAIRE / SOUFRE / OUTIL D'AIDE A LA DECISION / EXPERIMENTATION

2013, 24 p., éd. SUDVINBIO

réf. 198-083 ; Rédaction : ABioDoc

Acquérir des références en bio : Intérêt du réseau collaboratif RESAQVitiBio

DAVIDOU Ludivine / AVELINE Nicolas / BERNARD Anaïs

Le RESAQVitiBio est un réseau collaboratif, mis en place en Aquitaine dans le but d'acquérir des références sur les systèmes viticoles biologiques de la région. De 2011 à 2013, une série d'essais chez des viticulteurs avait pour objet l'utilisation de l'argile kaolinite calcinée contre la cicadelle verte de la vigne. Bien qu'étant un ravageur secondaire, celle-ci peut causer, par ses piqûres, des dégâts importants de grillure des feuilles, et aucun traitement n'est homologué en AB contre ce ravageur. En 2013, 13 parcelles ont été suivies, avec une partie traitée et une partie non-traitée. L'argile, en formant une barrière physique entre la cicadelle et la feuille, a limité les populations larvaires sur les zones traitées, avec une efficacité moyenne de 61,2 %. En revanche, les dégâts de grillure restent relativement présents, avec une efficacité moyenne du traitement de 55 %. Ces résultats confirment ceux observés sur les trois années précédentes avec, en moyenne sur les trois ans, 53 % d'efficacité sur la diminution de la population, et 50 % sur les grillures. Le pouvoir insectifuge de l'argile kaolinite calcinée en fait une solution intéressante pour les parcelles à forte pression de cicadelles. Une deuxième partie de ce document rapporte les résultats d'une enquête consacrée à la protection du vignoble biologique aquitain en 2013. Les dégâts observés et les traitements effectués sont proches de ceux de 2012.

[www.vinopole.com/fileadmin/user_upload/fichiers_vinopole/Environnement/Agro-](http://www.vinopole.com/fileadmin/user_upload/fichiers_vinopole/Environnement/Agro-ecologie/Interet_du_reseau_collaboratif_RESAQVitiBio.pdf)

[ecologie/Interet_du_reseau_collaboratif_RESAQVitiBio.pdf](http://www.vinopole.com/fileadmin/user_upload/fichiers_vinopole/Environnement/Agro-ecologie/Interet_du_reseau_collaboratif_RESAQVitiBio.pdf)

Mots clés : VITICULTURE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / ARGILE KAOLINITE / RECHERCHE / AQUITAINE / CICADELLE VERTE / RECHERCHE PARTICIPATIVE / EXPERIMENTATION / RESEAU / INSECTE RAVAGEUR / PROTECTION DES VEGETAUX / ENQUETE

2014, 9 p., éd. VINOPÔLE BORDEAUX-AQUITAINE

réf. 198-099 ; Rédaction : ABioDoc

MARCHE

Filière

Le dossier du mois : La bio au resto : Bio et local, au resto c'est un régal

MERABTINE Elodie / ALLAIN Lise

La demande en produits biologiques locaux pour la restauration commerciale augmente. Des producteurs bretons témoignent de leur démarche, ainsi que des restaurateurs ou associations de chefs cuisiniers. Le choix pour les restaurateurs d'avoir des produits biologiques locaux, voire d'être entièrement en bio, est souvent un engagement, mais aussi une démarche en lien avec le goût, la qualité de leur cuisine. Les restaurateurs sont, pour les agriculteurs, des clients à démarcher. Les volumes sont petits, mais réguliers et complémentaires d'autres débouchés comme la vente en supérettes. La logistique liée aux livraisons reste un frein pour beaucoup, plus que le surcoût ou encore la gestion des certificats des fournisseurs pour les restaurateurs. Un esprit d'entraide entre producteurs et restaurateurs permet d'apporter des réponses simples pour les difficultés liées aux livraisons. Autre frein : la législation sur la restauration biologique est récente (un an) et encore fort mal connue. Du coup, beaucoup de restaurateurs utilisant des produits bio n'y font pas référence et ne sont pas déclarés auprès de l'Agence Bio. Cette législation prévoit trois niveaux : utilisation de quelques produits bio, présence de plats ou menus bio et enfin, entièrement en bio. Ce dernier niveau est moins fréquent que le niveau 1. Enfin, cette législation encadre la communication que peut faire le restaurateur sur son utilisation de produits bio. Etant une réglementation nationale française, les restaurateurs ne peuvent utiliser que le logo " AB » et non l'Eurofeuille.

Mots clés : AGRICULTURE BIOLOGIQUE / PRODUIT BIOLOGIQUE / RESTAURATION COMMERCIALE / BRETAGNE / TEMOIGNAGE / PRODUIT LOCAL / RESTAURANT / CREPERIE / OEUF / AGRICULTEUR / LAIT / DEBOUCHE / APPROVISIONNEMENT LOCAL / RESTAURATEUR / RELATION PRODUCTEUR RESTAURATEUR / QUALITE / REGLEMENTATION / FRANCE / COMMUNICATION / NOTIFICATION / CERTIFICATION / ORGANISATION

SYMBIOSE n° 186, 01/01/2014, 7 pages (p. 7-13)

réf. 198-031 ; Rédaction : ABioDoc

Midi-Pyrénées : L'Aveyron concentre la filière française de lait de brebis

COSSERAT Martine

L'Aveyron peut être défini comme Le département de la filière de lait de brebis bio : 57 % du cheptel national et 90 % du volume de lait de brebis bio français y sont en effet concentrés. Quatre opérateurs économiques sont en charge de la collecte, dont la laiterie Triballat, qui vient d'ouvrir un nouvel atelier en Lozère, avec une capacité de 6 millions de litres. Cette unité est entièrement consacrée à la transformation de lait de brebis bio, dont les produits sont de plus en plus demandés. La filière Roquefort bio, 2ème débouché pour cette production laitière, doit, quant à elle, faire face à une situation plus délicate. Les ventes de Roquefort diminuent, sauf en bio, où elles plafonnent. Les producteurs bio qui alimentent la filière Roquefort restent toutefois confiants et attendent une mobilisation des industriels autour de ce produit. En 2001, cinq producteurs ont créé le GIE Bio du Pays de Roquefort qui comptait

20 fermes en 2013. 1,8 million de litres ont été collectés et vendus à des transformateurs de toute la France par les éleveurs de ce GIE.

Mots clés : FILIERE LAIT / AVEYRON / ELEVAGE BIOLOGIQUE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / BREBIS LAITIERE / OVIN LAIT / PRODUCTION LAITIERE / MARCHE / TRANSFORMATION / LAIT DE BREBIS

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 1 page (p. 6)

réf. 198-012 ; Rédaction : ABioDoc

Bretagne : Focus sur la filière viande : BVB

RIPOCHE Frédéric

Le groupement Bretagne Viande Bio (BVB), acteur 100 % bio créé il y a 23 ans, a organisé une journée dédiée à la filière viande, le 16 décembre 2013. Pour ce groupement, circuits courts et circuits longs ne sont pas incompatibles, et ils sont même complémentaires pour certains de leurs adhérents. Cette journée a été l'occasion de s'interroger sur l'avenir de la filière, avec des prix en conventionnel qui fluctuent beaucoup, des départs en retraite pas toujours compensés... Observation rassurante toutefois : les volumes en bio progressent pour la boucherie et se maintiennent pour l'industrie. Par ailleurs, des éleveurs conventionnels sont venus se renseigner sur la filière bio à l'occasion de cette journée du 16 décembre.

Mots clés : VIANDE / BRETAGNE / FILIERE VIANDE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / CIRCUIT COURT / CIRCUIT LONG / BOUCHERIE / INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE / CONVERSION / ELEVAGE BIOLOGIQUE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 1 page (p. 7)

réf. 198-013 ; Rédaction : ABioDoc

Sival, salon des cultures spécialisées à Angers : Un rendez-vous incontournable

RIVRY-FOURNIER Christine

Le salon des cultures spécialisées, le Sival, a accueilli plus de 20 000 visiteurs entre le 14 et le 16 janvier 2014. Organismes de développement de la bio et exposants s'y sont retrouvés pour répondre aux demandes des visiteurs. Parmi les entreprises présentes, les semenciers proposent des gammes bio de plus en plus larges et diversifiées. Agrosems, notamment, propose une gamme 100 % biologique et biodynamique qui s'est enrichie de 80 nouvelles variétés en 2013. Bejo graines propose 120 variétés en bio, avec le chou en tête de file (40 variétés). Le PDG d'Emeraude Plants, qui réalise 8 % de son chiffre d'affaires avec des plants bio, ressent le ralentissement des conversions en 2013. Toutefois, la liste des espèces hors dérogation s'étoffe, un point important pour le développement de la filière. Par ailleurs, les méthodes culturales appliquées en bio se développent dans les pépinières conventionnelles, confrontées de plus en plus à des problèmes de résistance.

Mots clés : SEMENCE VEGETALE / PLANT / SALON / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / DEVELOPPEMENT DE L'AB / MARAICHAGE / GRAND OUEST / TEMOIGNAGE / CONVERSION / FILIERE / FRANCE / MAINE ET LOIRE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 3 pages (p. 11-13)

réf. 198-016 ; Rédaction : ABioDoc

Millésime Bio : Réussir la conversion des consommateurs

GOULETTE Myriam

Du 27 au 29 janvier 2014, s'est tenue la 21ème édition du salon Millésime Bio, à Montpellier. Ce salon des vins bio, aujourd'hui mondial, voit son nombre d'exposants augmenter d'année en année (780 en 2014), en corrélation avec la croissance de la filière. Celle-ci a connu un boom de conversions entre 2008 et 2010. Les vins français n'étaient cependant pas les seuls représentés puisque les exposants venaient de douze pays d'Europe, d'Amérique du Sud et d'Afrique. En parallèle de Millésime Bio, les salons " Off » se multiplient, dont certains font la promotion de vins dits " nature », notion qui ne fait pas l'unanimité chez les bio certifiés, même si cet aspect " nature » est recherché par les consommateurs. Autres adeptes des vins bio, les sommeliers, véritable maillon de la chaîne entre producteurs et consommateurs, ont exprimé leur satisfaction vis-à-vis des vins bio.

Mots clés : SALON / VIN / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / VITICULTURE / CONVERSION / CONSOMMATION / CONSOMMATEUR / FILIERE / LANGUEDOC ROUSSILLON / MONDE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 2 pages (p. 16-17)

réf. 198-018 ; Rédaction : ABioDoc

Au fil du salon : Les nouveautés du Sival BIOFIL

Le Sival, salon agricole des filières végétales, est, tous les ans, l'occasion de découvrir de nouvelles innovations. Certaines d'entre elles sont dédiées spécifiquement à l'agriculture biologique ou peuvent intéresser ce mode de production. Cet article en présente une sélection, qu'elles aient été primées ou non : - Rubis des jardins, créée par le Ciref, est la première variété de fraises recommandée spécifiquement pour l'AB ; - Orange Summar est un potimarron sélectionné en bio par Vitalis, la filiale bio du groupe Enza Zaden ; - la framboise Paris n'est pas produite en bio, mais peut intéresser les agriculteurs bio de par ses caractéristiques culturales (plante vigoureuse et rustique) ; - la ruche Flying Doctors, de Biobest, permet aux bourdons de disséminer des formulations poudreuses ; - Madex Pro est un insecticide-larvicide de biocontrôle commercialisé par Compo Expert ; - l'Inra et Koppert France ont mis au point une application web aidant à reconnaître, au champ, les ravageurs et les auxiliaires, et proposant des solutions de biocontrôle adaptées ; - Natupol Outdoor est une ruche spécialement conçue pour être utilisée en plein champ ; - Free N100, de la société Gaïago, est un fertilisant composé d'une sélection de souches de micro-organismes qui favorisent la fixation de l'azote de l'air par la plante.

Mots clés : INNOVATION / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / AGRICULTURE CONVENTIONNELLE / VARIETE / FRAISIER / FRAMBOISIER / RUCHER / POTIMARRON / POLLINISATION / OUTIL DE DIAGNOSTIC / CARPOCAPSE / FIXATION D'AZOTE / CULTURE DE PLEIN CHAMP / VERGER / SALON / APICULTURE / LUTTE BIOLOGIQUE / PROTECTION DES VEGETAUX / FRANCE / MATIERE FERTILISANTE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 2 pages (p. 14-15)

réf. 198-017 ; Rédaction : ABioDoc

Le dossier du mois : Cultures : Une année 2013 très moyenne

FRAB BRETAGNE / CAB DES PAYS DE LA LOIRE

Qu'en est-il de la filière grandes cultures (céréales, protéagineux en particulier) en France, en région Grand Ouest et plus spécifiquement en Bretagne et Pays de la Loire ? Ce dossier regroupe de nombreux éléments chiffrés issus de données nationales ou régionales afin de donner aux acteurs des repères sur la situation actuelle et des éléments de perspective. 2013 a été une année très moyenne au niveau des récoltes, avec de fortes disparités entre territoires ou au sein de ces derniers. D'après FranceAgriMer, la collecte de blé tendre biologique a été en baisse de 11 % par rapport à celle de 2012, et pour l'orge, le recul a été de 7%. Pour les récoltes en protéagineux, la situation a été meilleure, surtout pour les féveroles. La demande pour l'alimentation animale n'a pas augmentée, mais la part des importations est restée significative. Pour 2014, la demande va rester importante, les conversions en élevage semblent reprendre et avec une récolte 2013 pas très bonne, les opérateurs s'attendent à une augmentation des importations. Au sommaire de ce dossier : Évolution de la production dans le Grand Ouest ; Grand Ouest : bilan de la collecte et des stocks ; Analyse des prix 2012 et perspectives 2013 ; Zoom sur les utilisations de céréales ; Résultats d'une enquête "Prix" nationale, menée par FranceAgriMer de 2005 à 2011 ; Observatoire : les grandes cultures en Bretagne.

Mots clés : GRANDE CULTURE / BRETAGNE / PAYS DE LA LOIRE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / FILIERE / FRANCE / STATISTIQUES / COLLECTE / STOCK / GRAND OUEST / CENTRE / NORMANDIE / POITOU-CHARENTES / CEREALE / OLEOPROTEAGINEUX / UTILISATION / PRIX / ALIMENTATION HUMAINE / ALIMENTATION DES ANIMAUX / TEMOIGNAGE / ENQUETE / MARCHE SYMBIOSE n° 187, 01/02/2014, 7 pages (p. 9-15)

réf. 198-037 ; Rédaction : ABioDoc

Semences biologiques en France : quelles pratiques, quelles attentes ?

BELLEIL Aurélie / REY Frédéric / SINOIR Nicolas / et al

Dans le cadre du projet européen Solibam et du projet Casdar Semences biologiques, les acteurs de la filière Semences biologiques française ont été sollicités pour une enquête. L'objectif était de faire un état des lieux de cette filière, d'en identifier les spécificités et les besoins. Du côté des céréales, les progrès sont marqués puisque la production de semences céréalières bio a progressé de 84 % entre 2007 et 2011. La majorité des agriculteurs (57 %) reproduisent eux-mêmes des semences du commerce (semences fermières) ou réalisent leur propre sélection (semences paysannes). Cette observation concerne aussi l'agriculture conventionnelle. Dans les autres filières, le développement de semences autorisées en AB semble stagner, voire baisser. En semences potagères notamment, la satisfaction des maraîchers est très mitigée et dépend beaucoup des espèces considérées.

Mots clés : SEMENCE VEGETALE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / FILIERE / ETAT DES LIEUX / ENQUETE / FRANCE / GRANDE CULTURE / MARAICHAGE / DEVELOPPEMENT DE L'AB / SELECTION VARIETALE ALTER AGRI n° 123, 01/01/2014, 2 pages (p. 9-10)

réf. 198-061 ; Rédaction : ABioDoc

Coordonner l'offre et la demande de légumes bio en restauration collective : Vers la contractualisation par le biais d'un marché public

PERRIN Agathe

Les quatorze communes de Saint-Brieuc agglomération, avec l'appui de la MAB 22 (Maison de l'Agriculture Biologique), ont mené une importante démarche de concertation afin de mettre en place un approvisionnement régulier en légumes biologiques locaux pour leur restauration collective. La démarche engagée est présentée dans cet article. Débutée en 2010, cette dernière a amené les communes à créer un groupement d'achat afin de permettre de contractualiser avec les producteurs locaux partenaires à travers un marché public. Les échanges ont permis notamment la construction d'un cahier des charges pour appel d'offre incluant des critères tenant mieux compte des contraintes des producteurs. Ces derniers, pour répondre aux besoins des communes, ont choisi de s'organiser collectivement à travers un groupement solidaire. Cette expérience bretonne montre aussi certains facteurs-clés à prendre en compte en tant que maraîcher pour répondre et être retenu à un appel d'offre.

Mots clés : AGRICULTURE BIOLOGIQUE / LEGUME / RESTAURATION COLLECTIVE / OFFRE ET DEMANDE / CONTRACTUALISATION / MARCHE PUBLIC / COTES D'ARMOR / APPROVISIONNEMENT LOCAL / PRODUIT LOCAL / PRODUIT BIOLOGIQUE / COMMUNE / AGRICULTEUR / GROUPE D'AGRICULTEURS / GROUPEMENT D'ACHAT / MARAICHAGE / COLLECTIF D'AGRICULTEURS / ORGANISATION DE L' AB / TEMOIGNAGE / COLLECTIVITE TERRITORIALE SYMBIOSE n° 187, 01/02/2014, 4 pages (p. 20-23)

réf. 198-038 ; Rédaction : ABioDoc

Boîte à outils pour l'introduction de produits biologiques en Restauration Hors Domicile

BELLEIL Aurélie / BOIS Bérénice / DELECOURT Sarah / et al

De 2008 à 2013, différents acteurs de la filière biologique et de la restauration collective du Massif Central (groupements de producteurs, interprofessions, établissements d'enseignement, plateformes de distribution...) ont travaillé ensemble pour le développement de produits bio en restauration collective. Ce projet, piloté par le Pôle Agriculture Biologique Massif Central, a permis la mutualisation, mais aussi la création, d'outils et d'expériences. Cette boîte à outils, à travers huit fiches thématiques, donne des informations sur ces outils, des clés, des résultats d'études, des témoignages, et des contacts de personnes ressources. Elle est destinée à tous ceux qui participent à l'introduction de produits biologiques en restauration hors domicile, et à ceux qui souhaitent le faire. Les différents thèmes abordés sont :

- l'approvisionnement de la restauration collective ;
- la structuration des filières et la professionnalisation des producteurs bio vis-à-vis du débouché « restauration collective » ;
- la sensibilisation et l'accompagnement des cuisines et des établissements ;
- le développement de produits transformés pour la restauration collective ;
- la sensibilisation des convives ;
- les leviers d'action politiques pour développer l'approvisionnement en produits biologiques de la restauration collective ;
- l'introduction de produits biologiques dans la restauration collective sur le Massif Central : évolution de 2010 à 2012 ;
- l'empreinte environnementale de l'approvisionnement en restauration collective.

www.abiodoc.com/pole-ABMC/publications/rhd/boite-a-outils

Mots clés : DEVELOPPEMENT RURAL / RESTAURATION COLLECTIVE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / PRODUIT BIOLOGIQUE / MASSIF CENTRAL / OUTIL / ETUDE / FILIERE / SENSIBILISATION / DEVELOPPEMENT DE L'AB / STRUCTURATION DE L'AB / STRUCTURATION DES FILIERES / EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE / LEVIER / POLITIQUE PUBLIQUE / APPROVISIONNEMENT / ACCOMPAGNEMENT / PRODUIT TRANSFORME / PRODUIT LOCAL / OBSERVATOIRE

2013, 94 p., éd. POLE AGRICULTURE BIOLOGIQUE MASSIF CENTRAL

réf. 198-082 ; Rédaction : ABioDoc

La place de la viande bio dans les magasins bio du Languedoc-Roussillon

SCHAER Burkhard / GAUVRIT Lisa / AVRIL Robin

Cette étude, réalisée par Ecozept, bureau d'études franco-allemand spécialisé dans le marché bio, a plusieurs objectifs : - décrire la situation actuelle du marché bio ; - mettre en valeur les perspectives de développement des magasins bio ; - connaître la situation du rayon viande dans les magasins bio du Languedoc-Roussillon ; - mettre en avant les perspectives d'évolution de la viande au sein des magasins bio ; - vérifier l'intérêt des magasins de la région concernant la création d'une marque bio issue de jeunes bovins élevés en Languedoc-Roussillon. 56 magasins bio de la région Languedoc-Roussillon ont été sollicités. Même si un certain nombre d'entre eux proposent de la viande dans leurs rayons, le choix en produits carnés reste limité. Les quelques magasins bio qui ont développé un rayon boucherie ont vu leur chiffre d'affaires général augmenter. Les consommateurs à la recherche de produits de qualité, naturels et sans résidus chimiques, sont en effet demandeurs de ce type de produits. L'étude confirme l'intérêt de développer une marque régionale de viande bovine bio sur le Languedoc-Roussillon, à condition qu'elle se démarque bien (packaging, qualité, communication...). En effet, en bio, la viande bovine n'est pas celle qui se vend le mieux, ni celle qui est la plus difficile à trouver à l'échelle locale.

Mots clés : LANGUEDOC ROUSSILLON / ETUDE / VIANDE BOVINE / PRODUIT BIOLOGIQUE / MAGASIN BIO / MARQUE REGIONALE / MARCHE / PRODUIT LOCAL / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / FILIERE VIANDE

2013, 42 p., éd. ECOZEPT

réf. 198-022 ; Rédaction : ABioDoc

Les matériels remarquables au Sival : Innovations et lauréats des Sival d'Or

LE GONIDEC Guillaume / RIVRY-FOURNIER
Christine

Le Sival, salon agricole consacré au végétal, récompense, tous les ans, des innovations en machinisme et automatisme. Certaines, présentées dans cet article, sont garantes d'une agriculture durable et peuvent intéresser l'agriculture biologique. Les lauréats des Sival d'Or sont : - le Facamatic, un rolofaca interceps, conçu par la société Boisselet pour la gestion de l'herbe en viticulture et arboriculture ; - la bineuse IC Cultivator, de Steketee ; - le gant DSES (Dispositif Supplémentaire Electronique de Sécurité) d'Infaco. Les lauréats des Sival d'Argent sont : - le trieur automatique de vendange à lame d'air haut débit, de la société Bucher Vaslin ; - l'échelle rambarde pour les plateformes automotrices des vergers, de la société Chabas ; - le DVD pédagogique sur la sécurité en viticulture, réalisé par la MSA. Parmi les autres innovations remarquables : - le cultivateur Struik, équipé d'un procédé de pasteurisation par traitement thermique ; - le buttoir Grimme GH Öko, adapté à un désherbage mécanique des rangs de pommes de terre ; - les bineuses à doigts Maxi, utilisables en maraîchage et en viticulture, et prochainement, peut-être, en arboriculture ; - le système d'attelage Gangl Docking System ; - le porte-outils 27 ch d'Agri 3D ; - les semoirs polyvalents d'ICS Terradonis, notamment pour le maraîchage ; - les rototils interceps de Naturagriff. La jeune entreprise Terrateck présente aussi sa gamme de matériels, qui a intéressé de nombreux agriculteurs bio lors du Sival.

Mots clés : MATERIEL AGRICOLE / INNOVATION / MACHINISME AGRICOLE / AGRICULTURE DURABLE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / VITICULTURE / MARAICHAGE / ARBORICULTURE / SEMOIR / GRANDE CULTURE / DESHERBAGE MECANIQUE / FRANCE / SALON

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 4 pages (p. 60-63)

réf. 198-077 ; Rédaction : ABioDoc

Observatoire 2010-2012 : L'introduction de produits biologiques dans les établissements de restauration collective dans le Massif Central


FOURNIER Judith / VALLAS Myriam

Cet observatoire de l'introduction de produits biologiques dans les établissements de restauration collective à l'échelle du Massif Central a été réalisé dans le cadre du projet " Développement des filières biologiques du Massif Central pour répondre aux besoins de la restauration hors domicile », piloté par le Pôle Agriculture Biologique Massif Central, et associant de nombreux acteurs de la filière. Ainsi, 491 établissements du Massif Central ont été interrogés sur leurs pratiques d'introduction de produits bio de 2010 à 2012. 146 d'entre eux servaient ce type de produits. Les informations recueillies et présentées dans cet observatoire pluriannuel concernent : - la passation des commandes ; - les autres produits sous labels, hors produits bio ; - les projets d'introduction de produits bio ; - les produits bio introduits et leurs fournisseurs ; - la satisfaction des établissements vis-à-vis des services des grossistes mixtes ; - les changements liés à l'introduction de produits bio ; - les freins à l'introduction de produits bio ; - les moyens mis en œuvre pour limiter le surcoût ; - les actions de sensibilisation mises en place ; - les réactions au sein des établissements vis-à-vis des produits bio ; - les produits bio les plus appréciés en restauration collective ; - les produits bio refusés en restauration collective ; - les changements d'habitude des convives. Après une présentation des résultats de l'observatoire sur la zone Massif Central, les résultats sur 3 régions – Auvergne, Limousin, Rhône-Alpes – sont exposés.

www.abiodoc.com/pole-ABMC/publications/rhd

Mots clés : RESTAURATION COLLECTIVE / RESTAURATION HORS DOMICILE / PRODUIT BIOLOGIQUE / OBSERVATOIRE / AUVERGNE / MASSIF CENTRAL / LIMOUSIN / RHONE ALPES / ENQUETE / FREIN / SENSIBILISATION / CONSOMMATION ALIMENTAIRE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / DEVELOPPEMENT DE L'AB / CHIFFRE / FILIERE / STATISTIQUES

2013, 90 p., éd. POLE AGRICULTURE BIOLOGIQUE MASSIF CENTRAL

réf. 198-087 ; Rédaction : ABioDoc 

Synthèse de l'observatoire 2010-2012 : L'introduction de produits biologiques dans les établissements de restauration collective dans le Massif Central

FOURNIER Judith / VALLAS Myriam

L'observatoire de l'introduction de produits biologiques dans les établissements de restauration collective à l'échelle du Massif Central a été réalisé dans le cadre du projet « Développement des filières biologiques du Massif Central pour répondre aux besoins de la restauration hors domicile », piloté par le Pôle Agriculture Biologique Massif Central, et associant de nombreux acteurs de la filière. 146 des 491 établissements interrogés servaient des produits biologiques dès 2010, première année d'étude de l'observatoire, qui s'est poursuivie jusqu'à la campagne 2012. Après une présentation de l'échantillon d'étude, cette synthèse fournit les principaux résultats pluriannuels de cet observatoire. Ils concernent : - les projets d'introduction de produits bio ; - l'évolution du nombre et de la fréquence de repas biologiques servis ; - les principaux fournisseurs et les types de produits introduits ; - les actions de sensibilisation mises en place et les réactions suscitées au sein des établissements. Enfin, des focus sur les régions Auvergne, Limousin et Rhône-Alpes sont présentés.

www.abiodoc.com/pole-ABMC/publications/rhd

Mots clés : RESTAURATION COLLECTIVE / RESTAURATION HORS DOMICILE / PRODUIT BIOLOGIQUE / OBSERVATOIRE / MASSIF CENTRAL / AUVERGNE / LIMOUSIN / RHONE ALPES / ENQUETE / SENSIBILISATION / CONSOMMATION ALIMENTAIRE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / DEVELOPPEMENT DE L'AB / FILIERE / CHIFFRE / STATISTIQUES

2013, 20 p., éd. POLE AGRICULTURE BIOLOGIQUE MASSIF CENTRAL

réf. 198-088 ; Rédaction : ABioDoc

Pistes d'actions et de développement pour les plateformes de distribution et les GAB du Massif Central : Observatoire 2010-2012 : Introduction de produits biologiques dans les établissements de restauration collective à l'échelle du Massif Central

FOURNIER Judith / VALLAS Myriam

L'observatoire de l'introduction de produits biologiques dans les établissements de restauration collective à l'échelle du Massif Central, piloté par le Pôle Agriculture Biologique Massif Central, comprenait un volet sur les plateformes de distribution. En effet, parmi les fournisseurs possibles des 140 établissements en restauration collective proposant des produits biologiques, certaines plateformes de distribution se sont spécialisées sur les produits biologiques, et sont ainsi de véritables moteurs de la production biologique locale. En 2012, 28 % des établissements interrogés ignoraient l'existence de telles plateformes, au nombre de trois sur le Massif Central. Pourtant, ils sont de plus en plus nombreux à s'intéresser à l'introduction de produits locaux dans leurs restaurants. Les groupements d'agriculteurs biologiques (GAB) peuvent également faire le lien entre producteurs et lieux de consommation, notamment par la réalisation d'actions de sensibilisation. Des pistes d'amélioration pour l'introduction de produits biologiques en restauration collective, et destinées aux plateformes de distribution et aux GAB, sont proposées.

www.abiodoc.com/pole-ABMC/publications/rhd

Mots clés : RESTAURATION COLLECTIVE / RESTAURATION HORS DOMICILE / PRODUIT BIOLOGIQUE / OBSERVATOIRE / MASSIF CENTRAL / ENQUETE / SENSIBILISATION / CONSOMMATION ALIMENTAIRE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / PLATEFORME DE DISTRIBUTION / GROUPEMENT D'AGRICULTEURS / PRODUIT LOCAL / DEVELOPPEMENT DE L'AB / FILIERE

2013, 18 p., éd. POLE AGRICULTURE BIOLOGIQUE MASSIF CENTRAL

réf. 198-089 ; Rédaction : ABioDoc

Qualité

L'affinage : L'art d'élever des levures, des bactéries et des moisissures

GUEGUEN Katell

L'affinage intervient en dernière étape de la fabrication du fromage, les premières étant la préparation du lait, la coagulation avec de la présure et l'égouttage. C'est au cours de l'affinage que se développent levures, moisissures et bactéries, chacune ayant un effet différent sur la transformation du fromage. Ainsi, les levures jouent notamment sur la dégradation des protéines (protéolyse) et en cas de problème, le fromage pourra avoir un goût amer. Les réactions chimiques concernant les matières grasses joueront sur l'odeur et la consistance du fromage (plus les molécules de lipides seront petites, plus le fromage sera coulant). Les Penicilliums, plus riches en lipases, feront un fromage de chèvre avec un goût plus marqué que les Géotrichum, plus actifs sur la dégradation des protéines. La qualité de l'air, aussi bien en température qu'en humidité, sera déterminante, notamment pour un bon « travail » des levures, bactéries et autres moisissures, mais aussi pour éviter la freinte, à savoir l'assèchement du fromage.

Mots clés : AFFINAGE / FROMAGE / QUALITE / TRANSFORMATION / FABRICATION FROMAGERE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE

SYMBIOSE n° 187, 01/02/2014, 2 pages (p. 16-17)

réf. 198-039 ; Rédaction : ABioDoc

Santé

Plaidoyer pour les choux

DE LA VAISSIERE Jean

Au fil du temps, les étals des primeurs et les rayons des producteurs de semences et plants semblent s'appauvrir. L'offre en plants de choux, notamment, a quasiment disparu. Accusé de provoquer des flatulences, d'être difficile à digérer, etc., ce légume présente pourtant de nombreuses propriétés médicinales. Consommé dans toutes les classes sociales, le chou a longtemps été considéré comme le médecin du pauvre : nombreuses propriétés pectorales et digestives, remède contre les plaies, les brûlures... Il existe une multitude de variétés de choux, du traditionnel chou vert aux choux décoratifs, et des modes de consommation variés : crus, cuits, fermentés...

Mots clés : CHOU / PROPRIETE MEDICINALE / SANTE / VERTU / HISTORIQUE / CUISINE / UTILISATION

NATURE & PROGRES n° 95, 01/11/2013, 2 pages (p. 44-45)

réf. 198-007 ; Rédaction : ABioDoc

Statistiques

L'agriculture Bio en Rhône-Alpes - Edition 2014 - Repères 2013 : Les chiffres de la production, transformation et distribution CORABIO / BIOCONVERGENCE

L'agriculture biologique en Rhône-Alpes fin 2013 représente : 2 867 exploitations agricoles en bio ou en conversion (7,3 % des exploitations régionales), la région est d'ailleurs la 1ère région française en nombre d'exploitations bio ; elle compte aussi 96 027 ha en bio ou en conversion (6,2 % de la SAU régionale) ; 1 060 préparateurs bio (la région est la 1ère en nombre de préparateurs bio) ; 319 magasins spécialisés bio et 234 grossistes (2ème région en nombre de distributeurs bio)... Cette publication de Corabio et de Bioconvergence présente les chiffres de l'agriculture bio en Rhône-Alpes fin 2013 au niveau de la production, transformation et distribution. Au sommaire : - La production agricole bio en Rhône-Alpes (Les fermes bio ; Progression et perspectives ; Part de la bio par rapport à l'agriculture conventionnelle ; La bio dans les départements) ; - La transformation des produits bio ; - La consommation des produits bio ; - La distribution des produits bio ; - Les productions végétales (Les légumes frais ; Les fruits ; Le vin ; Les plantes aromatiques et médicinales ; Les grandes cultures : céréales et oléoprotéagineux) ; - Les productions animales (La viande bovine ; Le lait de vache ; Le lait de chèvre et brebis ; La viande ovine ; La viande de porc ; La viande de volailles ; Les œufs ; Le miel).

Mots clés : AGRICULTURE BIOLOGIQUE / STATISTIQUES / RHONE ALPES / PRODUCTION / PRODUCTION ANIMALE / PRODUCTION VEGETALE / EXPLOITATION AGRICOLE / SURFACE AGRICOLE / PREPARATEUR / ELEVAGE BIOLOGIQUE / TRANSFORMATION / CONSOMMATION / FILIERE / DISTRIBUTION / LEGUME / FRUIT / VIN / PLANTE AROMATIQUE ET MEDICINALE / GRANDE CULTURE / CEREALE / OLEOPROTEAGINEUX / VIANDE BOVINE / LAIT / LAIT DE BREBIS / LAIT DE CHEVRE / LAIT DE VACHE / VIANDE OVINE / VIANDE PORCINE / VIANDE DE VOLAILLE / OEUF / MIEL

2014, 48 p., éd. CORABIO (Coordination Rhône-Alpes de l'Agriculture Biologique) / BIOCONVERGENCE

réf. 198-097 ; Rédaction : ABioDoc

Observatoire de la production bio - Bretagne : Les chiffres clés 2012

DESPEGHEL Michaël

Si la Bretagne a perdu un tiers de ses exploitations agricoles entre 2002 et 2012, les surfaces en bio y ont doublé sur la même période, avec une évolution du nombre de fermes bio de + 85 %. Toutefois, les installations et les conversions en AB ont ralenti en 2011 et 2012. La filière laitière est la plus concernée par ce ralentissement alors que le maraîchage fait encore preuve d'un bon dynamisme de développement et devient la première activité biologique de la région (en nombre de fermes). Les principaux chiffres de la filière biologique bretonne pour l'année 2012 sont présentés dans cet article :

- localisation des surfaces ;
- évolution du nombre de fermes et des surfaces ;
- activité biologique dominante sur les fermes ;
- assolement ;
- caractéristiques des fermes en fonction de l'activité biologique dominante ;
- évolution des installations et conversions.

Mots clés : FILIERE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / DEVELOPPEMENT DE L'AB / BRETAGNE / INSTALLATION AGRICOLE / CONVERSION / OBSERVATOIRE REGIONAL / STATISTIQUES
SYMBIOSE n° 185, 01/12/2013, 2 pages (p. 8-9)

réf. 198-001 ; Rédaction : ABioDoc

Résultats du recensement agricole 2010 : Le dynamisme de l'agriculture biologique en Bretagne

LESANT Sylvie / DAUVIER Françoise

Le recensement agricole de 2010 a été l'occasion de faire un état des lieux de l'agriculture biologique. Les données en Bretagne, présentées dans ce document, montrent que le nombre d'exploitations bio y a progressé de 41 % en 10 ans. En 2010, 3,8 % des exploitations et 3 % des surfaces bretonnes sont certifiées bio. Les fermes laitières spécialisées étaient majoritaires (26 % des exploitations bio), mais le maraîchage, l'horticulture et l'arboriculture sont également bien représentés (14 % des exploitations en bio, contre 3 % en conventionnel), la Bretagne étant la première productrice de légumes bio. Les éleveurs bio recherchent l'autonomie, ce qui se reflète par l'augmentation des surfaces en céréales entre 2000 et 2010, même si les prairies restent dominantes dans ce mode de production (65 % des surfaces contre 38 % en conventionnel). Concernant les agriculteurs, les bio sont globalement plus jeunes et plus formés. Un sur deux fait le choix de la vente en circuits courts. Enfin, une exploitation biologique de Bretagne sur quatre a des productions diversifiées.

www.draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Agriculture_bio_cle0821f4-1.pdf

Mots clés : AGRICULTURE BIOLOGIQUE / BRETAGNE / STATISTIQUES / RECENSEMENT / DEVELOPPEMENT DE L'AB / DIVERSIFICATION / ELEVAGE BIOLOGIQUE / MARAICHAGE / EXPLOITATION AGRICOLE / AUTONOMIE ALIMENTAIRE

AGRESTE BRETAGNE n° décembre 2013 - 8, 01/12/2013, 4 pages (p. 1-4)

réf. 198-009 ; Rédaction : ABioDoc

Observatoire régional de l'agriculture biologique des Pays de la Loire : Données 2012

GOSCIANSKI Christine

En 2012, la région Pays-de-la-Loire comptait près de 110 000 hectares de sa SAU en bio (2ème rang national), soit 5,2 % de sa SAU totale (8ème rang national). Au total, ce sont 1 951 exploitations qui étaient certifiées bio ou en conversion en 2012 (6ème rang national). Ce document présente :

- l'agriculture biologique en France ;
- les chiffres clés de l'agriculture biologique en Pays-de-la-Loire en 2012 ;
- les exploitations bio ;
- les conversions et les installations en agriculture biologique ;
- la main-d'œuvre ;
- les surfaces en agriculture biologique ;
- les grandes cultures bio ;
- un zoom sur la filière grains biologiques des Pays-de-la-Loire ;
- la viticulture bio ;
- les fruits bio ;
- les légumes bio ;
- les opérateurs ayant une activité en fruits et légumes bio en Pays-de-la-Loire ;
- les semences et les PPAM bio ;
- les surfaces fourragères bio ;
- la production bovins viande bio ;
- la production bovins lait bio ;
- la production de volailles de chair bio ;
- la production d'œufs bio ;
- la production porcine bio ;
- la consommation d'aliments en élevage de volailles et de porcs bio ;
- les productions caprines et ovines bio.

www.paysdelaloire.chambagri.fr/pages-hors-menu-internet/publications/detail-publication/actualite/observatoire-regional-de-lagriculture-biologique-des-pays-de-la-loire-edition-2013-sur-donnee.html

Mots clés : PAYS DE LA LOIRE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / OBSERVATOIRE REGIONAL / STATISTIQUES / CONVERSION / MAIN D'OEUVRE / ELEVAGE BIOLOGIQUE / FILIERE / PRODUCTION ANIMALE / PRODUCTION VEGETALE / SURFACE AGRICOLE / EXPLOITATION AGRICOLE

2013, 44 p., éd. AGRICULTURES ET TERRITOIRES - CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE DES PAYS DE LA LOIRE

réf. 198-023 ; Rédaction : ABioDoc


**Observatoire régional de la production bio -
Edition 2013 - Chiffres 2012 : Les chiffres de la
production biologique en Bretagne en 2012**

RESEAU GAB - FRAB BRETAGNE

Au 31 décembre 2012, l'agriculture biologique en Bretagne représentait 64 490 ha en bio (dont 8670 en conversion), soit 3,9 % de la SAU régionale ; 1770 fermes bio et en conversion (5,1 % des fermes bretonnes)... Au sommaire notamment de ce document qui présente les chiffres de la production biologique en Bretagne en 2012 : - Les données générales (Les fermes ; Les surfaces ; Les circuits de commercialisation) ; - Les données départementales (Côtes d'Armor ; Finistère ; Ille-et-Vilaine ; Morbihan) ; - Les productions végétales (Herbages et fourrages ; Légumes ; Fruits ; Céréales ; Oléoprotéagineux ; Plantes à parfum, aromatiques et médicinales) ; - Les productions animales (Bovins lait ; Bovins viande ; Porcs ; Poules pondeuses ; Poulets de chair ; Caprins lait ; Ovins viande ; Ovins lait).

Mots clés : AGRICULTURE BIOLOGIQUE / STATISTIQUES / BRETAGNE / SURFACE AGRICOLE / EXPLOITATION AGRICOLE / CIRCUIT DE COMMERCIALISATION / PRODUCTION VEGETALE / PRODUCTION ANIMALE / HERBAGE / FOURRAGE / LEGUME / FRUIT / CEREALE / OLEOPROTEAGINEUX / PLANTE AROMATIQUE ET MEDICINALE / BOVIN LAIT / BOVIN VIANDE / PORCIN / POULE / POULET DE CHAIR / CAPRIN LAIT / OVIN VIANDE / OVIN LAIT / ELEVAGE BIOLOGIQUE

2013, 56 p., éd. FRAB BRETAGNE (Fédération Régionale des Agrobiologistes de Bretagne)

réf. 198-100 ; Rédaction : ABioDoc 

ÉCOLOGIE & RURALITÉ

Agriculture durable


Produire mieux pour manger tous d'ici 2050 et bien après

LE PUILL Gérard

Pour l'auteur, la planète ne pourra pas nourrir neuf milliards d'humains d'ici 2050 si on continue de fonder les échanges sur une concurrence mondialisée avec une localisation des productions selon la vieille théorie des avantages comparatifs de David Ricardo. Poursuivre dans cette voie revient à multiplier les famines sur fond de réchauffement climatique. Avec ce troisième livre en moins de cinq ans, l'auteur propose de nombreuses pistes pour relever le défi alimentaire des prochaines décennies. Cela passe par les rotations des cultures, le travail simplifié des sols, l'agroforesterie, les ceintures vertes autour des grandes villes. Il s'agira de produire mieux pour manger tous, de capter du carbone au lieu d'en libérer, de privilégier la souveraineté alimentaire, la règle verte et la planification écologique par des contractualisations souples. C'est ainsi que l'on mettra en valeur les terroirs de France avec une production agricole diversifiée. Ce livre balise donc de nouvelles pistes pour bien se nourrir sans manger dans l'assiette des autres, tout en gardant des capacités d'exportation. Ce qui suppose aussi de réduire la part des protéines animales dans notre alimentation quotidienne et de diversifier l'alimentation des animaux que nous élevons pour le lait et la viande. Il s'agit d'un défi passionnant que les agriculteurs, les décideurs politiques et les consommateurs devront relever ensemble.

Mots clés : AGRICULTURE DURABLE / SOCIÉTÉ / ALIMENTATION HUMAINE / AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT / FRANCE / MONDE / FAIM DANS LE MONDE / AGROCARBURANT / ORGANISME GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉ / POLITIQUE / CONTROVERSE / GROUPE D'INFLUENCE / POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE / POLITIQUE AGRICOLE / DISTRIBUTION / GRANDE SURFACE / CÉRÉALE / LAIT / GASPILLAGE ALIMENTAIRE / SÉCURITÉ ALIMENTAIRE / ÉNERGIE / RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE / VIANDE / ÉLEVAGE / ALIMENTATION DES ANIMAUX / SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE / AGROFORESTERIE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / ÉLEVAGE BIOLOGIQUE / AGRICULTURE / CHATAIGNE / NOIX / OLIVE / HUILE D'OLIVE / FONCIER / TERRE AGRICOLE / PRODUCTION DE PROXIMITÉ / ACCÈS À LA TERRE

2013, 324 p., éd. PASCAL GALODÉ ÉDITEURS

réf. 198-095 ; Rédaction : ABioDoc 

La bio au cœur de la transition agroécologique FNAB

La FNAB propose, au travers de ce cahier thématique, un tour d'horizon des pratiques et des initiatives qui contribuent au développement de l'agro-écologie. Après une courte définition, on découvre donc les multiples facettes de cette démarche tournée vers l'équilibre de la terre et la santé de l'homme. Parmi les retours d'expériences cités : exemple des céréaliers bio dans le Gers proposant des techniques innovantes en grandes cultures, celui du dispositif intraparcélaire de la Bergerie de Villarceaux (95), ou encore l'outil de diagnostic des pratiques utilisé par Bio de Provence. Les thèmes de la biodynamie et de l'agroforesterie sont également abordés, ainsi que différents éléments de réflexion sur ce que suppose la transition agro-écologique, que ce soit au niveau de l'implication locale autant que sur l'enjeu mondial qu'elle représente. À voir aussi, le zoom sur les 6 axes du programme 2014-2020 de l'ITAB, qui intègre les composantes de l'agro-écologie.

Mots clés : AGROÉCOLOGIE / AGROFORESTERIE / TRANSITION / AGRICULTURE BIODYNAMIQUE / PRATIQUE AGRICOLE / INNOVATION / EXPERIMENTATION / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / OUTIL DE DIAGNOSTIC / GRANDE CULTURE / FRANCE / RECHERCHE / ÉLEVAGE BIOLOGIQUE / SOCIÉTÉ / AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT / AUTONOMIE / MONDE / SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

2013, 46 p., éd. FNAB (Fédération Nationale d'Agriculture Biologique des Régions de France)

réf. 198-104 ; Rédaction : ABioDoc 

Manuel des intrants biologiques (MIB) : Productions végétales, animales et acéricole

DUVAL Jean / MENARD Geoffroy

Le Manuel des intrants bio (MIB) est un recueil des intrants commerciaux disponibles et autorisés en agriculture biologique au Québec. Le MIB 2014 est la seconde mise à jour faite par le CETAB+. Une introduction situe l'utilisation des intrants dans le contexte de la réglementation sur la certification biologique au Québec. Le corps du manuel est organisé selon les utilisations et la nature des intrants pour les productions végétales (amendements du sol, nutrition des cultures, phytoprotection, semences, plants), animales (aliments, additifs, suppléments, produits de soins de santé, auxiliaires, autres produits) et acéricole. Pour chaque type d'intrant, un tableau liste les produits disponibles, leurs descriptions, leurs fournisseurs, leurs usages, leurs approbations par les organismes de certification ainsi que les formats disponibles et les prix, s'il y a lieu. Les intrants qui pourraient être utilisés sous certaines conditions mais qui n'ont pas été approuvés par les certificateurs y sont identifiés, de même que des intrants non-autorisés qui pourraient être confondus pour des produits acceptés en AB. À la fin de chaque section, le lecteur trouve les coordonnées des fournisseurs identifiés dans la liste d'intrants. Le MIB est réalisé en collaboration avec les certificateurs québécois et des réviseurs du milieu afin de fournir une information fiable et à jour. Il revient normalement à l'exploitant de s'assurer auprès du fabricant ou du fournisseur que la composition du produit et, dans certains cas, son procédé de fabrication sont conformes aux exigences s'appliquant aux intrants. Le MIB priorise les intrants pour lesquels il existe des attestations de conformité, mais aussi d'autres intrants disponibles. Ce n'est toutefois pas une liste officielle. Les intrants pour la préparation des aliments ne sont pas couverts, ni les intrants nécessaires au fonctionnement et à l'entretien des équipements et machineries (ex. carburants et lubrifiants).

www.cetab.org/mib

Mots clés : AGRICULTURE BIOLOGIQUE / PRODUCTION VEGETALE / ELEVAGE BIOLOGIQUE / CEREALE / INTRANT / FERTILISATION / SEMENCE VEGETALE / AMENDEMENT / PROTECTION DES VEGETAUX / FOURNISSEUR / ALIMENT DES ANIMAUX / SANTE ANIMALE / ERABLE / REGLEMENTATION / CANADA / QUEBEC

2014, 123 p., éd. CETAB+ (Centre d'expertise et de transfert en agriculture biologique et de proximité)

réf. 198-315 ; Rédaction : CETAB+

Agriculture-environnement

Les ACV en AB : un sujet (très) controversé !

FOURRIÉ Laetitia / COULOMBEL Aude

L'analyse de cycle de vie (ACV) est une méthode destinée à mesurer l'impact environnemental de produits et services de consommation courante sur l'ensemble de leur durée de vie. Normée ISO, la méthodologie des ACV fait pourtant débat, notamment pour les acteurs de l'agriculture biologique. Le manque de références nécessaires est mis en avant, de même que la non-prise en compte de certaines spécificités de l'AB, telles que la génération d'un revenu pour les producteurs, ou encore, les impacts environnementaux sur la biodiversité et la qualité des sols. Par ailleurs, la diversité des systèmes biologiques rend difficile l'acceptation d'une évaluation unique par type de produit, mais, multiplier les ACV serait une solution lourde et coûteuse. L'affichage environnemental, qui devrait se généraliser dans les magasins, est basé sur les ACV. Les acteurs de la filière biologique craignent, d'une part, l'affichage de résultats aujourd'hui défavorables à la bio (en lien avec les manques méthodologiques exprimés précédemment) et, d'autre part, une perte de visibilité du logo AB. Ces deux types d'affichage devront en effet être cohérents et complémentaires pour ne pas pénaliser la filière.

Mots clés : AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / ANALYSE DU CYCLE DE VIE / FRANCE / AFFICHAGE ENVIRONNEMENTAL / METHODOLOGIE / CONTROVERSE / IMPACT ENVIRONNEMENTAL / REGLEMENTATION / PRODUIT AGRICOLE / PRODUIT BIOLOGIQUE / PRODUIT CONVENTIONNEL / COMPARAISON BIO-CONV

ALTER AGRI n° 123, 01/01/2014, 3 pages (p. 27-29)

réf. 198-067 ; Rédaction : ABioDoc

Solutions optimales pour une gestion durable des eaux de lavage de légumes à l'échelle de la ferme : projets pilotes

BRASSARD Patrick / GÉNÉREUX Mylène / CÔTÉ Caroline / et al

Le rejet dans les cours d'eau des matières en suspension et du phosphore issus du lavage des légumes racines pose un problème environnemental. Les producteurs agricoles doivent trouver des procédés de traitement accessibles qui permettent de réduire l'impact environnemental de cette eau. Un projet a été mis en place par une équipe de l'IRDA afin de trouver des solutions efficaces et applicables à l'échelle de la ferme pour limiter l'impact environnemental du rejet. Il s'est aussi donné pour objectif de préciser les voies de traitement qui devraient être envisagées selon les pratiques et opérations en place dans les entreprises. Les conclusions de cette étude ont révélé que le dessablage à sec devrait être favorisé dans la majorité des entreprises afin de faciliter la manutention des solides extraits. La recirculation de l'eau et/ou un ajustement de débit devraient aussi permettre une réduction de l'utilisation de l'eau. Les solutions diffèrent si les cultures sont en terre noire ou en terre minérale. En terre minérale, la sédimentation permet d'abattre les contaminants à des niveaux acceptables pour le rejet dans l'environnement tandis qu'en terre noire la sédimentation et la centrifugation sont peu efficaces pour abattre la majorité des contaminants puisque ceux-ci sont solubles. Dans ce dernier cas, le séjour en lagune aérée est approprié afin d'éviter l'ajout de coagulants. Ces options doivent être validées en vue d'une utilisation à l'échelle de la ferme sur une base quotidienne et sur une longue période. Des paramètres comme le pompage de l'eau sortant de la laveuse vers les unités de sédimentation primaire, la protection contre le gel de celles-ci, la méthode de vidange des solides sédimentés dans les bassins hors sol, ainsi que la méthode d'aération des lagunes sont à prendre en compte lors de l'implantation dans une ferme.

[www.irda.qc.ca/assets/documents/Publications/documents/brassard-et-al-](http://www.irda.qc.ca/assets/documents/Publications/documents/brassard-et-al-2014-rapport-gestion-eaux-lavage-legumes.pdf)

[2014-rapport-gestion-eaux-lavage-legumes.pdf](http://www.irda.qc.ca/assets/documents/Publications/documents/brassard-et-al-2014-rapport-gestion-eaux-lavage-legumes.pdf)

Mots clés : GESTION DE L'EAU / LAVAGE / IMPACT ENVIRONNEMENTAL / BASSIN TAMPON DE SEDIMENTATION / ETUDE / QUEBEC

2014, 61 p., éd. AAC (Agriculture et Agroalimentaire Canada)

réf. 198-306 ; Rédaction : CETAB+

A framework for evaluating ecosystem services provided by cover crops in agroecosystems

Un cadre pour évaluer les services écosystémiques fournis par les cultures de couverture dans les agrosystèmes (Anglais)

SCHIPANSKI MEAGAN E. / BARBERCHECK Mary / et al

Selon une équipe de chercheurs du Penn State's College of Agricultural Sciences aux É.-U., les cultures de couverture, en rotation avec les grandes cultures, largement acceptées comme étant écologiquement bénéfiques, le sont davantage qu'on ne le croyait auparavant. La recherche a quantifié les avantages offerts par les cultures de couverture pour plus de 10 services écosystémiques. Les avantages comprennent l'augmentation du carbone et de l'azote du sol, la prévention de l'érosion, de la colonisation mycorhizienne et des champignons bénéfiques du sol. Cette recherche présente un cadre pour évaluer les services écosystémiques dérivés des terres agricoles et la façon dont les cultures de couverture affectent ces services. Les chercheurs ont simulé, sur 3 ans, la rotation soja-blé-maïs avec et sans cultures de couverture dans le centre de la Pennsylvanie. La rotation des cultures de couverture comprend le trèfle rouge, le blé d'hiver et le seigle d'hiver, planté après le maïs. Le NRCS veut augmenter les superficies plantées en cultures de couverture à l'échelle nationale en passant de 2 millions actuellement à 20 millions d'acres en 2020. Le NRCS estime que l'augmentation de l'adoption des cultures de couverture en 2011 a conduit à une réduction moyenne de 78 % de la perte de sédiments, 35 % moins de perte d'azote de surface, 40 % de moins de perte d'azote du sous-sol, et une diminution de 30 % de la perte de phosphore total. Les cultures de couverture méritent d'être évaluées selon un système de mesure à long terme, contrairement à ce qui se fait actuellement.

www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0308521X13001492

Mots clés : Culture de couverture / ROTATION DES CULTURES / TREFLE / BLE D'HIVER / SEIGLE / SERVICE ECOSYSTEMIQUE / ETUDE / ETATS UNIS D'AMERIQUE AGRICULTURAL SYSTEM volume 125, 01/03/2014, 11 pages (p. 12-22)

réf. 198-312 ; Rédaction : CETAB+

Biodiversity Indicators for European Farming Systems : A Guidebook

Indicateurs de biodiversité dans les systèmes agricoles européens : Guide (Anglais)

HERZOG Felix / BALAZS Katalin / DENNIS Peter / et al

Le projet de recherche européen BioBio, conduit entre 2009 et 2012, avait pour objectif d'identifier des indicateurs de biodiversité permettant d'évaluer l'impact des pratiques de systèmes agricoles européens, biologiques et conventionnels à faibles intrants. Ainsi, au-delà de la nécessité qu'ils soient pertinents scientifiquement et pour leurs usages, ces indicateurs se devaient d'être génériques sur l'ensemble de ce vaste territoire. L'étude de la littérature existante et la mobilisation de chercheurs et de parties prenantes (organismes publics, organisations d'agriculteurs, associations de consommateurs...) ont permis de définir 23 indicateurs, classés en quatre grandes catégories :

- les indicateurs de la diversité génétique végétale et animale ;
- les indicateurs de diversité des espèces ;
- les indicateurs de diversité des habitats ;
- les indicateurs de gestion agricole.

Ils ont été testés sur 195 fermes dans 12 régions pédoclimatiques européennes, choisies comme cas d'étude. Ce guide, en anglais, présente la méthodologie mise en place, les indicateurs, et les principaux résultats du projet BioBio.

www.biobio-indicator.org/project.php?l=3

Mots clés : AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / AGRICULTURE CONVENTIONNELLE / SYSTEME A FAIBLES INTRANTS / EUROPE / BIODIVERSITE / INDICATEUR / RECHERCHE / INDICATEUR AGRO-ENVIRONNEMENTAL / CONSERVATION DES ESPECES / PRODUCTION ANIMALE / PRODUCTION VEGETALE / ESPECE / PRATIQUE AGRICOLE / HABITAT NATUREL / METHODOLOGIE / SYSTEME AGRAIRE

2012, 105 p., éd. AGROSCOPE - Station de recherche Agroscopie Reckenholz-Tänikon ART

réf. 198-084 ; Rédaction : ABioDoc

Indicateurs de biodiversité dans les systèmes agricoles européens : Sommaire du guide

HERZOG Felix / BALAZS Katalin / DENNIS Peter / et al

Le projet de recherche européen Biobio, conduit entre 2009 et 2012, avait pour objectif d'identifier des indicateurs de biodiversité pour les systèmes agricoles européens, biologiques et conventionnels à faibles intrants. 23 indicateurs, permettant d'évaluer les effets des pratiques agricoles sur la biodiversité, ont été définis. Ils sont classés en quatre grandes catégories :

- les indicateurs de la diversité génétique végétale et animale ;
- les indicateurs de diversité des espèces ;
- les indicateurs de diversité des habitats ;
- les indicateurs de gestion agricole.

Ce résumé, en français, du guide des indicateurs de biodiversité, publié en anglais, présente : - les indicateurs ; - le projet BioBio qui a conduit à leur élaboration ; - les études de cas sur lesquelles ils ont été testés (12 régions pédoclimatiques représentées) ; - la méthodologie de calcul des indicateurs ; - la perception de la biodiversité par les parties prenantes (organismes publics, de recherche, organisations d'agriculteurs, associations de consommateurs...) ; - les applications possibles au-delà des frontières de l'Europe ; - les conclusions du projet.

www.biobio-indicator.org/project.php?l=3

Mots clés : AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / AGRICULTURE CONVENTIONNELLE / SYSTEME A FAIBLES INTRANTS / EUROPE / BIODIVERSITE / INDICATEUR / RECHERCHE / INDICATEUR AGRO-ENVIRONNEMENTAL / CONSERVATION DES ESPECES / PRODUCTION ANIMALE / PRODUCTION VEGETALE / ESPECE / HABITAT NATUREL / PRATIQUE AGRICOLE / SYSTEME AGRAIRE

2012, 20 p., éd. AGROSCOPE - Station de recherche Agroscopie Reckenholz-Tänikon ART

réf. 198-085 ; Rédaction : ABioDoc

Dossier - Le concours général agricole des prairies fleuries

HANNACHI Yousri / SIMEON V. / CHIRON Aude/ et al

Initié localement, en 2007, par le Parc Naturel Régional du Massif des Bauges, le concours Prairies Fleuries est, depuis 2010, un concours national et, depuis 2014, un Concours Général Agricole. Ces herbages non-semés présentent une biodiversité naturelle importante. Toutefois, ils ne sont pas déconnectés du fonctionnement de la ferme et de l'agronomie puisqu'ils sont destinés à nourrir le bétail. Les services multiples rendus par les prairies fleuries sont évalués, dans le cadre de ce concours, grâce à un jury composé d'experts en agronomie, en écologie, et en apiculture. Ce dossier présente ce que sont ces prairies fleuries (qui représentent 30 % des prairies permanentes françaises), leurs intérêts agro-écologiques et économiques, le fonctionnement du concours, les raisons d'y participer, l'outil de communication qu'il représente, et les territoires et organisateurs concernés pour 2014. Le dispositif pédagogique "jury élèves" est également présenté. Dans ce contexte, des élèves de lycées agricoles sont invités à constituer des jurys. Ils seront ainsi évalués sur leur capacité à juger les qualités agronomiques et environnementales de prairies fleuries (hors concours général agricole).

Mots clés : AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT / PRAIRIE FLEURIE / FRANCE / AGRICULTURE CONVENTIONNELLE / CONCOURS AGRICOLE / BIODIVERSITE / AGROECOLOGIE / ECONOMIE / AGRONOMIE / PRAIRIE PERMANENTE / PEDAGOGIE CHAMBRES D'AGRICULTURE n° 1029, 01/01/2014, 12 pages (p. 13-20 et p. 25-28)

réf. 198-086 ; Rédaction : ABioDoc

Développement rural

Jennifer Corbeau et Bruno Jégou : Une SCI pour racheter des terres

BESNARD Antoine

Installée en novembre 2012 sur la commune de Trémargat, dans les Côtes-d'Armor, avec 50 brebis laitières bio, Jennifer Corbeau a été rejointe par son compagnon, Bruno Jégou, et ses 15 vaches allaitantes. L'installation s'est faite d'ailleurs sur la ferme familiale de ce dernier. Seulement, 20 des 40 ha sont loués à un voisin qui refuse catégoriquement de poursuivre la location avec les deux jeunes agriculteurs bio. Les animaux se retrouvent alors "sans pâturage fixe". La solidarité locale leur permet de mieux envisager l'avenir. Une Société Civile Immobilière (SCI) a en effet été créée sur la commune de Trémargat, afin de récolter, via l'épargne solidaire (part de 100 euros), l'argent nécessaire à l'achat de 22 ha, en vente sur une commune voisine. Fin 2013, 36 000 euros sur les 66 000 nécessaires ont été récoltés, dont 10 000 ont été investis par la commune de Trémargat. Un prêt bancaire pourrait venir compléter l'enveloppe.

Mots clés : COTES D'ARMOR / DEVELOPPEMENT RURAL / INSTALLATION AGRICOLE / FONCIER / ACCES A LA TERRE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / ELEVAGE BIOLOGIQUE / EPARGNE SOLIDAIRE CITOYENNE / OVIN / BOVIN / COLLECTIVITE TERRITORIALE SYMBIOSE n° 186, 01/01/2014, 2 pages (p. 18-19)

réf. 198-003 ; Rédaction : ABioDoc

Nord Pas de Calais : Une nouvelle zone maraîchère près de Lille

RIPOCHE Frédéric

A proximité de Lille, 47,7 ha ont été mis en réserve, à la demande de Lille Métropole, afin d'y développer une zone périurbaine de maraîchage. Les porteurs de projets sélectionnés se destinent majoritairement à une installation en bio, mais des conventionnels engagés dans des démarches de progrès, garanties par la certification HVE (Haute Valeur Environnementale), ont également pu candidater. Parmi les objectifs recherchés : développer les surfaces maraîchères locales, alimenter la restauration collective, protéger la ressource en eau (bassin de captage à proximité), développer un lieu d'échanges et de mutualisation, avec notamment la création d'un espace-test. Les premières cultures devraient voir le jour en 2015.

Mots clés : DEVELOPPEMENT RURAL / DEVELOPPEMENT DE L'AB / NORD PAS DE CALAIS / MARAICHAGE / INSTALLATION AGRICOLE / ESPACE TEST / APPROVISIONNEMENT LOCAL / RESTAURATION COLLECTIVE / EAU / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / HAUTE VALEUR ENVIRONNEMENTALE / COLLECTIVITE TERRITORIALE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 1 page (p. 9)

réf. 198-015 ; Rédaction : ABioDoc

Yann et Gilbert Le Jeloux : Du stade animal au stade végétal

BESNARD Antoine

Gilbert Le Jeloux a fortement fait évoluer la ferme familiale qu'il a reprise en 1977. Il commence en bio "par instinct" avant de prendre conscience que ce mode de production lui convient. Il a d'abord commencé par l'élevage laitier, en vente directe. Puis, peu à peu, la part du végétal a augmenté, en particulier la production de pommes de terre et de plants de ce tubercule. En 1998, le troupeau laitier est arrêté pour laisser la place à la production de viande biologique. Au final, l'élevage est stoppé en 2010 et le système entièrement consacré à la production végétale. Installé maintenant avec son fils, ce producteur travaille en permanence à améliorer son système, à le rendre indépendant malgré l'arrêt de l'élevage tout en respectant ses valeurs. Un maître mot pour cet agriculteur : "il faut oser".

Mots clés : TEMOIGNAGE / DEVELOPPEMENT RURAL / POMME DE TERRE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / MORBIHAN / GRANDE CULTURE / MAIS / CEREALE / EVOLUTION / SYSTEME / TRAJECTOIRE

SYMBIOSE n° 187, 01/02/2014, 2 pages (p. 18-19)

réf. 198-035 ; Rédaction : ABioDoc

Les productions de niche : Une diversité qui cache souvent une passion !

BIO CENTRE' MAG

Les productions de niche peuvent être définies par divers critères : représenter un petit segment de marché (en termes de clientèle ou de produits) et toucher un nombre restreint de producteurs. Secteur souvent peu concurrentiel, ces productions peuvent être intéressantes au niveau rentabilité. Cet article regroupe les témoignages de divers producteurs de niche, en AB, de la région Centre : une productrice de gelée royale, un éleveur de cervidés, un producteur de chanvre et cameline qui va jusqu'à la production d'huile, une productrice de champignons, une autre d'escargots ou encore une de safran. Ces témoignages illustrent une certaine diversité, mais montrent souvent qu'une passion motive ces producteurs.

Mots clés : AGRICULTURE BIOLOGIQUE / CENTRE / DEVELOPPEMENT RURAL / TEMOIGNAGE / AGRICULTEUR / PRODUCTION DE NICHE / MOTIVATION / GELEE ROYALE / CHANVRE / CERVIDÉ / ELEVAGE BIOLOGIQUE / CHAMPIGNON / SHIITAKE / ESCARGOT / HELICICULTURE / SAFRAN

BIO CENTRE' MAG n° 10, 01/11/2013, 3 pages (p. 4-6)

réf. 198-040 ; Rédaction : ABioDoc

Nids d'activité : Un levier à l'installation

RIPOCHE Frédéric

Des agriculteurs, souhaitant voir se diversifier les activités sur leur exploitation ou anticipant la question de la transmission de leur système, font le choix d' "accueillir" sur leur ferme un ou des porteurs de projet, futurs producteurs cherchant à s'installer ou à tester une activité. Ainsi, un éleveur allaitant breton a accueilli une jeune agricultrice voulant faire de la transformation laitière en débutant avec un petit troupeau de huit têtes, ainsi qu'un maraîcher. Quatre associations bretonnes, Entraide Rurale, La Marmite, FDCivam 35 et Terre de Liens Bretagne ont constitué un collectif, "Nids d'activité", afin d'accompagner ces initiatives d'accueil, leur donnant ainsi ce même nom de nid d'activité. Le but de ce collectif est d'aider accueillant et accueilli, par exemple à définir au mieux leur projet ou à étudier les formes juridiques possibles afin d'optimiser les chances de succès. Une convention tripartite d'accompagnement a été créée, liant l'accueillant, l'accueilli et le collectif. Il existerait entre 20 et 30 nids d'activité en Bretagne. Le collectif espère recevoir le soutien des institutions pour mieux accompagner ces initiatives issues du terrain.

Mots clés : INSTALLATION AGRICOLE / NID D'ACTIVITE / DEVELOPPEMENT RURAL / BRETAGNE / PROJET / TEMOIGNAGE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / ELEVAGE BIOLOGIQUE / COLLECTIF / ACCOMPAGNEMENT / MARAICHAGE / ECHANGE / PARTAGE / ENTRAIDE / FONCIER / ASPECT SOCIAL

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 2 pages (p. 25-26)

réf. 198-049 ; Rédaction : ABioDoc

Bio portrait : Véronique Guitton, EARL la Violaye (44)

GRASTEAU Alain

L'agricultrice qui témoigne ici décrit son parcours professionnel, de sa formation à sa situation actuelle, en passant par neuf ans au contrôle laitier, avant de s'installer en 1997 avec son mari sur l'exploitation familiale de ce dernier, puis de se convertir à la bio en 2009. Cette trajectoire est aussi celle d'une exploitation en bovins lait dont le système conventionnel très intensif, est devenu de plus en plus herbager, plus extensif avant de devenir bio. Ce témoignage illustre aussi certains points intéressants comme l'impact du foncier, de facteurs sociaux qui peuvent favoriser une conversion (comme des contacts, un réseau...) ou encore l'importance de la formation. Cette agricultrice a doublé son engagement en AB d'un engagement dans diverses associations ou groupes autour de la bio ou des systèmes herbagers.

Mots clés : LOIRE ATLANTIQUE / TEMOIGNAGE / SYSTEME HERBAGER / ELEVAGE BIOLOGIQUE / CONVERSION / ELEVAGE LAITIER / TRAJECTOIRE / BOVIN LAIT

VOIX BIOLACTEE (LA) n° 75, 01/01/2014, 4 pages (p. 22-25)

réf. 198-055 ; Rédaction : ABioDoc

Les circuits courts alimentaires rapprochent les habitants

FUCHS François

L'auteur présente les bienfaits qui découlent d'un rapprochement entre consommateurs et producteurs, via un point de vente directe, qu'il s'agisse d'une AMAP, d'un magasin de producteurs, ou d'autres systèmes... Côté producteurs, la plus-value est en général plus intéressante en filière courte, et le contact avec les consommateurs leur permet d'en connaître à la fois les attentes et les retours sur leurs produits. Côté consommateurs, se trouve la satisfaction de manger des produits sains, frais et écologiques issus d'un environnement local (connaissance du producteur, économie de CO2, réduction des emballages...), et de rencontrer d'autres personnes avec les mêmes préoccupations. Cela débouche souvent sur un resserrement du lien social dans les campagnes, et d'une meilleure compréhension du monde agricole.

Mots clés : CIRCUIT COURT / ALIMENTATION HUMAINE / DEVELOPPEMENT RURAL / RELATION PRODUCTEUR CONSOMMATEUR / TERRITOIRE / COMMERCIALISATION / VENTE DIRECTE / DIMENSION SOCIALE / ASPECT SOCIAL / SOCIETE / CONSOMMATION / PRODUIT LOCAL / ORGANISATION TRAVAUX ET INNOVATIONS n° 202, 01/11/2013, 2 pages (p. 25-26)

réf. 198-057 ; Rédaction : ABioDoc

Ma vie : Vincent Favreau : nourrir la confiance

DEMAZEL Vincent

Vincent Favreau, maraîcher bio, s'est installé en 1997 sur l'exploitation familiale, non loin de Doué-la-Fontaine, dans le Maine-et-Loire. Depuis 2009, il est associé avec Denis. Leur production permet de fournir des paniers de légumes à 95 familles, par le biais de la première AMAP du département, créée par Vincent. Cette relation avec les consommateurs va bien au-delà du simple commerce, puisque ces derniers participent activement à la vie de la ferme : en participant à des travaux sur les bâtiments, dans les parcelles, ou encore en participant financièrement à un prêt solidaire. Pour répondre à la demande croissante en légumes à l'échelle locale, Vincent et Denis ont mis en place une organisation pointue. Ils travaillent ensemble du 15 avril au 15 septembre, et en alternance le reste de l'année.

Mots clés : MARAICHAGE / MAINE ET LOIRE / TEMOIGNAGE / AMAP / RELATION PRODUCTEUR CONSOMMATEUR / VENTE DIRECTE / VENTE DE PANIERS / FILIERE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE ENTRAID'OC n° 363, 01/03/2014, 2 pages (p. 60-61)

réf. 198-079 ; Rédaction : ABioDoc

Energie

Sylvie Monier : Directrice de Mission Haies Auvergne : "Le défi du bocage demain : valoriser la biomasse produite"

EBRARD Elsa

Dans ce long interview, Sylvie Monier, agronome spécialisée en agroforesterie et plus spécialement sur les haies, raconte le contenu de son travail à la "Mission Haies Auvergne". Bien qu'étant une femme dans le milieu agricole, à l'image écolo puisqu'elle défend la haie, elle parvient à montrer aux agriculteurs les avantages des haies, agricoles (protection des auxiliaires, contre l'érosion...) et économiques (valorisation du bois de coupe, "litière bocagère"...). Ses différentes missions sont détaillées, notamment son approche des agriculteurs, la mise en place d'un réseau et ses collaborations avec diverses instances (CUMA, DDE, chambres d'agriculture...).

Mots clés : HAIE / BOIS ENERGIE / VALORISATION / AUVERGNE / BOCAGE / BIOMASSE / ASSOCIATION / AGRICULTURE / AGRICULTEUR / AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT / MASSIF CENTRAL / AGROFORESTERIE / ARBRE / ENTRETIEN / COLLECTIVITE / RESEAU / ASPECT ECONOMIQUE TRAVAUX ET INNOVATIONS n° 202, 01/11/2013, 4 pages (p. 5-8)

réf. 198-056 ; Rédaction : ABioDoc

Le digestat : une nouvelle matière fertilisante

VIARD Nathalie

Cet article est extrait du dossier de la revue Travaux & Innovations n°203 : "La méthanisation agricole : de l'énergie et des idées !". Peu d'études existent pour connaître et qualifier la composition des digestats issus des différentes digestions de matières organiques lors de la méthanisation. Pour le moment, et même si dans certains cas le digestat constitue un excellent amendement, il ne peut accéder au statut de produit et être commercialisé suivant une norme. Mais le bureau unique de Normalisation pour la Fertilisation (BN FERTI) se penche sur la question et devrait bientôt palier ce manque. Par ailleurs, l'ANSES a reçu plusieurs dossiers d'homologation du digestat. Ce qui, à terme, devrait permettre de vendre ce produit. Un guide, réalisé en 2011 par l'ADEME ("Qualité agronomique et sanitaire des digestats"), fait aussi le point.

Mots clés : BIOGAZ / METHANISATION / ENERGIE RENOUVELABLE / DIGESTAT / ASPECT ECONOMIQUE / REGLEMENTATION / FERTILISATION / FRANCE / HOMOLOGATION / AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT / EPANDAGE / AMENDEMENT ORGANIQUE

TRAVAUX ET INNOVATIONS n° 203, 01/12/2013, 2 pages (p. XIV-XV)

réf. 198-091 ; Rédaction : ABioDoc

Le biogaz agricole, une histoire vieille de 10 ans

VIARD Nathalie

Cet article est extrait du dossier de la revue Travaux & Innovations n°203 : "La méthanisation agricole : de l'énergie et des idées !". La France est passée de deux digesteurs (pour produire du biogaz) dans les fermes en 2002, à 150 unités en 2013 (à titre de comparaison, l'Allemagne en avait déjà 3000 en 2006 !). Pour comprendre cette évolution, l'article retrace l'historique des lois et du contexte tarifaire de rachat de l'électricité. En 2003, le rachat d'électricité produite par cogénération était fixé à 8 euros/kWh et permettait difficilement la rentabilité des exploitations. De 2006 à 2010, c'est le « temps des pionniers » : les directives cadres européennes sur les déchets et sur la production d'énergie renouvelable se mettent en place. Dans le droit français, cela se traduit par des mesures en faveur de la méthanisation à la ferme, dont des rachats très réévalués : +132% à 15,2 euros/kWh. La méthanisation est reconnue comme activité agricole en 2010, des études sont menées pour disposer de premiers retours d'expériences et de transfert de technologies, notamment de l'Allemagne. Enfin, la période 2010-2013 peut être qualifiée de « temps de la diffusion », avec la création de l'Association des Agriculteurs Méthaniseurs de France (AAMF) en 2010, une nouvelle revalorisation des tarifs de rachat (+32%) en 2011, et enfin, en 2013, la mise au point d'un plan Energie Méthanisation Autonomie Azote (EMAA), porté par les ministères de l'Agriculture et de l'Ecologie. Objectif : 1000 installations en 2020.

Mots clés : BIOGAZ / ENERGIE RENOUVELABLE / FRANCE / METHANISATION / REGLEMENTATION / ACTIVITE AGRICOLE / HISTORIQUE / POLITIQUE / FILIERE / EVOLUTION

TRAVAUX ET INNOVATIONS n° 203, 01/12/2013, 2 pages (p. III-IV)

réf. 198-058 ; Rédaction : ABioDoc

Association Agriculteurs Méthaniseurs de France : Un collectif Recherche et Développement

TORCY Bertrand de

Cet article est extrait du dossier de la revue Travaux & Innovations n°203 : "La méthanisation agricole : de l'énergie et des idées !". L'Association des Agriculteurs Méthaniseurs de France (AAMF) est un collectif d'agriculteurs qui, par l'échange et la mise en réseau, cherche à améliorer la maîtrise de cette nouvelle activité. L'association développe des outils, des connaissances, met en place des bonnes pratiques et des références. Mais, ce collectif est également une force pour faire remonter, au niveau décisionnel et politique, des propositions pour adapter la réglementation à cette filière naissante. N'acceptant que des membres disposant déjà du permis de construire d'un biodigester, l'association regroupe aujourd'hui, après 3 ans d'existence, une soixantaine de structures agricoles, soit 30% des installations de méthaniseurs. Elle est accompagnée notamment par TRAME et financée par l'ADEME pour qui, en matière de méthanisation, l'agriculteur restera le principal fournisseur de matières premières. Grâce à cette association, les agriculteurs se rencontrent fréquemment et se soutiennent techniquement et moralement. Ils deviennent très pointus sur certains dossiers (digestat, injection) et servent alors de personnes ressources dans différents groupes de travail. Ils communiquent aussi, notamment via leur site www.methaniseursdefrance.com.

Mots clés : BIOGAZ / METHANISATION / ASSOCIATION / COLLECTIF D'AGRICULTEURS / ENERGIE RENOUVELABLE / FRANCE / ECHANGE / FORMATION / DIFFUSION / TEMOIGNAGE

TRAVAUX ET INNOVATIONS n° 203, 01/12/2013, 2 pages (p. V-VI)

réf. 198-059 ; Rédaction : ABioDoc

L'approvisionnement : des enjeux complexes

MERLE Sophie

Cet article est extrait du dossier de la revue Travaux & Innovations n°203 : "La méthanisation agricole : de l'énergie et des idées !". L'installation d'un méthaniseur est à bien réfléchir, et l'étude des coûts fait partie de cette réflexion. Cette étude est complexe, car beaucoup de paramètres entrent en jeu : à la sortie, le prix de vente du kWh (calculé dans l'article à 0,072 euros/kwh, ce qui revient à 217 euros/tonne de matière sèche) ; à l'entrée, le coût de gestion et d'entretien du site de méthanisation, estimé ici à 400 euros / tonne de matière sèche. En gros, le calcul montre que le fournisseur de matière première doit être prêt à payer un minimum de 157 euros pour se débarrasser d'une tonne de matière sèche pour que le méthaniseur ne coûte rien (un tableau dans cet article fournit les détails du calcul). Mais, la stratégie va au-delà des simples coûts. En effet, les bactéries responsables de la digestion ne doivent pas subir des variations trop fortes dans le type de matières premières à traiter ; par ailleurs, l'exploitant doit disposer d'un stock de matières premières ensilées, afin de pouvoir négocier au mieux l'approvisionnement d'autres matières premières, sans devoir interrompre la chaîne de digestion. Et le stockage doit veiller à ne pas dégrader le potentiel méthanogène de ces matières.

Mots clés : BIOGAZ / METHANISATION / FRANCE / DEVELOPPEMENT / FILIERE / APPROVISIONNEMENT / ENERGIE RENOUVELABLE / RENTABILITE / MATIERE PREMIERE / COÛT / CO-DIGESTION
 TRAVAUX ET INNOVATIONS n° 203, 01/12/2013, 2 pages (p. X-XI)

réf. 198-060 ; Rédaction : ABioDoc

La petite méthanisation portée par le marché du carbone

ROBERT Manon

Cet article est extrait du dossier de la revue Travaux & Innovations n°203 : "La méthanisation agricole : de l'énergie et des idées !". Le Protocole de Kyoto oblige les gros émetteurs de gaz à effet de serre (GES) à les compenser, en séquestrant ou réduisant une quantité équivalente de GES dans un autre endroit de la Planète. D'autres acteurs, non soumis aux obligations du Protocole de Kyoto, opèrent cette même compensation sur une base de volontariat, souvent aidés par des ONG, comme GoodPlanet, qui met en relation des acteurs du Nord (qui achètent des points carbone) avec des projets du Sud (qui eux économisent des GES). L'article décrit trois projets de construction de biodigesteurs, en Inde, au Mali et en Chine. Il s'agit à chaque fois de produire du biogaz et des fertilisants (via le digestat), ce qui lutte contre la déforestation (le biogaz remplace une partie du bois de chauffe), les engrais chimiques, et réduit in fine la pauvreté locale. Un encadré sur GoodPlanet permet d'en savoir plus (www.goodplanet.org).

Mots clés : METHANISATION / ENERGIE RENOUVELABLE / BIOGAZ / MONDE / EMISSION / GAZ A EFFET DE SERRE / ENVIRONNEMENT / CREDIT CARBONE / INDE / CHINE / MALI / COMPENSATION CARBONE / RELATION NORD SUD / AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT

TRAVAUX ET INNOVATIONS n° 203, 01/12/2013, 2 pages (p. XXIII-XXIV)

réf. 198-093 ; Rédaction : ABioDoc

L'injection : du gaz renouvelable dans les tuyaux

LE GUEN Gaëlle / MAGUIN Charles

Cet article est extrait du dossier de la revue Travaux & Innovations n°203 : "La méthanisation agricole : de l'énergie et des idées !". La méthanisation permet de produire du biogaz : et ensuite ? Si le biogaz peut être valorisé par combustion dans une chaudière ou dans un moteur de cogénération, il existe une autre voie à fort potentiel : la production de biométhane, qui peut ensuite être injecté dans le réseau de gaz naturel ou utilisé comme carburant. Il doit, avant cela, avoir été épuré, car le biogaz contient 50 à 60% de méthane (CH₄), 35 à 45 % de CO₂ et le reste en eau et quelques traces d'autres éléments... L'épuration du biogaz n'existe que très peu en France : 4 à 5 installations seulement fin 2013, mais les arrêtés permettant l'injection du biométhane dans le réseau ont été publiés fin 2011. La logistique est cependant assez lourde puisque, pour l'injecter dans le réseau, le biogaz a besoin d'être comprimé, ce qui est parfois complexe pour un agriculteur. Mais, certains constructeurs de machines agricoles commencent à commercialiser des engins fonctionnant au biogaz, et la miniaturisation des process laisse espérer qu'un jour, les agriculteurs produiront eux-mêmes leurs bonbonnes de biogaz. Une autre voie d'avenir serait la transformation de l'énergie électrique produite par des systèmes renouvelables (solaire ou éolien par exemple) en biométhane (technique possible si on possède du CO₂), afin de stocker l'énergie surnuméraire en période creuse.

Mots clés : BIOGAZ / METHANISATION / ENERGIE RENOUVELABLE / BIOMETHANE / EUROPE / FRANCE / INJECTION

TRAVAUX ET INNOVATIONS n° 203, 01/12/2013, 2 pages (p. XXI-XXII)

réf. 198-092 ; Rédaction : ABioDoc

Pour l'amour de l'eau

SALINA Irena

L'eau, ou or bleu, représente aujourd'hui un enjeu économique mondial majeur. Au même titre que le pétrole ou l'électricité, c'est une ressource importante de profits, et les multinationales s'organisent pour s'en emparer et répondre à leurs intérêts, au détriment des problématiques écologiques (raréfaction accélérée, pollutions des sources...) et humaines (accès à l'eau potable...). C'est le constat alarmant que dresse ce documentaire, dans lequel la réalisatrice a interrogé, durant trois ans, scientifiques, militants écologistes, porte-parole d'entreprises ou simples citoyens partout dans le monde. L'accès à l'eau est-il un droit ? Cette question risque de devenir de plus en plus d'actualité.

Mots clés : EAU / ACCÈS À L'EAU / GESTION DE L'EAU / RARETE DE L'EAU / ENVIRONNEMENT / SOCIETE / MONDE / TEMOIGNAGE

2014, DVD Video : 1h23, éd. EDITIONS MONT-PARNASSE

réf. 198-107 ; Rédaction : ABioDoc

Environnement

La possibilité d'être humain

KRUGER Thierry / GIRAULT Pablo

Documentaire de Thierry Kruger et Pablo Girault qui s'interroge sur la place de l'homme dans notre société moderne, faite de surconsommation, de recherche systématique du profit et d'individualisation. A travers différents témoignages, le film présente des alternatives pour vivre avec "moins de biens et plus de liens", pour "ré-enchanter" notre monde, et propose des solutions qui rendent à l'homme son caractère... humain. Il y est question notamment d'agriculture et de son évolution, et on notera l'intervention de Marc Dufumier, ingénieur agronome.

Mots clés : ALTERNATIVE / TEMOIGNAGE / SOCIETE / DECROISSANCE / AGRICULTURE

2013, DVD Video : 1h25, éd. EDITIONS MONT-PARNASSE

réf. 198-106 ; Rédaction : ABioDoc

VIE PROFESSIONNELLE

Economie

Dossier : Economie solidaire

NIONCEL Claire / VALOIS Alexie / GIRAUD-CHATENET Sophie / et al

L'adoption, en France, en novembre 2013, du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire permet une reconnaissance légale de cette voie économique et des 200 000 entreprises qui la pratiquent (associations, coopératives...). L'économie sociale et solidaire se caractérise par la " poursuite d'un but d'utilité sociale », une " gouvernance démocratique ou participative définie par des statuts », et " une gestion dont l'objectif lucratif est limité et encadré ». Plusieurs initiatives, d'ores et déjà mises en place, sont présentées dans ce dossier. Parmi elles, un certain nombre concernent le secteur agricole : - la Banaste de Marianne et ses salariés en réinsertion trient les fruits et légumes invendus du marché de Marseille pour les redistribuer aux plus démunis ; - Vitamine T crée des entreprises d'insertion, par exemple, en maraîchage biologique ; - les Banques alimentaires collectent chaque matin les produits frais des GMS, retirés avant péremption ; - " la Ruche qui dit Oui ! » est une plateforme web qui facilite le lien entre producteurs et consommateurs ; - le pôle territorial de coopération économique " Mundo Les Ateliers » réunit des agriculteurs du Tarn pour une meilleure valorisation de leurs produits ; - l'Isomir, Industrialisation solidaire en milieu rural, propose des solutions techniques, réglementaires, ou encore commerciales, aux petits producteurs agricoles.

Mots clés : ECONOMIE SOCIALE / ECONOMIE SOLIDAIRE / INITIATIVE / FRANCE / AGRICULTURE / AGROALIMENTAIRE / INSERTION PROFESSIONNELLE / ENTREPRISE D'INSERTION / ENTREPRISE / VALORISATION DES PRODUITS / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / SOCIETE

INFORMATION AGRICOLE (L') n° 873, 01/12/2013, 12 pages (p.10-21)

réf. 198-028 ; Rédaction : ABioDoc

Formation

Réseau Formabio : La bio investit l'enseignement agricole

RIVRY-FOURNIER Christine

Sous l'impulsion du plan d'action bio 2007-2012, les établissements de formation ont développé leurs offres en agriculture biologique, mais il reste encore du travail à fournir. En effet, dans l'enseignement supérieur, il n'existe encore aucun master consacré à la bio, et l'offre des écoles d'ingénieurs devrait être plus visible. Le nouveau plan de développement de la bio, Ambition Bio 2017, pourrait permettre de poursuivre les efforts engagés. Une cinquantaine de responsables de formations, d'enseignants et de directeurs d'exploitations agricoles et de CFPPA se sont réunis à la rencontre annuelle de Formabio, le réseau bio de l'enseignement agricole de la DGER. L'occasion de souligner l'intégration de l'agroécologie et de l'agriculture bio dans les référentiels de l'enseignement. Le développement de la bio devrait passer par la formation des enseignants eux-mêmes, par des liens entre enseignement et recherche et par la mobilisation des exploitations de lycées agricoles, dont plus de la moitié ont une activité en bio.

Mots clés : FORMATION / ENSEIGNEMENT AGRICOLE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / FRANCE / ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT / LYCEE AGRICOLE / DEVELOPPEMENT DE L'AB

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 2 pages (p. 19-20)

réf. 198-020 ; Rédaction : ABioDoc

Généralités

Dossier – Voyage en alternatives

PEGEAULT Nelly / NOVEL Anne-Sophie / MOSSALGUE Marc / et al

Qu'elles concernent l'agriculture, l'écologie, l'économie, le social, l'énergie, etc., des initiatives citoyennes et alternatives se développent, partout dans le monde. Ce dossier en présente certaines. Parmi celles-ci, l'épicerie " Le Zeybu solidaire », dans la banlieue de Grenoble, propose, dans un commerce local et autogéré par les habitants du quartier, des produits locaux, provenant directement des producteurs. Le village alternatif d'Emmaüs Lescar-Pau possède une ferme alternative qui compte un verger et 1500 animaux de races locales : vaches béarnaises, poules gasconnes, dindons noirs du Gers, ânes et chèvres des Pyrénées..., et des variétés végétales anciennes : pomme Perasse de Nay, pêche Roussane de Monein... Autres initiatives : - les légumes envahissent nos villes avec l'émergence de jardins sur les espaces publics délaissés ; - en Grèce, Nikos et Yiannis ont quitté la ville pour s'installer en pleine forêt, sur l'île d'Eubée. Une fois leurs maisons de paille construites, ils espèrent pouvoir vendre une partie de leurs productions légumières ; - la Nef, coopérative bancaire solidaire, est à l'origine de la Foncière Terre de Liens, qui acquiert des terres agricoles grâce à l'épargne solidaire.

Mots clés : AGRICULTURE / JARDIN EN VILLE / ALTERNATIVE / FRANCE / GRECE / MONDE / CITOYEN / INITIATIVE / EPICERIE / AGRICULTURE URBAINE / SOCIETE / ECONOMIE SOLIDAIRE / MONNAIE / PRODUIT LOCAL / BIODIVERSITE

NATURE & PROGRES n° 95, 01/11/2013, 18 pages (p. 21-38)

réf. 198-006 ; Rédaction : ABioDoc

Quatre stratégies pour lever les résistances

MILLET Séverine

La résistance au changement ou à l'action se rencontre souvent et généralement dès le début de la phase d'échange. Sont présentées ici quatre stratégies différentes pour accompagner le changement, illustrées à partir de cas issus de l'environnement ou du développement durable. Ces stratégies sont basées sur la dynamique psycho-socio-culturelle du changement. La première approche est déjà de mieux réagir aux résistances, notamment en ne créant pas une contre-résistance qui amène à renforcer la résistance de l'interlocuteur. Il faut entendre ces résistances et, en particulier, éviter le piège de vouloir convaincre avant tout, ce qui exclut l'autre. La seconde stratégie vise à tenir compte de la résistance et à l'utiliser. Par exemple, en cas d'argument sur le manque de temps pour s'investir, entendre la remarque et demander alors, par exemple, ce qui est possible dans le temps disponible et lancer alors une démarche de " petits pas » dans l'action. La troisième approche proposée s'appuie sur l'idée d'ouvrir le champ des possibles en travaillant l'imaginaire. Demander, par exemple, ce que pourrait être l'avenir sur un point donné et, à partir de là, échanger sur le comment y arriver, toujours à travers l'imaginaire. La quatrième stratégie propose de transformer la résistance en motivation. Si on reprend l'exemple du manque de temps, l'idée ici est plutôt de dire " puisse qu'on manque de temps, consacrons nous sur l'essentiel et soyons efficace ». Ces stratégies sont autant d'outils à mobiliser pour accompagner le changement, la concertation ou la construction d'actions partagées.

www.nature-humaine.fr/lettres

Mots clés : CHANGEMENT / SOCIETE / RESISTANCE / ENVIRONNEMENT / DEVELOPPEMENT DURABLE / STRATEGIE / ACCOMPAGNEMENT / ECHANGE / MOTIVATION / DIALOGUE

NATURE HUMAINE - LA LETTRE n° 12, 01/01/2014, 11 pages (p. 1-11)

réf. 198-034 ; Rédaction : ABioDoc

Organisation de l'AB

Henri Thépaut : Paysan bio cohérent

BESNARD Antoine

Installé à Plabennec, dans le Finistère, Henri Thépaut est maraîcher en agriculture biologique depuis 1988. Son engagement syndical a été continu : d'abord président du GAB, il a ensuite été président de la FRAB puis de la FNAB, de 2005 à 2009. Lorsque la réglementation bio s'est vue harmonisée à l'échelle européenne, avec un cahier des charges commun, Henri Thépaut a tout de suite pointé du doigt un certain assouplissement des règles par rapport à la réglementation AB française précédemment en vigueur. Pour lui, certains agriculteurs bio se sont sentis dépossédés du logo AB et voient le risque du développement d'une agriculture biologique industrielle, tournée vers la grande distribution. L'idée de créer une marque privée, Bio Cohérence, voit alors le jour. Henri Thépaut en est le président depuis 2011. Avec un nombre d'adhésions plutôt mitigé (350 adhérents en 2013 pour 1 000 espérés), la marque va s'ouvrir aux transformateurs et distributeurs.

Mots clés : AGRICULTURE BIOLOGIQUE / FILIERE / TEMOIGNAGE / FINISTERE / FRANCE / EUROPE / REGLEMENTATION / MARQUE PRIVEE / CAHIER DES CHARGES / CIRCUIT DE DISTRIBUTION / CONTROVERSE

SYMBIOSE n° 185, 01/12/2013, 2 pages (p. 10-11)

réf. 198-002 ; Rédaction : ABioDoc

Politique agricole

Programme Ambition Bio 2017 : Projets exemplaires

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

Ce document recense et met en lumière certains projets jugés exemplaires par l'ensemble des parties prenantes à la construction du programme Ambition Bio 2017. Les descriptifs des projets ont été rédigés et transmis par les DRAAF après concertation avec les Régions.

- Axe N°1 : CASE (communauté d'agglomération Seine-Eure), Haute-Normandie ; Site pilote "National" Eau & Bio Les Plaines et Vallées de Niort, Poitou-Charentes ; Les Semeurs du Possible, Bourgogne ; Pass Bio, Bretagne ; Les Champs des Possibles, Ile-de-France ; BIORHI'N, Alsace ; "Analyse du fonctionnement et des performances des systèmes d'élevage agrobiologiques du Massif Central" lancé et coordonné par le Pôle AB Massif Central, 6 régions concernées ; Expérimentation en système bovin allaitant autonome bio par la Ferme des Bordes, Centre ; Journées Techniques, Limousin ; Pôle de conversion, Rhône-Alpes ; Salon Tech & Bio, Rhône-Alpes.
- Axe N°2 : Reine Mathilde, Basse-Normandie ; SICA EST ALI BIO, Lorraine ; "Du développement de la collecte de céréales Bio régionales à la valorisation de produits carnés Bio...", Midi-Pyrénées ; Partenariat Biolait / Système U, Projet national ; Les Amis de Juliet, Projet pluri-régional.
- Axe N°3 : Action de sensibilisation du jeune public et développement de la consommation en restauration collective : le concours "Les Petits Reporters de la Bio", Projet national ; Territoire Bio Engagé, Aquitaine ; Manger Bio Champagne Ardenne, Champagne-Ardenne ; Les Biocabas du Nord, Nord-Pas-de-Calais.
- Axe N°4 : ARTEMIS (Animation du Réseau de Travail sur l'Environnement, le Matériel, les Intrants et le Sol), Franche-Comté ; AGRO-TRANSFERT "AGRI-BIO" : de la Connaissance à la Performance, Picardie ; "Qui Fait Quoi ?", Projet national.
- Axe N°5 : De la formation en maraîchage biologique à la couveuse d'entreprise : le projet territorial et multipartenarial de l'EPIEFPA de Fayl-Billot, Champagne-Ardenne ; Groupe de travail AB : productions et formations AB dans l'enseignement agricole, PACA ; PEDAGOBIO, Pays de la Loire ; Cycle Ingénieur : Module de formation spécifique à l'agriculture biologique intitulé "Agriculture biologique... ou agricultures biologiques ?" ; Formation co-habituée Licence Professionnelle Agriculture Biologique Conseil et Développement (ABCD).

- Animation et Suivi du Programme : Contrat de filière "Agir pour la Bio", Languedoc-Roussillon ; Club d'Entreprises Bio, Nord-Pas-de-Calais ; Pôle Conversion Bio, Poitou-Charentes.

<http://agriculture.gouv.fr/ambition-bio-2017>

Mots clés : AGRICULTURE BIOLOGIQUE / DEVELOPPEMENT DE L'AB / FRANCE / POLITIQUE AGRICOLE / PLAN DE DEVELOPPEMENT / FILIERE / CONSOMMATION / FORMATION / RECHERCHE / PROTECTION DE L'EAU / AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT / TEST D'ACTIVITE / CONVERSION / ACCOMPAGNEMENT / COUVEUSE D'ENTREPRISE / REFERENCE TECHNICO-ECONOMIQUE / DONNEE ECONOMIQUE / EXPERIMENTATION / ELEVAGE BIOLOGIQUE / JOURNEE TECHNIQUE / PÔLE DE CONVERSION / SALON / STRUCTURATION DES FILIERES / RESTAURATION COLLECTIVE / PANIER / TERRITOIRE / COLLECTIVITE / ENSEIGNEMENT AGRICOLE / ENTREPRISE
 2013, 68 p., éd. MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT
 réf. 198-096 ; Rédaction : ABioDoc

Ambition bio 2017 : Nouvelle version, plus de détails

BIOFIL

Le plan Ambition bio 2017, qui vise le doublement des surfaces bio d'ici 2017, a été présenté, en décembre 2013, par le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll. Début 2014, certains éléments sont venus compléter cette première version du plan. Ceux qui concernent l'axe Production sont présentés dans cet article. Ces mesures concernent les aides à l'agriculture biologique. Les aides à la conversion et au maintien, notamment, seront inscrites dans le deuxième pilier de la PAC par le biais de dispositifs dédiés. Le ministre de l'Agriculture a promis une enveloppe annuelle d'au moins 160 millions d'euros sur la période 2014/2020. Concernant les MAEC, les systèmes biologiques bénéficieront d'une rémunération supérieure à celle des démarches environnementales moins avancées. Par ailleurs, des aides plus spécifiques seront dédiées aux zones à enjeu eau afin d'y favoriser le développement de l'AB.

Mots clés : POLITIQUE AGRICOLE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / DEVELOPPEMENT DE L'AB / FRANCE / EUROPE / AIDE / AIDE AGRI-ENVIRONNEMENTALE / PROTECTION DE L'EAU / AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 1 page (p. 5)

réf. 198-011 ; Rédaction : ABioDoc

Réglementation

Le point avec Ecocert : Mesures à appliquer en cas d'infraction ou d'irrégularité

SIRVEN Gaëtan

Le règlement européen 392/2013 du 29 avril 2013 prévoit que chaque pays membre doit avoir un catalogue de mesures à suivre en cas d'irrégularité ou d'infraction au cahier des charges biologique. L'autorité compétente en France pour dresser ce catalogue est l'INAO qui a travaillé avec les organismes certificateurs pour dresser ce catalogue. Ce dernier contient à minima une liste des infractions et irrégularités altérant le caractère biologique des produits et les mesures correspondantes à prendre par les organismes certificateurs. Ce catalogue de mesures entrera en vigueur courant 2014. L'INAO conduit actuellement un travail pour compléter ce dernier sur les manquements " non-altérants " (écarts de gravité mineure) et les mesures afférentes. Dans une deuxième partie, l'article rappelle divers éléments relatifs à l'attache des bovins, interdite dans le cahier des charges biologique. Il existait une dérogation pour certaines exploitations, qui a pris fin le 31 décembre 2013. Il existe malgré tout encore une possibilité de solliciter une dérogation, sous certaines conditions assez restrictives. Pour cela, un formulaire de demande est disponible auprès des organismes certificateurs.

Mots clés : AGRICULTURE BIOLOGIQUE / REGLEMENTATION / EUROPE / FRANCE / MESURE / INFRACTION / IRREGULARITE / INAO / ORGANISME CERTIFICATEUR / DEROGATION / BOVIN / ATTACHE / CONTROLE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 1 page (p. 24)

réf. 198-050 ; Rédaction : ABioDoc

RECHERCHE & SYSTEME SPECIFIQUE

Agriculture biodynamique

Pommes et poires en biodynamie : « Les tisanes, c'est la base »

GOULETTE Myriam

Les vergers de Philippe Prot, dans la Meuse, sont cultivés en biodynamie depuis 2002. Dans cet article, l'arboriculteur, récompensé par les Trophées 2013 de l'agriculture durable, décrit le fonctionnement de son exploitation, notamment en ce qui concerne les préparats biodynamiques. En complément des traditionnelles 500 et 501, Philippe Prot utilise de nombreuses plantes en tisane : la prêle comme fongistatique efficace contre la tavelure, l'ortie également contre la tavelure, la bardane et la consoude pour l'apport de potasse... Ces quatre plantes sont celles privilégiées par l'agriculteur, même si d'autres sont utilisées. Dans la lutte contre les ravageurs, maladies et adventices, Philippe Prot utilise aussi les dilutions homéopathiques, qui consistent à pulvériser une dilution infinitésimale d'un ravageur broyé, afin de lutter contre ce même ravageur, et le poivre biodynamique, qui consiste à pulvériser sur les cultures les cendres dynamisées de bois de taille malade pour lutter contre la maladie en question.

Mots clés : ARBORICULTURE / AGRICULTURE BIODYNAMIQUE / TEMOIGNAGE / MEUSE / TISANE / PROTECTION DES VEGETAUX / AGRICULTURE DURABLE / VERGER / POMMIER / POIRIER / HOMEOPATHIE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 3 pages (p. 44-46)

réf. 198-070 ; Rédaction : ABioDoc

Journées techniques fruits, légumes et viticulture : La biodynamie à l'honneur

GOULETTE Myriam

L'Itab, le Grab et l'Opaba ont organisé, en décembre 2013, des journées techniques dédiées aux fruits, légumes et à la viticulture bio. Une matinée était notamment consacrée à la biodynamie. L'occasion de présenter certains essais comparatifs sur ce mode de production, l'agriculture biologique et l'agriculture conventionnelle. Georg Meissner, chercheur à l'université de Genseilheim, a exposé les résultats d'un essai sur vigne, globalement en faveur de la biodynamie (croissance réduite de la vigne, structure plus aérée du feuillage et des grappes...). Par ailleurs, le laboratoire Aton-ATL travaille sur la mémoire de l'eau, autre thématique qui a interpellé les participants à ces journées techniques.

Mots clés : JOURNEE TECHNIQUE / AGRICULTURE BIODYNAMIQUE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / ARBORICULTURE / MARAICHAGE / VITICULTURE / RECHERCHE / ESSAI / VERGER CONSERVATOIRE / COMPARAISON BIO-CONV / HAUT RHIN / FRANCE

BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 1 page (p. 18)

réf. 198-019 ; Rédaction : ABioDoc

Agroforesterie

Des légumes et des animaux dans les vergers ! Intérêts et perspectives de l'agroforesterie fruitière

RONZON Julien / GRAB

Associer arbres fruitiers, légumes et animaux (agroforesterie fruitière) peut être intéressant à divers niveaux : diversifier la production (atout pour la vente directe), favoriser la régulation naturelle, les moyens de lutte agro-écologique, renforcer l'autonomie en intrants, en eau... Des témoignages d'agriculteurs en agroforesterie sont présentés, ainsi que les grands axes de recherche du GRAB dans ce domaine. Enfin, un projet CasDar, projet SMART, est en cours au niveau national sur cette thématique. Il prévoit une enquête nationale afin d'identifier, puis d'étudier les systèmes agricoles en agroforesterie en France. Le questionnaire d'enquête à destination des agriculteurs en agroforesterie est téléchargeable en ligne.

Mots clés : AGROFORESTERIE / ARBORICULTURE / DIVERSIFICATION / LEGUME / FRUIT / ANIMAL / ASSOCIATION ANIMAL CULTURE / ASSOCIATION ANIMAL VEGETAL / ASSOCIATION ARBRE ANIMAL / MARAICHAGE / BIODIVERSITE / PROTECTION DES VEGETAUX / EXPERIENCE / ISERE / VAUCLUSE / RECHERCHE / ESSAI / FRANCE / RESEAU / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / PROJET

ARBO BIO INFOS n° 185, 01/01/2014, 2 pages (p. 5-6)

réf. 198-032 ; Rédaction : ABioDoc

Biotechnologies

Recherche : offensive sur le blé

DE KOCHKO Patrick

Jusqu'à maintenant, le blé semblait peu intéresser les agro-industries travaillant sur les plantes génétiquement modifiées, et ce, pour diverses raisons : - les variétés lignées de blé sont reproductibles et donc la récolte réutilisable comme semence ; - le génome du blé est plus complexe que celui du maïs, par exemple ; - les consommateurs, qui ingèrent directement des produits à base de blé, comme le pain, se montrent plus réticents au développement d'OGM sur cette filière. Pourtant, les choses semblent changer et les agro-industries, tout comme certains centres de recherche publics, s'intéressent de plus en plus au blé génétiquement modifié. Patrick de Kochko, auteur de cet article et coordinateur du Réseau Semences Paysannes, condamne les stratégies mises en place par ce qu'il appelle l'agro-business pour pouvoir développer et faire accepter ces cultures génétiquement modifiées. Il défend, à l'inverse, les recherches sur les variétés paysannes, menées par des agriculteurs eux-mêmes, mais aussi par des chercheurs et des consommateurs.

Mots clés : RESSOURCE GENETIQUE / BLE / RECHERCHE / VARIETE PAYSANNE / ORGANISME GENETIQUEMENT MODIFIE / RECHERCHE PARTICIPATIVE / INDUSTRIE DES CEREALES
NATURE & PROGRES n° 95, 01/11/2013, 2 pages (p. 10-11)

réf. 198-005 ; Rédaction : ABioDoc

OGM : Monsanto n'est pas le seul !

Coordination contre les méfaits de Bayer

La coordination contre les méfaits de Bayer, qui signe cet article, existe depuis 30 ans, née en Allemagne d'un mouvement de protestation à la suite de la pollution, par Bayer, de la rivière Wupper. Si elle reconnaît ici que Monsanto est le principal producteur de plantes transgéniques, elle tient à rappeler la présence sur ce marché de deux industriels allemands, Bayer et BASF, qui, tous deux, produisent aussi des pesticides et des semences. Une récente étude menée à l'Office Européen des Brevets (OEB) montre d'ailleurs que, sur les 2000 brevets accordés ces 20 dernières années à des plantes transgéniques, 206 l'ont été à Bayer, contre 179 à Pioneer, 144 à BASF, 135 à Syngenta et 119 à Monsanto. De plus, l'association dénonce la pratique courante des semenciers de transformer génétiquement une nouvelle obtention végétale conventionnelle, uniquement dans le but d'en déposer un brevet. Par ailleurs, Bayer se positionne sur le continent américain avec ses plantes tolérant le glufosinate (et la construction d'une nouvelle usine de glufosinate), pour remplacer les PGM de Monsanto tolérant le glyphosate, molécule à laquelle de plus en plus d'adventices sont résistantes.

Mots clés : ORGANISME GENETIQUEMENT MODIFIE / ENTREPRISE / BREVET / PLANTE TRANSGENIQUE / SEMENCE VEGETALE / HERBICIDE / PESTICIDE / BIOTECHNOLOGIE / MONDE / CONTROVERSE / ALLEMAGNE / EUROPE
CAMPAGNES SOLIDAIRES n° 289, 01/11/2013, 2 pages (p. 10-11)

réf. 198-101 ; Rédaction : ABioDoc

Recherche

Evaluer la performance des systèmes bio : RéfAB, un référentiel innovant

RIVRY-FOURNIER Christine

A l'issue de trois ans d'un travail qui a mobilisé de nombreux partenaires (Chambres d'agriculture, instituts techniques...), le projet RéfAB a livré ses résultats : un cadre méthodologique destiné à mieux caractériser les systèmes agricoles biologiques, par la production de références communes, et ainsi les faire évoluer. Ce référentiel s'appuie sur cinq grands principes de l'agriculture biologique : l'autonomie, la diversité, la résilience, l'équité et l'écologie.

Mots clés : REFERENCE TECHNICO-ECONOMIQUE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / DEVELOPPEMENT DE L'AB / REFERENTIEL / SYSTEME AGRAIRE / FRANCE / ORGANISATION DE L' AB / RECHERCHE
BIOFIL n° 92, 01/03/2014, 1 page (p. 21)

réf. 198-021 ; Rédaction : ABioDoc

4e salon Tech&Bio : Un rendez-vous européen en plein essor

PIERRE Sandra-Prisca / GARCIN Alain

Pour sa 4ème édition, en septembre 2013, le salon Tech&Bio, consacré aux techniques alternatives et biologiques, a vu une nouvelle fois son nombre de visiteurs augmenter (13 000 personnes, pour 240 exposants). Parmi les conférences programmées, l'une était dédiée à la gestion des bioagresseurs en arboriculture bio et a permis la présentation de différents travaux de recherche : - mélanges de variétés de pommiers résistantes et sensibles, associées ou non à des méthodes de prophylaxie (travaux de l'Inra et du Grab) ; - aménagement des abords du verger avec des infrastructures agro-écologiques (Ctifl) ; - trempage dans l'eau chaude des fruits après récolte (Grab/Ctifl) ; - mise en place de zones de compensation écologique (CRA-W). La combinaison de différentes méthodes de lutte alternatives, au lieu de l'utilisation d'une seule d'entre elles, s'est avérée particulièrement efficace. Une autre conférence s'intéressait, quant à elle, à la gestion du sol et des bioagresseurs telluriques en maraîchage biologique : - fertilisation d'une culture de chou-fleur à partir d'engrais verts semés sous couvert de céréales (Ctifl/SECL) ; - comparaison entre labour et non-labour en cultures légumières (Inagro) ; - pratiques de désherbage mécanique (FiBL) ; - maîtrise des bioagresseurs telluriques (Ctifl) ; - etc. Du côté des démonstrations de matériel, la préparation des sols et le binage ont été très suivis par les visiteurs.

Mots clés : SALON / ARBORICULTURE / MARAICHAGE / DEMONSTRATION / RECHERCHE / CONFERENCE / CONTROLE DES RAVAGEURS / CONSERVATION DES SOLS / PATHOGENE DU SOL / PREPARATION DU SOL / LUTTE ALTERNATIVE / LUTTE BIOLOGIQUE / TECHNIQUE CULTURALE / ENGRAIS VERT / LABOUR / NON LABOUR / SOLARISATION / BIOFUMIGATION / DESHERBAGE MECANIQUE / MATERIEL AGRICOLE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / FRANCE / PROTECTION DES VEGETAUX

INFOS CTIFL n° 298, 01/01/2014, 3 pages (p. 6-8)

réf. 198-025 ; Rédaction : ABioDoc

Semences et sélection en session à DinABio : quels enseignements pour orienter la recherche ?

FONTAINE Laurence / MEYNARD Jean-Marc / REY Frédéric

Une session du colloque DinABio, organisé par l'Inra et l'ITAB les 13 et 14 novembre 2013, à Tours, était consacrée aux travaux de recherche sur les semences et la sélection. Ainsi, les participants ont pu prendre connaissance des évolutions, mais aussi des manques de la sélection pour l'agriculture biologique. Des approches diverses sont développées, de la sélection en station de recherche à la sélection participative chez les agriculteurs. Face à la diversité de l'agriculture biologique, les critères de sélection sont variés : productivité, compétitivité vis-à-vis des adventices, qualité gustative des produits... En revanche, les espèces étudiées sont très régulièrement des céréales, alors que les variétés potagères, pour lesquelles la demande est pourtant importante, sont encore peu mises à l'essai dans le cadre de sélection variétale pour l'AB. Autre manque relevé par les auteurs de cet article : la sélection animale n'a pas été traitée à l'occasion du colloque DinABio.

Mots clés : RESSOURCE GENETIQUE / RECHERCHE / COLLOQUE / SELECTION VARIETALE / SEMENCE VEGETALE / BESOIN / INNOVATION / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / FRANCE

ALTER AGRI n° 123, 01/01/2014, 3 pages (p. 6-8)

réf. 198-030 ; Rédaction : ABioDoc

Dossier : Les transversalités de l'agriculture bio

STREITH Michel / CRESSON Céline / ALLAIRE Gilles / et al

La justification de l'engagement dans un mode de production ou de consommation en agriculture biologique repose sur les dimensions transversales de cette activité. Les motivations obéissent généralement à plusieurs finalités ou conduites, tout autant économiques qu'éthiques et politiques. Les pratiques traversent des territoires sociaux très divers, tant au plan individuel que collectif. Mais la recherche n'a pas encore suffisamment pris en compte cette réalité dans la construction d'outils méthodologiques et théoriques appropriés à l'étude et au développement du bio. Dans la suite du colloque sur les transversalités de l'AB qui a réuni des intervenants d'horizons très différents, ce numéro d'Économie Rurale propose des pistes de réflexion à partir des enjeux économiques, des pratiques et discours, et de l'identité de l'agriculture biologique. Dépassant les clivages institutionnels et disciplinaires traditionnels, les articles proposés augurent de nouvelles passerelles scientifiques.

Mots clés : TRANSVERSALITE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / CONVERSION / COLLECTE / FILIERE LAIT / POLYCULTURE ELEVEGE / AGRICULTURE DE CONSERVATION / CANTINE SCOLAIRE / TYPOLOGIE DES EXPLOITATIONS / ARBORICULTURE / FRANCE / AUTONOMIE / GRANDE CULTURE / SOCIETE / RESTAURATION COLLECTIVE / ELEVEGE LAITIER / RECHERCHE

ECONOMIE RURALE n° 339-340, 01/01/2014, 189 pages (p. 6-194)

réf. 198-108 ; Rédaction : ABioDoc

Ressources génétiques

Dossier - Sélection variétale pour l'AB

BELLEIL Aurélie / FONTAINE Laurence / MEYNARD Jean-Marc / et al

Alors que la majorité des programmes de sélection sont menés sous les conditions de l'agriculture conventionnelle, y compris pour des variétés homologuées en bio, certains acteurs de la filière Semences française s'interrogent. Ce mode de sélection indirecte pour la bio est-il suffisamment pertinent ? Ce dossier est introduit par un état des lieux de cette filière, élaboré suite à une enquête qui montre qu'il reste des attentes. Des travaux de recherche, présentés au colloque DinABio, tenu les 13 et 14 novembre 2013, à Tours, et rapportés dans ce dossier, ont étudié sélection directe (en AB) et sélection indirecte (en agriculture faibles intrants). D'autres ont mis en place une démarche de sélection participative, impliquant de façon plus importante les agriculteurs sur la phase de sélection. Enfin, une dynamique des innovations variétales est décrite.

Mots clés : RESSOURCE GENETIQUE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / AGRICULTURE CONVENTIONNELLE / SYSTEME A FAIBLES INTRANTS / GRANDE CULTURE / MARAICHAGE / SELECTION VARIETALE / SEMENCE VEGETALE / SEMENCE POTAGERE / SEMENCE DE FERME / SEMENCE CERTIFIEE / RECHERCHE / SELECTION PARTICIPATIVE / FRANCE / BLÉ TENDRE / METHODOLOGIE / INNOVATION / BLE DUR / BIODIVERSITE CULTIVEE

ALTER AGRI n° 123, 01/01/2014, 15 pages (p. 5-19)

réf. 198-029 ; Rédaction : ABioDoc

Quelle(s) sélection(s) du blé tendre pour l'agriculture bio ?

BELLEIL Aurélie / LE CAMPION Antonin / OURY François-Xavier / et al

Actuellement, certains sélectionneurs remettent en cause une sélection dans les conditions de l'agriculture conventionnelle pour des variétés qui seront, ensuite, utilisées en agriculture biologique. Pour eux, cette sélection indirecte, réalisée dans des conditions plus homogènes que celles rencontrées en agriculture bio (utilisation de pesticides et engrais de synthèse), n'est pas adaptée. En effet, les variétés qui seront ensuite cultivées en bio seront soumises à des contextes pédoclimatiques variés et plus difficilement contrôlables. L'Inra s'est alors penché sur l'intérêt d'une sélection indirecte par une conduite à faibles intrants (FI) pour le blé tendre. Les essais comparatifs réalisés entre cette sélection indirecte et une sélection directe en AB ont permis de montrer l'intérêt de la conduite FI pour identifier précocement des génotypes potentiellement adaptés à l'AB. Toutefois, une dernière phase de sélection en AB semble nécessaire afin d'évaluer la stabilité des performances et de l'aptitude à la panification des blés, critère essentiel en termes de valorisation de la récolte, et plus variable en bio sans apport d'azote minéral.

Mots clés : RESSOURCE GENETIQUE / RECHERCHE / ESSAI / COMPARAISON BIO-CONV / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / SYSTEME A FAIBLES INTRANTS / BLÉ TENDRE / SELECTION VARIETALE / PANIFICATION / ALEA / FRANCE

ALTER AGRI n° 123, 01/01/2014, 3 pages (p. 11-13)

réf. 198-062 ; Rédaction : ABioDoc

Méthodologie pour une sélection participative du blé tendre

BELLEIL Aurélie / RIVIERE Pierre / PIN Sophie / et al

En productions végétales, les variétés sélectionnées en stations de recherche, de manière centralisée, sont ensuite cultivées dans des conditions diverses et variées, notamment en agriculture biologique, où pesticides et engrais de synthèse ne sont pas utilisés. Des associations et paysans du Réseau Semences Paysannes (RSP) et l'équipe de recherche « Diversité, Évolution et Adaptation des Populations » (DEAP), de l'Inra du Moulon, ont travaillé sur la mise en place d'une méthode de sélection innovante du blé tendre. Celle-ci est décentralisée et participative, car menée chez une vingtaine d'agriculteurs du réseau RSP. Les agriculteurs sont alors acteurs de la sélection variétale, en partenariat avec des associations et des chercheurs. Les populations évaluées sont issues de croisements réalisés sur ces mêmes fermes. L'impact sur la biodiversité cultivée de ce mode innovant de sélection a par ailleurs été étudié.

Mots clés : RESSOURCE GENETIQUE / SELECTION VARIETALE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / BLÉ TENDRE / INNOVATION / SELECTION PARTICIPATIVE / FRANCE / RESEAU / BIODIVERSITE CULTIVEE / AGRICULTEUR / CHERCHEUR / ASSOCIATION / PROGRAMME DE SELECTION / VARIETE / VARIETE POPULATION / RECHERCHE / RECHERCHE PARTICIPATIVE

ALTER AGRI n° 123, 01/01/2014, 3 pages (p. 14-16)

réf. 198-063 ; Rédaction : ABioDoc

De l'Idéotype au Realtype : une gestion dynamique des innovations variétales

BELLEIL Aurélie / DESCLOUX Dominique / CHIFFOLEAU Yuna / et al

Avec l'évolution du monde agricole, les principes de sélection variétale ont changé. Jusqu'au XIXe siècle, la sélection se faisait surtout par les agriculteurs eux-mêmes. Ils sélectionnaient, dans leurs parcelles, des plantes-modèles ou idéotypes, qui possédaient un ensemble d'attributs pour lesquels la plante était reconnue. Généralement, les plantes les mieux adaptées à leur milieu de culture étaient ainsi sélectionnées. Le développement de l'agriculture, après la seconde guerre mondiale, a induit une spécialisation de ses différentes activités, notamment du secteur semencier. Dès lors, les idéotypes produits sont issus de l'action directe de l'homme via les croisements, mais aussi via son action sur les milieux de culture par l'utilisation d'engrais et pesticides. Certains mouvements contestataires sont alors apparus, prônant notamment une écologisation de l'agriculture. En agriculture biologique, quatre modèles se sont développés, entraînant l'existence de quatre idéotypes contrastés : - un idéotype défini par la réglementation ; - un idéotype de marque, défini par un cahier des charges ; - un idéotype patrimonial, visant la préservation de variétés locales ; - un realtype, qui consiste à mettre l'idéotype face à la réalité de terrain et à sa diversité.

Mots clés : RESSOURCE GENETIQUE / RECHERCHE / AGRICULTURE BIOLOGIQUE / INNOVATION / SELECTION VARIETALE / AGRICULTURE / SEMENCE VEGETALE / BLE DUR

ALTER AGRI n° 123, 01/01/2014, 3 pages (p. 17-19)

réf. 198-064 ; Rédaction : ABioDoc



BRÈVES ABIODOC

Propositions de la Commission européenne sur l'agriculture biologique

Le 24 mars, la Commission européenne a présenté une proposition de règlement pour une nouvelle réglementation bio et une proposition de plan d'action européen pour le futur de la production biologique. Le plan d'action a été communiqué par la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. Ce dernier devrait entrer en vigueur fin avril.

Sources : IFOAM EU, Commission européenne, mars 2014

Proposition européenne de règlement sur la production biologique

Dans sa proposition de règlement sur la production des produits biologiques, la Commission met l'accent sur un renforcement des exigences et des contrôles pour répondre aux attentes des consommateurs. Après avoir mené, pendant l'année 2013, une concertation et une consultation publique sur l'agriculture biologique, la Commission a présenté aux ministres de l'Agriculture européens, le 24 mars, une proposition de règlement sur la production biologique et l'étiquetage des produits bio. Elle souhaite une entrée en vigueur de ce texte au 1^{er} juillet 2017. La Commission prévoit des dispositions pour accompagner le développement du secteur, renforcer le marché intérieur et maintenir la confiance des consommateurs. La Commission propose de mettre fin aux dérogations (intrants, matériel de reproduction, alimentation des animaux...), « sauf lorsque des mesures provisoires sont nécessaires pour permettre à la production biologique de continuer ou de reprendre en cas de catastrophe ». Objectif : que la plupart des intrants utilisés dans la production et la transformation biologiques soient issus de l'agriculture biologique. Selon la Commission, ces dispositions devraient favoriser le développement d'intrants biologiques et de techniques alternatives. De son côté, elle s'engage à remettre, au plus tard le 31 décembre 2021, un rapport sur la disponibilité de matériel biologique de reproduction des végétaux et d'animaux biologiques destinés à la reproduction. La suppression des exceptions et dérogations devrait

améliorer les contrôles, estime la Commission, qui prévoit également de réunir l'ensemble des dispositions relatives au contrôle dans un seul et même texte, par souci de simplification et de clarification. Les contrôles ne seront plus systématiquement réalisés chaque année, mais leur fréquence sera adaptée au niveau de risque présenté par chaque opérateur. Les petits exploitants pourront avoir recours à un système de certification de groupe, par souci de partage des coûts et des contraintes administratives. La Commission propose également de mettre fin aux exploitations mixtes (agriculture conventionnelle/bio) et que l'ensemble des opérateurs de la filière biologique (à l'exception des microentreprises) soit tenu de mettre en place un système visant l'amélioration des performances environnementales. Les accords commerciaux d'équivalence avec les pays tiers ne pourront plus être unilatéraux mais communautaires.

Source : www.actu-environnement.com, 25 mars 2014

Réaction de la FNAB

Pour la FNAB, la présentation par la Commission européenne, le 24 mars 2014, d'un projet de nouvelle législation pour la bio devrait permettre à l'agriculture biologique de continuer à être le ferment d'une nécessaire révolution agricole en Europe. Lors de l'Assemblée Générale de la FNAB qui a eu lieu les 26-27 mars 2014 à Marseille, les paysans bio ont réaffirmé leur volonté de participer aux débats passionnants qui s'ouvrent pour ces prochaines années sur la base des propositions de la Commission européenne, et qui toucheront à la fois les règles de production, de transformation, de contrôle et d'importation.

Source : Communiqué de presse FNAB, 1^{er} avril 2014

L'Assemblée nationale a voté l'interdiction de la culture de maïs transgénique

L'Assemblée nationale a adopté, le 15 avril 2014, une proposition de loi visant à interdire la culture de maïs transgénique en France. Le texte, approuvé par la majorité des députés, reprend le projet de loi soutenu par Alain Fauconnier, sénateur PS, rejeté par le Sénat le 17 février dernier. Il interdit la mise en culture de variétés de maïs génétiquement modifiés et confère aux autorités administratives le pouvoir de décider de la destruction des cultures enfreignant ce moratoire. Cette interdiction est assez large puisqu'elle concerne tout type de maïs transgénique. Les variétés MON810 de Monsanto et Pioneer TC1507 sont donc toutes deux concernées. Pour le groupe écologiste de l'Assemblée nationale, « cette adoption est toutefois assombrie par le rejet des amendements écologistes qui visaient à étendre l'interdiction de culture à toutes les plantes OGM. » Cependant, le risque d'annulation de ce règlement par le Conseil d'État est élevé, car la haute juridiction administrative a déjà annulé par deux fois des arrêtés semblables pour non-respect de la réglementation européenne. Des risques de contamination illégale existent également. Ainsi, le 15 avril, Greenpeace a révélé que « des semences de maïs « certifiées sans OGM », vendues en 2013 et 2014 par le semencier espagnol Semillas Fitó à des agriculteurs français, contiennent jusqu'à six OGM différents ». Selon l'association, le cabinet de Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, a pris rendez-vous avec elle le 16 avril pour avoir plus de renseignements et mener son enquête. L'association a en effet fait tester, par le laboratoire indépendant Eurofins, trois échantillons de trois kilos de semences de maïs commercialisées en 2013 et 2014, choisis aléatoirement. Des traces d'au moins trois OGM différents ont été retrouvées dans chaque échantillon. « Ces OGM ont été vendus, semés et cultivés dans les champs, on ne sait où en France, à l'insu d'agriculteurs qui ne souhaitaient pas planter d'OGM mais qui ont été trompés par ce semencier », explique Anaïs Fourest, chargée de campagne agriculture à Greenpeace.

Source : www.actu-environnement.com,
16 avril 2014

Le Sénat adopte le projet de loi d'avenir pour l'agriculture

Le Sénat a adopté en première lecture le projet de loi d'avenir pour l'agriculture par 175 voix pour et 135 contre. De nombreux amendements sont venus enrichir le texte voté par l'Assemblée nationale le 14 janvier dernier. Les sénateurs ont affirmé la nécessité de « définir des zones de pâturages préservées ou indemnes de prédateurs tels que le loup et de préserver les territoires montagneux. » Les dispositions relatives à la forêt ont également été votées. Les sénateurs ont confirmé la création des groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE) qui visent à encourager des collectifs d'agriculteurs à s'engager dans l'agroécologie. La possibilité d'échange de semences dans le cadre d'entraide entre agriculteurs a toutefois été supprimée afin de garantir « la sécurité sanitaire des productions ». L'article visant à exclure du mécanisme de protection des brevets le cas d'une présence fortuite d'une information génétique dans les semences, a en revanche été adopté. Un amendement permet par ailleurs d'inscrire dans le code rural le principe de compensation en nature de terres agricoles perdues dans le cadre de la politique d'aménagement rural, l'objectif étant de maintenir le potentiel de production agricole. En ce qui concerne les pesticides, le texte crée un dispositif de pharmacovigilance et renforce l'encadrement de la publicité sur les produits phytopharmaceutiques. L'abeille domestique est reconnue en tant que bio-indicateur particulièrement performant dans le compartiment « biodiversité » de la surveillance des phytos. Le transfert à l'Anses de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes est aussi confirmé. Un amendement prévoit également que les programmes d'actions à l'intérieur des aires d'alimentation des captages de cours d'eau peuvent interdire l'usage de substances dangereuses pour la santé ou l'environnement.

Source : www.actu-environnement.com,
16 avril 2014

Projet de loi sur la biodiversité

Parmi les dispositions prévues par le projet de loi sur la biodiversité présenté le 26 mars dernier en Conseil des ministres figurent des mesures visant à maintenir ou reconquérir la biodiversité en milieu agricole. Il s'agit de mettre en œuvre des actions favorables à la biodiversité (aménagements arborés, bandes enherbées, mise en place de pratiques restaurant la qualité des sols, etc.) sur les terrains agricoles sans avoir à recourir à leur acquisition, par la signature de contrats entre les propriétaires de ces terrains, d'une part, une collectivité publique ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement, d'autre part. Cet outil reposera sur la liberté contractuelle, qu'il s'agisse du contenu des mesures, de leur durée, de leur phasage ou des conditions de révision et de sortie éventuelle... Point de précision, en revanche, sur une éventuelle rémunération des obligations environnementales ou des services écosystémiques, qui semble néanmoins tout à fait envisageable. Autre outil prévu par le projet de loi : les zones soumises à contraintes environnementales (ZSCE). Le dispositif consiste à déterminer par décret des zones où il est nécessaire de maintenir ou de restaurer les habitats d'une espèce protégée et à établir un programme d'actions à cet effet. Le texte prévoit également d'introduire une dimension environnementale dans des outils tournés jusque-là vers des objectifs de production agricole exclusivement. Il envisage ainsi que la finalité d'un assolement en commun puisse être la préservation de la qualité de l'eau ou la protection de la diversité, et que les opérations de remembrement puissent être menées en vue de permettre « une utilisation des parcelles à vocation naturelle, agricole ou forestière en vue de la préservation de l'environnement ».

Source : www.actu-environnement.com,
11 avril 2014

Le principal prédateur du maïs s'adapte à sa version OGM

Génétiquement modifié pour résister à la chrysomèle des racines du maïs (*Diabrotica virgifera virgifera*), le maïs Bt y aura été résistant de 1995 (date de sa première autorisation de culture, aux USA) à 2009. Une période durant laquelle la chrysomèle, principal prédateur du maïs, s'est progressivement adaptée à la toxine insecticide produite par une version OGM, spécifiquement créée pour lutter contre ses dégâts. Si en 2009 seuls des cas de résistance ont été signalés dans le nord de l'Iowa, en mars de cette année, une nouvelle étude démontre qu'une majorité des chrysomèles des racines du maïs ont muté pour devenir résistantes à la toxine de maïs transgénique.

Source : *Univers nature*, 9 avril 2014

Nouveau rapport du Giec

Les émissions de GES ne cessent de croître, alors qu'il faut les réduire drastiquement pour limiter à 2°C la hausse des températures. Si le rapport du 3^{ème} groupe de travail du Giec indique que cela est possible, les auteurs chargés de le présenter au public sont très sceptiques. Au rythme actuel des émissions de gaz à effet de serre (GES), la température moyenne terrestre devrait s'envoler de 3,7 à 4,8°C d'ici la fin du siècle, par rapport à l'ère pré-industrielle. Une limitation de cette hausse à 2°C relève du défi : réduire d'ici 2050 de 40 à 70% les émissions mondiales de GES alors qu'elles ont augmenté d'un tiers entre 2000 et 2010, soit au rythme le plus élevé enregistré depuis le début de la révolution industrielle. Tel est le principal message du nouveau rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) rendu public dimanche 13 avril.

Source : www.actu-environnement.com,
14 avril 2014

Refus d'un viticulteur bio de traiter ses vignes (suite)

Le viticulteur de Côte d'Or, Emmanuel Giboulot, qui avait refusé de traiter ses vignes contre la flavescence dorée, a été condamné, lundi 7 avril, à 500 € d'amende, assortis de 500 € avec sursis. Le viticulteur a fait appel de cette décision du tribunal correctionnel de Dijon.

Source : www.actu-environnement.com,
7 avril 2014

Refus d'un viticulteur de traiter ses vignes (complément)

Bio Consom'acteurs a édité une note expliquant pourquoi l'histoire du viticulteur n'ayant pas voulu épandre un insecticide est plus complexe qu'il n'y paraît et relatant la difficulté de la situation concernant la flavescence dorée.

www.bioconsomacteurs.org/bio/dossiers/agriculture/pourquoi-l-histoire-du-viticulteur-n-ayant-pas-voulu-epandre-un-insecticide

Source : *Bio Consom'info n°71*, 3 avril 2014

Protocole de Kyoto : La France présente son projet de loi ratifiant la seconde période

Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du Développement international, a présenté le 9 avril, en conseil des ministres, le projet de loi autorisant la ratification de la deuxième période d'engagement (2013-2020) du Protocole de Kyoto sur les changements climatiques. La Commission européenne a invité les États membres à achever leurs ratifications d'ici février 2015. Le Paquet énergie-climat prévoit une réduction de 20% par rapport aux niveaux de 1990 des émissions de gaz à effet de serre dans l'UE. Pour le ministère, cette deuxième période " permet d'assurer la transition jusqu'à l'adoption d'un accord sur le climat à Paris en décembre 2015, pour une entrée en vigueur en 2020. »

Source : www.actu-environnement.com,
9 avril 2014

Crédit d'impôt bio 2014 : Mode d'emploi

Pour tout savoir sur les modalités du nouveau crédit d'impôt bio, la FNAB a mis en ligne une note explicative :

www.agrobio-bretagne.org/actualites/credit-dimpot-bio-2014-mode-demploi/

Source : www.agrobio-bretagne.org
Avril 2014

Bipro : Des insectes bio pour l'industrie alimentaire

Proposer une alternative écologique à l'élevage traditionnel (ovins, bovins, etc.) pour produire des protéines, tel est le pari de Bipro. Ce projet original qui associe trois entomologistes de l'université d'Angers, Delphine Calas, Fabienne Dupuy et Olivier List, devrait voir le jour fin 2014. Dans une usine basée en Maine-et-Loire, ils produiront à l'échelle industrielle des grillons, criquets et vers de farine, pour remplacer la viande ou le soja dans nos boissons et nos plats cuisinés. " Nous visons une production d'insectes bio d'une tonne par jour, destinée aux professionnels de l'industrie agroalimentaire et aux commerçants. Bipro finalise la mise au point d'un processus d'élevage éthique avec un faible impact environnemental. L'énergie nécessaire pour chauffer l'élevage sera fournie tout ou partie par les déchets produits par les insectes, qui seront nourris de végétaux, blé, fruits et farine, respectant leur biotope. Les trois variétés produites ont été choisies pour leurs propriétés nutritionnelles. " Les insectes fournissent plus de protéines et d'acides aminés que la viande de bœuf et demandent 10 fois moins de ressources », précise Fabienne Dupuy. Les trois scientifiques associés au projet Bipro planchent avec des industriels pour produire, à faibles coûts, une matière transformée, comme la farine par exemple. Avant de se lancer à la fin de l'année, ils finalisent leur plan de financement et comptent effectuer plusieurs levées de fonds, en espérant démarrer la production d'ici à fin 2015.

Sources : lesechos.fr, *Bio-Marché.Info*,
9 avril 2014

Site sur le BRF

Ce nouveau site, consacré au bois raméal fragmenté et conçu par Bernard Mercier, ingénieur agronome, est destiné aux sylviculteurs, exploitants forestiers, commerçants de bois, élagueurs, paysagistes, jardiniers, agents des services des espaces verts, maraîchers, agriculteurs, viticulteurs, arboriculteurs, pépiniéristes et à tous les amateurs de nature et de jardin.

Site : www.brfgeneration.fr

Source : Les dernières nouvelles d'Arbre & Paysage 32, mars 2014,

Déclaration de Thimpu (Bhoutan)

Du 5 au 8 mars, près de 100 participants issus de 30 pays se sont réunis au Bhoutan lors de la conférence IFOAM « Organic and Ecological Agriculture in Mountain Ecosystems ». A l'issue de celle-ci, la déclaration de Thimpu a été établie visant à montrer l'intérêt de l'agriculture biologique pour les régions de montagne et à inciter à son développement sur ces territoires.

www.ifoam.org/sites/default/files/thimphu_declaration.pdf

Source : IFOAM Insider, mars 2014

La FAO s'inquiète du bond des contaminations OGM

L'intensification des cultures génétiquement modifiées de par le monde a donné lieu à une augmentation d'incidents liés à la présence d'organismes génétiquement modifiés (OGM) en faible quantité dans les denrées alimentaires et aliments pour animaux faisant l'objet d'échanges internationaux. C'est ce qui ressort d'une étude réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et synthétisant les informations reçues de 75 pays, dont la France. « Les incidents concernant les cargaisons de grains, céréales et autres espèces cultivées ont entraîné des interruptions des échanges, et les pays importateurs ont détruit ou retourné les cargaisons à l'expéditeur », s'inquiète la FAO. À noter que la notion de « faible quantité n'est définie ni quantifiée par aucune réglementation internationale, et son interprétation est donc laissée à la discrétion des pays », précise la FAO ajoutant que « pour un grand nombre de pays, cela correspond à une quantité décelable ». Par ailleurs, l'étude indique que 49% des pays ayant répondu ne disposent pas de capacités de détection des OGM suffisamment robustes pour assurer le contrôle de leurs importations. Un détail important puisque, selon Renata Clarke, spécialiste de la sécurisation sanitaire des aliments à la FAO et chargée de l'enquête, « il semblerait que plus on renforce les tests et la surveillance, plus on recense d'incidents. » L'étude indique que, depuis 2002, 198 incidents ont été recensés par les pays ayant répondu. Avec 138 événements rapportés sur les quatre dernières années (2009 à 2012) contre 60 sur les sept premières (2002-2008), la FAO évoque un « bond » au cours de la dernière période. L'année 2009 marque un pic avec plus de 70 contaminations constatées. États-Unis, Chine et Canada sont les trois principaux exportateurs des lots contaminés, avec 35 à 45 cas chacun. L'Allemagne est le quatrième pays, mais avec moins de dix cas recensés sur la période. Le lin, avec plus de 50 contaminations constatées, le riz (un peu plus de 40 cas) et les galettes et nouilles de riz (un peu plus de 30 cas) forment le trio de tête des produits pour lesquels le plus grand nombre de contaminations a été constaté. Le maïs (30 cas) et le soja (moins de 5 cas) apparaissent en quatrième et huitième place respectivement. Quant à la France, elle a indiqué avoir identifié onze lots de denrées contaminées aux OGM. Cinq événements concernaient des lots de riz importés des États-Unis (2 cas), de Chine (2 cas) et du Pakistan / Inde (1 cas). Avec quatre lots contaminés, le maïs est la deuxième denrée concernée. Tous les lots de maïs venaient des États-Unis. Enfin, un lot de lin en provenance du Canada et un lot de papayes en provenance du Vietnam complètent la liste. À noter que la France figure aussi dans la liste des pays exportateurs de lots contaminés.

**Sources : Euractiv, Bio-Marché,
2 avril 2014**

Conférence de la CE sur l'agriculture familiale

Une conférence a été organisée par la Commission européenne, à Bruxelles, le 29 novembre 2013, sur l'agriculture familiale.

Les actes de la conférence et les vidéos des différentes sessions sont disponibles sur le lien suivant :

http://ec.europa.eu/agriculture/events/family-farming-conference-2013_en.htm

Source : IFOAM France, 7 avril 2014

La loi visant à renforcer la lutte contre la contrefaçon est publiée

La loi sur la contrefaçon est parue le 12 mars 2014 au Journal Officiel, après son adoption par les sénateurs le 26 février 2014. Le texte avait cristallisé les oppositions des agriculteurs car il limitait la possibilité de pratiquer la semence de ferme. Cette méthode utilisée depuis la nuit des temps par les cultivateurs, qui consiste à conserver une partie de la récolte pour la ressemer l'année d'après, risquait d'être assimilée à de la contrefaçon. Finalement, les députés avaient décidé d'exclure les semences de ferme de la proposition de loi, renforçant ainsi la loi de 2011 sur les certificats d'obtention végétale.

**Source : www.actu-environnement.com,
12 mars 2014**

L'agrément de la Société française pour le droit de l'environnement (SFDE) publié

Le 8 mars, le Journal officiel a publié un arrêté du 26 février 2014 renouvelant pour cinq ans l'agrément de la Société française pour le droit de l'environnement (SFDE). Les arrêtés d'agrément des associations de protection de l'environnement sont actuellement publiés en application de la réforme adoptée dans le cadre du Grenelle de l'Environnement. Avec les 12 associations reconnues en 2013, ce sont maintenant 29 associations qui bénéficient de l'agrément national au titre de la protection de l'environnement.

**Source : www.actu-environnement.com,
19 mars 2014**

La Minute Bio revient sur M6

« La Minute Bio » est une série de films courts sur l'agriculture biologique et l'ensemble de ses filières. Il existe actuellement trente films qui sont rediffusés sur M6, du 23 mars au 1er juin 2014 :

www.agencebio.org/actualites/la-minute-bio-est-de-retour-sur-m6

**Source : www.agencebio.org,
23 mars 2014**

Sénégal : L'agriculture bio en développement

Au Sénégal, 2 000 à 3 000 agriculteurs se sont regroupés pour produire bio au sein de la Fédération Nationale pour l'Agriculture Biologique (FENAB), selon Radio France internationale qui vient de diffuser un reportage sur ce thème. « L'emploi irraisonné de pesticides est mauvais pour la santé des enfants et a déjà tué des personnes », explique une productrice de tomates au micro de RFI. Il y a déjà 18 ans, elle a remplacé l'emploi de pesticides par du neem, une plante traditionnelle. « Avec l'AB, cela prend du temps mais au moins on est sûrs de la qualité de nos produits. » Selon RFI, les producteurs échangent des astuces et tentent de mettre en place un système de points de vente à Dakar. Le tout dans un contexte où l'emploi de pesticides reste dominant : selon des estimations du ministère de la Direction de l'horticulture, l'agriculture sénégalaise utilise en moyenne, annuellement, 598 tonnes de pesticides solides et plus de 1,3 millions de litres de pesticides liquides.

Présentation de la FENAB sur le site du CNCR (Conseil national de concertation et de coopération des ruraux) :

www.cncr.org/spip.php?article193&var_recherche=FENAB

**Source : Bio-Marché.Info,
27 mars 2014**

Le point sur les “ Préparations naturelles peu préoccupantes »

Dans un document de 4 pages, la Confédération Paysanne fait le point sur les “ Préparations naturelles peu préoccupantes » (PNPP) : présentation de ces préparations à base de plantes, alternatives aux produits phytosanitaires chimiques, et du combat politique pour leur libre utilisation par les paysans. Retour sur les différentes formes de PNPP, “ la guerre de l'ortie », la réglementation, ou la situation de l'Allemagne où les PNPP bénéficient d'un statut spécifique.

www.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=2386&PHPSESS=A&rech=0&raz=1&PHPSESSID=a1499b6e13e

**Sources : Confédération Paysanne,
Bio-Marché.Info,
28 mars 2014**

Les pesticides, responsables de la baisse continue de la production de miel française

Le syndicat apicole Unaf pointe l'impact des pesticides néonicotinoïdes et réclame l'extension de leur interdiction à toutes les cultures et à deux autres substances “ dangereuses » pour les abeilles : l'acétamipride et le thiaclopride.

L'Union nationale de l'apiculture française (Unaf), syndicat représentant 22 000 apiculteurs, a alerté le 11 février de la baisse de la production nationale de miel en 2013 “ inférieure à 15 000 tonnes », en réitérant l'impact des pesticides sur les populations d'abeilles.

L'Unaf estime que les pesticides utilisés, notamment sur le colza et le tournesol, sont “ la principale cause » des pertes des colonies d'abeilles “ intoxiquées ». Auxquelles s'ajoutent les conditions météorologiques “ défavorables » de 2013 (froid, pluie).

**Source : www.actu-environnement.com,
15 avril 2014**

Déclin des abeilles : Le troublant rapport de l'Anses

Les premiers résultats de l'étude “ Epilobee », qui consistait à mesurer la mortalité des abeilles domestiques (*Apis mellifera*) dans 17 pays européens, ont été rendus publics lundi 7 avril à Bruxelles. Ses résultats sont inquiétants à double titre, selon le rapport du “ Monde »'.

Financée par Bruxelles à hauteur de plus de 3 millions d'euros, l'étude a été pilotée par l'Agence de sécurité sanitaire française (Anses). Elle a mobilisé plus de 1 300 inspecteurs qui ont visité à trois reprises, entre l'automne 2012 et l'été 2013, près de 3 300 ruchers totalisant quelque 32 000 colonies d'abeilles. Les premiers résultats confirment le déclin des abeilles, phénomène observé depuis le début des années 1990. Ils montrent que les pays du nord de l'Europe sont frappés par des mortalités très supérieures à celles qui touchent le pourtour méditerranéen. En cumulant les mortalités hivernales et estivales, la Belgique apparaît comme le territoire le plus touché, avec un taux de mortalité de 42,5%, suivie de près par le Royaume-Uni (38,5%), la Suède (31,1%), la Finlande (29,8%) et la France (27,7%). A l'inverse, le problème semble moins inquiétant qu'attendu dans plusieurs pays du Sud comme la Grèce (9,1%), l'Italie (7,6%) ou l'Espagne (16,3%).

Dans ce tableau disparate, la France apparaît comme le pays où la mortalité est, de loin, la plus élevée au cours de la saison apicole : 13,6%, contre moins de 10% dans tous les autres pays étudiés. La production de miel y a chuté de moitié depuis les années 1990.

Mais l'étude est aussi inquiétante par ce qu'elle ne dit pas. Le protocole choisi visait en effet à restreindre la recherche des causes des mortalités observées aux uniques pathogènes naturels : seules les grandes maladies d'*Apis mellifera* ont été recherchées dans les ruchers visités. Dans le rapport d'une trentaine de pages, la moindre allusion aux pesticides ou aux modes d'agriculture est donc soigneusement évitée. Une absence dénoncée par plusieurs chercheurs.

**Sources : lemonde.fr, Bio-Marché.Info,
15 avril 2014**

Bulletin d'Abonnement

Nom Prénom
Organisme

Adresse d'expédition

Adresse de facturation

Téléphone E-mail

BIOPRESSE

• Je m'abonne à BIOPRESSE :

☐ Abonnement ou réabonnement en format papier (courrier) pour 1 an,
soit 11 numéros : 50 € (60 € pour l'étranger)
tarif à l'unité : 10 €

☐ Abonnement ou réabonnement en format pdf (Internet) pour 1 an,
soit 11 numéros : gratuit

Tarif du Service Documentaire

	Nombre de pages	Abonnés	Non abonnés	Agriculteurs Étudiants*
Prêt d'ouvrages • indemnité forfaitaire si non-retour + forfait		80 € 8 €	80 € 8 €	80 € 6 €
Liste bibliographique thématique • sur place effectuée par l'utilisateur • effectuée par une documentaliste • par courrier		gratuit 4 € 8 €	gratuit 6 € 16 €	gratuit 4 € 8 €
Photocopies • Frais de photocopies sur place • Frais de photocopies par correspondance (incluant le coût de la recherche documentaire, des photocopies et les frais d'expédition)	la page la 1 ^{ère} page les suivantes	0,10 € 2 € 0,30 €	0,10 € 2 € 0,30 €	0,10 € 2 € 0,30 €
Questionnement par téléphone ou mail, et réponse immédiate ne nécessitant pas de recherche particulière		gratuit	gratuit	gratuit

* joindre un justificatif

Pour tout abonnement, réabonnement ou service documentaire à l'étranger, les frais bancaires et les frais de change sont entièrement à la charge de l'acheteur.

Pour les demandes au niveau des services documentaires, nous vous remercions de ne pas joindre de règlement à votre bon de commande. ABioDoc vous fera parvenir une facture et vous pourrez alors procéder au paiement (**chèque à l'ordre du " Régisseur ABioDoc - VetAgro Sup »**).

Bon de commande

Identification du demandeur

Nom Prénom

Organisme

Adresse

.....

Téléphone Fax

☐ Abonné ☐ Non abonné ☐ Agriculteur/Étudiant

Prêt d'ouvrage (limité à 1 ouvrage pour une durée maximale de 2 semaines)

Auteur :

Titre :

Pour les demandes au niveau des services documentaires, nous vous remercions de ne pas joindre de règlement à votre bon de commande. ABioDoc vous fera parvenir une facture et vous pourrez alors procéder au paiement (**chèque à l'ordre du " Régisseur ABioDoc - VetAgro Sup »**).

Pour tout abonnement, réabonnement ou service documentaire à l'étranger, les frais bancaires et les frais de change sont entièrement à la charge de l'acheteur.

Coordonnées des Éditeurs des ouvrages cités

AAC (Agriculture et Agroalimentaire Canada)

Édifice Sir-John-Carling, 930, avenue Carling,
K1A 0C7 OTTAWA
CANADA

Tél. : +1 613 759 1000 - Fax : +1 613 7597977

info@agr.gc.ca / www.agr.gc.ca

⊗ Adaptation d'un outil de dépistage des adultes de la cécidomyie des atocas

[www.irda.gc.ca/assets/documents/Publications/documents/firlej-et-al-](http://www.irda.gc.ca/assets/documents/Publications/documents/firlej-et-al-2014-rapport-outil-depistage-cecidomyie-atocas.pdf)

[2014 rapport outil depistage cecidomyie atocas.pdf](#)

FIRLEJ Annabelle / VANOOSTUYSE Franz /
VEILLEUX Jonathan - 29 p.

⊗ Solutions optimales pour une gestion durable des eaux de lavage de légumes à l'échelle de la ferme : projets pilotes

[www.irda.gc.ca/assets/documents/Publications/documents/brassard-et-al-](http://www.irda.gc.ca/assets/documents/Publications/documents/brassard-et-al-2014-rapport-gestion-eaux-lavage-legumes.pdf)

[2014 rapport gestion eaux lavage legumes.pdf](#)

BRASSARD Patrick / CÔTÉ Caroline / GÉNÉREUX
Mylène / ET AL. - 61 p.

AGRICULTURES ET TERRITOIRES - CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE DES PAYS DE LA LOIRE

9 Rue André-Brouard, CS 70510, 49 105 ANGERS
CEDEX 02

FRANCE

Tél. : 02 41 18 60 00 - Fax : 02 41 18 60 01

accueil@pl.chambagri.fr

www.paysdelaloire.chambagri.fr

⊗ Observatoire régional de l'agriculture biologique des Pays de la Loire : Données 2012

[www.paysdelaloire.chambagri.fr/pages-hors-menu-](http://www.paysdelaloire.chambagri.fr/pages-hors-menu-internet/publications/detail-publication/actualite/observatoire-regional-de-lagriculture-biologique-des-pays-de-la-loire-edition-2013-sur-donnee.html)

[internet/publications/detail-publication/actualite/observatoire-regional-de-lagriculture-biologique-des-pays-de-la-loire-edition-2013-sur-donnee.html](#)

GOSCIANSKI Christine - 44 p.

AGRICULTURES ET TERRITOIRES - CHAMBRES D'AGRICULTURE RHÔNE-ALPES

23 Rue Jean Baldassini, 69 364 LYON CEDEX 07

FRANCE

Tél. : 04 72 72 49 10 - Fax : 04 78 61 76 76

accueil@rhone-alpes.chambagri.fr

<http://rhone-alpes.synagri.com>

⊗ Culture biologique du poireau
[http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-](http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-economiques-ab)

[economiques-ab](#)
BERRY Dominique - 12 p.

⊗ Culture biologique des laitues

[http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-](http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-economiques-ab)

[economiques-ab](#)
BERRY Dominique - 12 p.

⊗ Tournesol biologique

[http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-](http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-economiques-ab)

[economiques-ab](#)
CHAMPION Jean - 6 p.

⊗ Culture biologique : La pomme de terre

[http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-](http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-economiques-ab)

[economiques-ab](#)
BERRY Dominique - 10 p.

⊗ Le cerisier en agriculture biologique

[http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-](http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-economiques-ab)

[economiques-ab](#)
STEVENIN Sophie - 8 p.

⊗ Le framboisier

[http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-](http://rhone-alpes.synagri.com/portail/fiches-technico-economiques-ab)

[economiques-ab](#)
CHEVALIER Cédric - 8 p.

AGROSCOPE - Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART

Reckenholz, CH-8046 ZÜRICH

SUISSE

Tél. : +41 (0)44 377 71 11

info@art.admin.ch / www.agroscope.ch

⊗ Biodiversity Indicators for European Farming Systems : A Guidebook

www.biobio-indicator.org/project.php?l=3

HERZOG Felix / DENNIS Peter / BALAZS Katalin / ET
AL. - 105 p. - 20 €

⊗ Indicateurs de biodiversité dans les systèmes agricoles européens : Sommaire du guide

www.biobio-indicator.org/project.php?l=3

HERZOG Felix / BALAZS Katalin / DENNIS Peter, ET
AL. - 20 p.

CETAB+ (Centre d'expertise et de transfert en agriculture biologique et de proximité)

475 Notre-Dame Est, G6P 4B3 VICTORIAVILLE

CANADA

Tél.: +1 819 758 6401 - Fax: +1 819 758 8960

info@cetab.org / www.cetab.org

⊗ Le contrôle des pucerons par les coccinelles sous filets d'exclusion dans un verger de pommiers en régie biologique au Québec

[www.cetab.org/system/files/publications/cetab_fiche_effi-](http://www.cetab.org/system/files/publications/cetab_fiche_efficacite_de_la_coccinelle_pour_lutter_contre_les_pucerons.pdf)

[cacite_de_la_coccinelle_pour_lutter_contre_les_pucero-](#)
[ns.pdf](#)
GAGNON LUPIEN Noémie / CHOUINARD Gérald /

AOUN Mirella - 5 p.

⊗ Manuel des intrants biologiques

www.cetab.org/system/files/publications/mib_2014.pdf

DUVAL Jean / MENARD Geoffroy - 123 p.

CORABIO (Coordination Rhône-Alpes de l'Agriculture Biologique)

INEED Rovaltain TGV - 1 Rue Marc Seguin,
BP 11150 Alixan, 26 958 VALENCE CEDEX 9

FRANCE

Tél : 04 75 61 19 35 - Fax : 04 75 79 17 68

contact@corabio.org / www.corabio.org

⊗ L'agriculture Bio en Rhône-Alpes - Edition 2014 -
Repères 2013 : Les chiffres de la production,
transformation et distribution

CORABIO / BIOCONVERGENCE - 48 p. - 2 €

Coordonnées des Éditeurs des ouvrages cités (suite)

ECOZEPT

1 Rue Saint Barthélémy, 34 000 MONTPELLIER
FRANCE

Tél. : 04 67 58 42 27 - Fax : 04 67 58 42 27

info@ecozept.de / www.ecozept.com

☒ La place de la viande bio dans les magasins bio du Languedoc-Roussillon

SCHAER Burkhard / AVRIL Robin / GAUVRIT Lisa - 42 p.

EDITIONS ALTERNATIVES

5 Rue Gaston Gallimard, 75 007 PARIS
FRANCE

Tél : 01 46 33 47 33 / 01 49 54 42 00

info@editionsalternatives.com

www.editionsalternatives.com

☒ Ma tondeuse est silencieuse

BEUCHER Patricia - 93 p. - 10 €

ÉDITIONS EYROLLES

61 Boulevard Saint-Germain,
75 240 PARIS CEDEX 05

FRANCE

Tél : 01 44 41 46 21 - Fax : 01 44 41 41 98

www.editions-eyrolles.com

☒ Cultiver et soigner les arbres

JULLIEN Elisabeth / JULLIEN Jérôme - 672 p. - 39 €

EDITIONS MONTPARNASSE

12 Villa Cœur de Vey, 75 014 PARIS
FRANCE

Tél : 01 56 53 56 53 - Fax : 01 56 53 56 59

accueil@editionsmontparnasse.fr

www.editionsmontparnasse.fr

☒ La possibilité d'être humain

KRUGER Thierry / GIRAULT Pablo - DVD Video : 1h25 - 15 €

☒ Pour l'amour de l'eau

SALINA Irena - DVD Video : 1h23 - 15 €

EDITIONS TERRE VIVANTE

Domaine de Raud, , 38 710 MENS
FRANCE

Tél : 04 76 34 80 80 - Fax : 04 76 34 84 02

info@terrevivante.org / www.terrevivante.org

☒ Je réussis mes plants du premier coup !

LAPOUGE-DEJEAN Brigitte / LAPOUGE Serge - 120 p. - 14 €

☒ Elles sont bonnes mes tomates ! : Des semis aux conserves

LECLERC Blaise / RAYNAL Jean-Jacques - 120 p. - 14 €

6 Ag Communications Bldg., University of Nebraska-Lincoln, 830918 LINCOLN, NE ÉTATS-UNIS

www.extension.org

☒ Mulching for Weed Management in Organic Vegetable Production

www.extension.org/pages/62033/mulching-for-weed-management-in-organic-vegetable-production

SCHONBECK Mark - 4 p.

☒ Managing Diseases of Organic Tomatoes in Greenhouses and High Tunnels

www.extension.org/pages/18337/managing-diseases-of-organic-tomatoes-in-greenhouses-and-high-tunnels

MILLER Sally - 3 p.

☒ Biology and Management of Squash Vine Borer in Organic Farming Systems

www.extension.org/pages/65684/biology-and-management-of-squash-vine-borer-in-organic-farming-systems

SEAMAN Abby - 3 p.

☒ Keys to Disease Management in Organic Seed Crops

www.extension.org/pages/18332/keys-to-disease-management-in-organic-seed-crops

JOHNSON Kenneth B. / MORTON Frank - 2 p.

FIBL (Institut de recherche de l'agriculture biologique)

Ackerstrasse, Postfach, CH-5070 FRICK
SUISSE

Tél. : + 41 (0)62 8657-272

Fax : + 41 (0)62 8657-273

info.suisse@fibl.org / www.fibl.org

☒ Contrôler efficacement les parasites internes des bovins par la gestion de la pâture

<https://www.fibl.org/fr/boutique/publication/c/bovins/p/1631-parasites-des-paturages.html>

HECKENDORN Felix / WEIDMANN Gilles, FRUTSCHI MASCHER Véronique - 12 p. - Format

papier : 7,20 CHF (TVA comprise) plus frais d'emballage et d'envoi

FNAB (Fédération Nationale d'Agriculture Biologique des Régions de France)

40 Rue de Malte, , 75 011 PARIS

FRANCE

Tél : 01 43 38 38 69 - Fax : 01 43 38 39 70

www.fnab.org

☒ La bio au cœur de la transition agroécologique

FNAB - 46 p.

Coordonnées des Éditeurs des ouvrages cités (suite)

FRAB BRETAGNE (Fédération Régionale des Agrobiologistes de Bretagne)

ZI SUD EST, 17 Rue du Bas Village, CS 37725,
35 577 CESSON-SEVIGNE CEDEX

FRANCE

Tél : 02 99 77 32 34 - Fax : 02 23 30 15 75

frab@agrobio-bretagne.org

www.agrobio-bretagne.org/

⊗ Observatoire régional de la production bio - Edition
2013 - Chiffres 2012 : Les chiffres de la production
biologique en Bretagne en 2012

RESEAU GAB - FRAB BRETAGNE - 56 p. - 8 €

FREDON AQUITAINE

Site INRA - Domaine de la Grande Ferrade,
71 Rue Edouard Bourlaux, 33 140 VILLENAVE-
D'ORNON

FRANCE

www.fredon-aquitaine.fr/fredon/index.php

⊗ Reconnaissance des principaux lépidoptères des
cultures maraîchères et des fraisaies

DELAMARRE Cécile / DASTE Nathalie /

TERRASSON Cécile - 46 p.

FRUITS OUBLIES RESEAU

4 Avenue de la Résistance, 30 270 SAINT JEAN DU
GARD

FRANCE

Tél : 04 66 85 33 37 - Fax : 04 66 85 19

fruits.oublies@wanadoo.fr / www.fruitsoublies.fr

⊗ Pour la renaissance des cépages interdits

BISCHER Gilbert / PELLIER Garance / DUPARD

Sylvie / ET AL. - 88 p. - 10 € + 1,50 € de port

GROUPE CONSEIL AGRICOLE SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

640 rue Côté Ouest, local 102, G8B 7S8 ALMA
CANADA

Tél. : +1 418 668 7967 - Fax : +1 418 668 7818

gcajsje@gcaq.ca / www.gcaq.ca/GCA-Lac-St-Jean-Est.aspx

⊗ Essais visant l'amélioration de la qualité du semis
et l'optimisation des rendements dans la culture du
chanvre industriel biologique

[www.agrireseau.qc.ca/agriculturebiologique/docume
nts/Rapport%20final%20-%20Projet%2012-INNO3-
11%20\(chanvre\).pdf](http://www.agrireseau.qc.ca/agriculturebiologique/documents/Rapport%20final%20-%20Projet%2012-INNO3-11%20(chanvre).pdf)

VILLENEUVE Sara - 15 p.

IFOAM (International Federation of Organic Agriculture Movements)

Charles-de-Gaulle-Strasse 5, 53113 BONN
ALLEMAGNE

Tél. : +49-228-92650-10 - Fax: +49-228-92650-99

headoffice@ifoam.org / www.ifoam.org/

⊗ Certification collective des paysans bio : Guide
pour producteurs organisés

LECHLEITNER Florentine / EISENLOHR Ute - 32 p.

IRDA (Institut de recherche et de développement en agroenvironnement)

3300 rue Sicotte, C. P. 480, J2S 7B8 SAINT-
HYACINTHE

CANADA

Tél. : +1 450 778 6522 - Fax : +1 450 778 6539

info@irda.qc.ca / www.irda.qc.ca/fr

⊗ Évaluation de la technique d'exclusion par filets
dans deux vergers de pommiers du Québec

[www.cetab.org/system/files/publications/irda_fiche_fil
ets_exclusion.pdf](http://www.cetab.org/system/files/publications/irda_fiche_fil_ets_exclusion.pdf)

AOUN Mirella / MARTIN Yveline / CHOUINARD

Gérald - 4 p.

ITAB (Institut Technique de l'Agriculture Biologique)

149 Rue de Bercy, 75 595 PARIS CEDEX 12

FRANCE

Tél. : 01 40 04 50 64 - Fax : 01 40 04 50 66

secretariat.itab@itab.asso.fr / www.itab.asso.fr/

⊗ Passage à une alimentation 100 % AB en élevage
de monogastrique à partir du 1er janvier 2015 : quelles
conséquences ?

ROINSARD Antoine / GERMAIN Karine / JUIN Hervé/

ET AL. - 4 p.

MAPAQ, Direction régionale de la Montérégie, secteur ouest

177 rue Saint-Joseph, local 201, J0S 1V0 SAINTE-
MARTINE (QUEBEC)

CANADA

Tél. : 450 427 2000 / Fax : +1 450 427 0407

[www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Productions/md/nousjoindr
e-redirect/Pages/index-production.aspx](http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Productions/md/nousjoindre-redirect/Pages/index-production.aspx)

⊗ Les filets anti-insectes ou comment garder les
insectes à distance de vos légumes

[www.agrireseau.qc.ca/agriculturebiologique/docume
nts/Filets%20anti-insectes.pdf](http://www.agrireseau.qc.ca/agriculturebiologique/documents/Filets%20anti-insectes.pdf)

VILLENEUVE Christine - 5 p.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

FRANCE

<http://agriculture.gouv.fr>

⊗ Programme Ambition Bio 2017 : Projets
exemplaires

<http://agriculture.gouv.fr/ambition-bio-2017>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE
L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT - 68 p.

Coordonnées des Éditeurs des ouvrages cités (suite)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, ET DES AFFAIRES RURALES DE L'ONTARIO (OMAFRA)

1 chemin Stone Ouest, N1G 4Y2 GUELPH
CANADA

Tél. : +1 519 826 3100

about.omafra@ontario.ca / www.omafra.gov.on.ca

⊗ Organic options for Spotted Wing Drosophila
Management

www.omafra.gov.on.ca/english/crops/organic/news/2014/2014-02a3.htm

FISHER P. - 3 p.

PASCAL GALODÉ ÉDITEURS

7 Rue de Dinan, 35 400 SAINT-MALO
FRANCE

Tél : 02 23 18 63 45

contact@pascalgalodeediteurs.com

www.pascalgalodeediteurs.com/

⊗ Produire mieux pour manger tous d'ici 2050 et bien
après

LE PUIILL Gérard - 324 p. - 21,90 €

POLE AGRICULTURE BIOLOGIQUE MASSIF CENTRAL

VetAgro Sup - Campus agronomique de Clermont, 89
Avenue de l'Europe, BP 35, 63 370 LEMPDES
FRANCE

Tél/Fax : 04 73 98 69 56

www.itab.asso.fr/reseaux/polebio.php

⊗ Boîte à outils pour l'introduction de produits
biologiques en Restauration Hors Domicile

www.abiodoc.com/pole-ABMC/publications/rhd/boite-a-outils

BELLEIL Aurélie / DELECOURT Sarah / BOIS
Bérénice / ET AL. - 94 p.

⊗ Observatoire 2010-2012 : L'introduction de
produits biologiques dans les établissements de
restauration collective dans le Massif Central

www.abiodoc.com/pole-ABMC/publications/rhd

FOURNIER Judith / VALLAS Myriam - 90 p.

⊗ Synthèse de l'observatoire 2010-2012 :
L'introduction de produits biologiques dans les
établissements de restauration collective dans le
Massif Central

www.abiodoc.com/pole-ABMC/publications/rhd

FOURNIER Judith / VALLAS Myriam - 20 p.

⊗ Pistes d'actions et de développement pour les
plateformes de distribution et les GAB du Massif
Central

www.abiodoc.com/pole-ABMC/publications/rhd

FOURNIER Judith / VALLAS Myriam - 18 p.

SUDVINBIO

Arcades Jacques Coeur, Bât. C,
75 Avenue de Boirargues, 34970 LATTES
FRANCE

Tél : 04 99 06 08 41 - Fax : 04 67 06 53 96

www.sudvinbio.com

⊗ La maîtrise de l'oïdium en viticulture biologique en
Languedoc-Roussillon

www.sudvinbio.com/home/qui-sommes-nous/nos-publications

CONSTANT Nicolas - 24 p.

SUSTAINABLE AGRICULTURE RESEARCH & EDUCATION (SARE)

1122 Patapsco Building, University of Maryland,
COLLEGE PARK (MD) 20742-6715 ETATS-UNIS

www.sare.org

⊗ Managing Cover Crops Profitably, 3rd Edition

www.sare.org/Learning-Center/Books/Managing-Cover-Crops-Profitably-3rd-Edition

CLARK Andy - 248 p.

VINOPÔLE BORDEAUX-AQUITAINE

39 Rue Michel Montaigne, 33290 BLANQUEFORT
FRANCE

www.vinopole.com

⊗ Acquérir des références en bio : Intérêt du réseau
collaboratif RESAQVitiBio

www.vinopole.com/fileadmin/user_upload/fichiers_vinopole/Environnement/Agro-ecologie/Interet_du_reseau_collaboratif_RESAQVitiBio.pdf

DAVIDOU Ludivine / BERNARD Anaïs / AVELINE
Nicolas - 9 p.




La BIOBASE


Plus de 28 000 références bibliographiques en agriculture biologique sont accessibles gratuitement sur la Biobase, base de données documentaire francophone, issue d'une veille internationale franco-québécoise !

Allez vite les consulter sur le site d'ABioDoc : www.abiodoc.com
biobase.cetab.org


Produits documentaires d'ABioDoc

COMPILATIONS BIBLIOGRAPHIQUES


-  **16 €** **Revue bibliographique sur la Filière Viande Biologique**
 qui regroupe 251 références bibliographiques inscrites dans la Biobase à la date du 15 mars 2011, et classées en 6 thèmes
- 8 € Tarif Agriculteurs / Etudiants (joindre un justificatif) / Abonnés Biopresse :

-  **16 €** **Revue bibliographique sur l'introduction de produits biologiques en Restauration Collective**
 qui regroupe 291 références bibliographiques inscrites dans la Biobase, à la date du 15 mars 2011, et classées en 7 thèmes
- 8 € Tarif Agriculteurs / Etudiants (joindre un justificatif) / Abonné Biopresse :


GUIDE TECHNIQUE

-  **15 €** **Créer ou développer une activité de transformation de produits biologiques !**
 Destiné aux agriculteurs et artisans engagés dans la bio, ce guide aide à prévoir en amont tous les aspects nécessaires à cette activité.
 Prix format électronique : 12 €

ANNUAIRE DES ORGANISMES EUROPÉENS DE LA BIO

-  **20 €** Cet annuaire regroupe les coordonnées des organismes européens de l'agriculture biologique en recherche, formation, développement et certification (Edition 2012)
- Prix format électronique : 18 €

GUIDE DES PRINCIPAUX ORGANISMES FRANÇAIS INTERVENANT EN AB

-  **15 €** Ce guide présente 39 organismes français intervenant en agriculture biologique : des administrations et GIP, des organismes de recherche et expérimentation, de formation, de documentation, de développement et d'organisation de la filière, des associations gestionnaires de marques privées et des organismes certificateurs. (Edition 2012)
- Prix format électronique : 12 €

CETAB +

LA MISSION

Développer l'agriculture biologique et contribuer à la prospérité des entreprises du secteur. Favoriser les systèmes agroalimentaires de proximité bénéfiques pour les entreprises et la société.

LES SERVICES

- Information et veille technologique
- Transfert technologique
- Soutien aux intervenants
- Recherche appliquée
- Formation continue
- Services-conseils personnalisés
- Analyses sectorielles



www.cetab.org

ABioDoc

SES MISSIONS

Créé en 1993, ABioDoc, service de VetAgro Sup et soutenu par le ministère français de l'Agriculture, a pour missions de réaliser la veille, le traitement et la diffusion d'information intéressant les acteurs de l'agriculture biologique, à l'échelle française et internationale.

LES SERVICES

- Gestion du fonds documentaire
- Gestion et alimentation de la Biobase
- Gestion de la base des Acteurs de la Bio, regroupant organismes et personnes
- Edition du Biopresse
- Service questions - réponses
- Participation à des projets de recherche – développement



www.abiodoc.com

Le partenariat entre ABioDoc et le CETAB+

SES MISSIONS

L'entente permet d'amplifier pour tous la mise à disposition d'informations en lien avec l'agriculture biologique et de renforcer la mise en réseau entre les deux zones géographiques.

SES REALISATIONS

- Un partage de la veille (Le CETAB+ voit à couvrir les documents produits en Amérique du Nord et ABioDoc répertorie les publications d'Europe et du reste du monde) ;
- Une alimentation commune de la Biobase, la base de données documentaire ;
- L'édition commune du Biopresse ;
- Des synergies dans le cadre des services questions-réponses ;
- Des transferts d'informations et de contacts.

